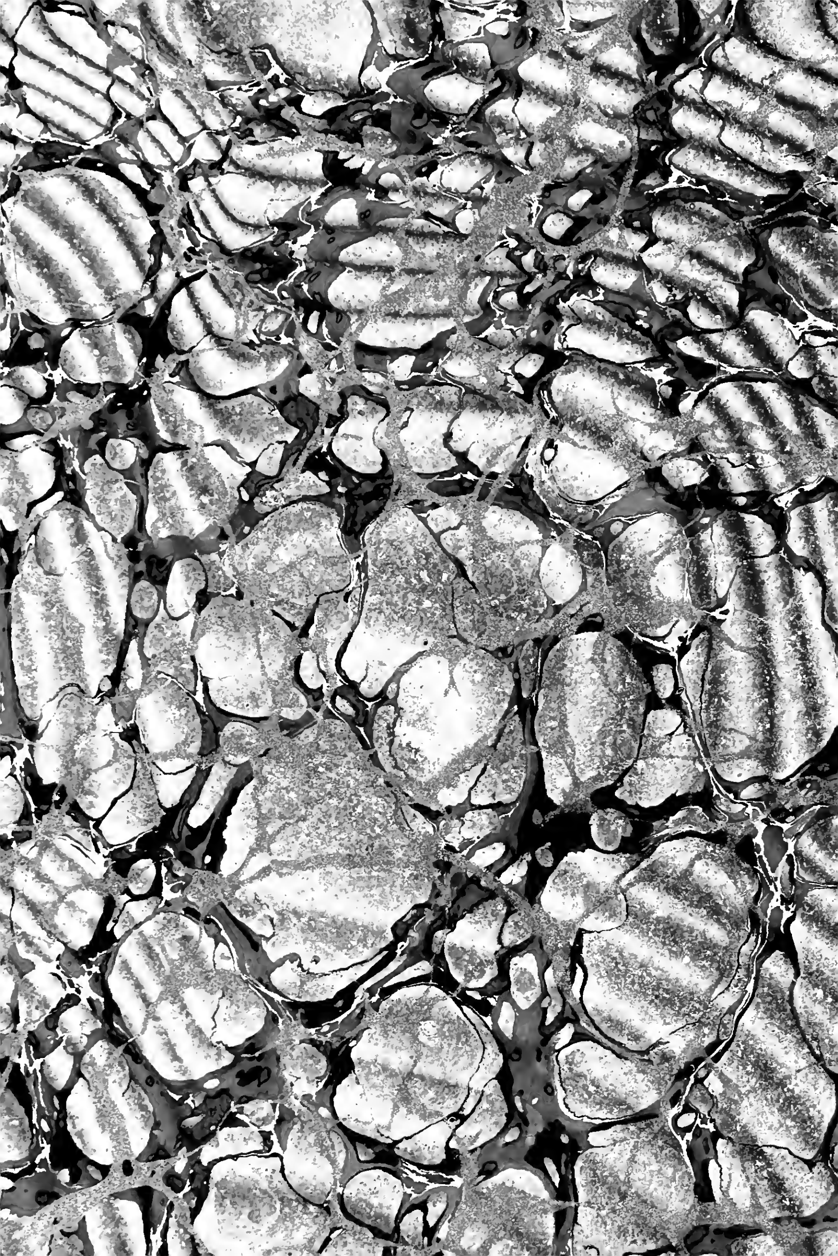
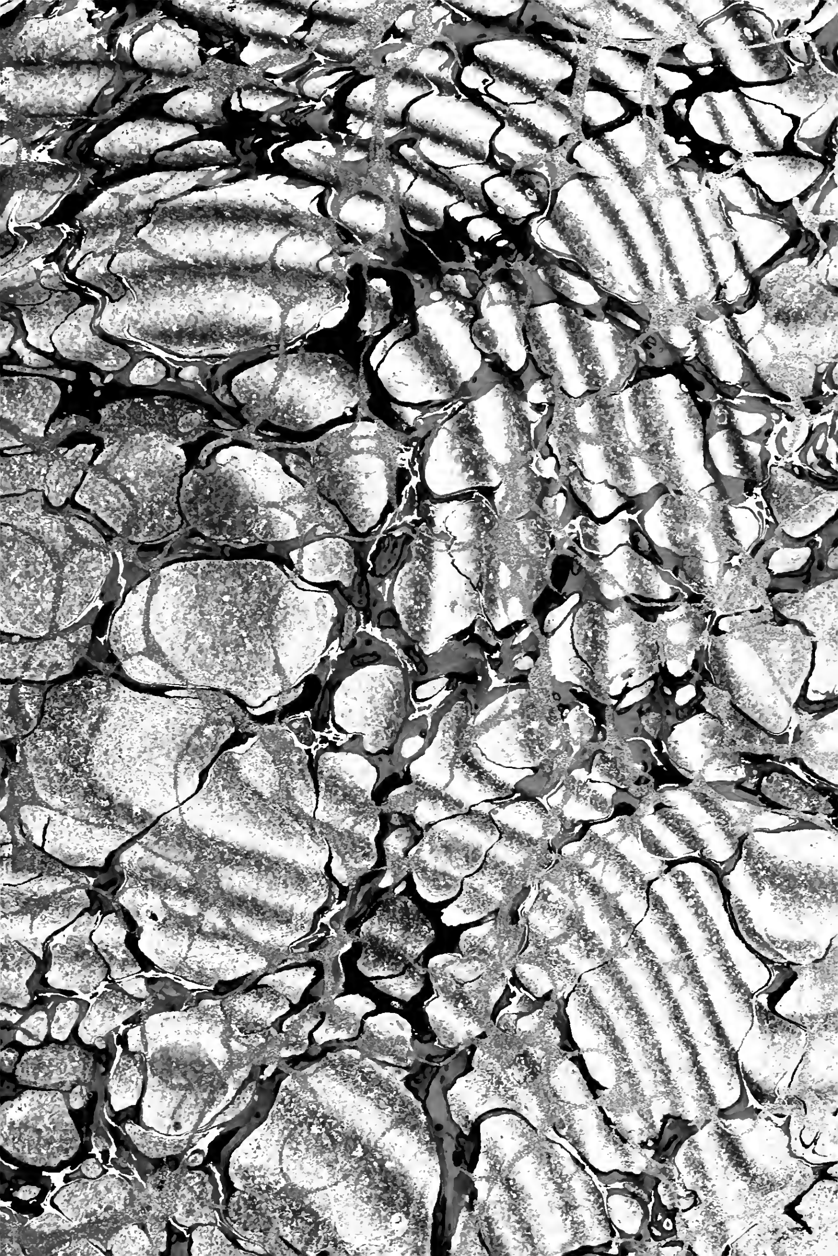






Dickson (French) Mari[illegible]

LA

GUERRE D'AMÉRIQUE

1860-1865

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

PAR

Abraham LINCOLN

AVEC UN APPENDICE CONTENANT LA BIOGRAPHIE DE

J. WILKES BOOTH

Assassin du président Lincoln

Par W. Jonathan DICKSON

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS
LIBRAIRIE DES COMMUNES
E. ROME, Éditeur
20, RUE MAZARINE
1865



LA

GUERRE D'AMÉRIQUE

1860-1865



Paris. — Typographie de Cosson et Comp., rue du Four-St-Germain, 43.

LA

GUERRE D'AMÉRIQUE

1860-1865

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

PAR

Abraham LINCOLN

AVEC UN APPENDICE CONTENANT LA BIOGRAPHIE DE

J. WILKES BOOTH

PAR

W. Jonathan DICKSON

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS
LIBRAIRIE DES COMMUNES
E. ROME, Éditeur
20, RUE MAZARINE

1865

LA

GUERRE D'AMÉRIQUE

CHAPITRE PREMIER

DESCRIPTION ET CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS

Géographie des États-Unis. — Premiers colons d'Amérique. — La commune. — Le comté. — L'État. — Constitution de 1783. — Élection. — Fonctions du Président et du Congrès. — La ville de Washington et les principales cités des États-Unis.

L'Amérique du Nord, ou plutôt cette vaste partie de l'Amérique du Nord qui s'appelle les États-Unis, ne se compose, à vrai dire, que d'une seule vallée, la vallée du Mississipi, que les Indiens nomment Meschacebé ou Père-des-Eaux. Des deux côtés s'étend un plateau, dont l'un est borné par le grand Océan, tandis que l'autre s'incline vers l'océan Atlantique. Deux chaînes de montagnes, les monts Alleghanys et les montagnes Rocheuses, forment l'arête de la vallée et les bords des deux plateaux.

Le Mississipi, dans son cours de plus de mille lieues, reçoit cinquante-sept rivières navigables, dont les

principales sont le Missouri, l'Arkansas, l'Illinois, la Rivière-Rouge, l'Ohio, l'Illinois.

C'est au sein et sur les bords de cette merveilleuse vallée, entre le 24° 30' et le 49° de latitude nord, et entre le 66° et le 124° de longitude ouest, que s'étend la confédération des États-Unis.

Dans leur plus grande longueur du nord au sud, ils mesurent 2,600 kilomètres, et dans leur plus grande largeur de l'est à l'ouest, 4,200 kilomètres.

Ils se composent de trente-quatre États, de neuf territoires et du district fédéral, qui comprend seulement la capitale Washington et ses alentours.—Les territoires sont de vastes étendues de pays dont la population n'est pas encore assez nombreuse pour être élevée au rang d'État.

Nous empruntons à M. Malespine le tableau suivant, indiquant la superficie et la population de chaque État.

ÉTATS.	CAPITALES.	POPULATION.
Maine.	Augusta.	628,276.
New-Hampshire.	Concord.	326,072.
Vermont.	Montpellier.	315,116.
Massachussetts.	Boston.	1,231,065.
Rhode-Island.	Providence.	174,621.
Connecticut.	Hartford.	460,151.
New-York.	Albany.	3,887,542.
New-Jersey.	Trenton.	672,031.
Pennsylvanie.	Harrisburg.	2,906,370.
Ohio.	Colombus.	2,339,599.
Michigan.	Lansing.	749,112.
Indiana.	Indianapolis.	1,350,479.
Illinois.	Springfield.	1,711,753.
Wisconsin.	Madison.	775,873.
Iowa.	Des Moines.	674,948.
Minnesota.	Saint-Paul.	162,022.
Kansas.	Lecomptom.	107,110.
Californie.	Sacramento.	380,015.
Orégon.	Salem.	52,464.
		18,904,619.
District fédéral (ville de Washington).		75,076.

TERRITOIRES.	CAPITALES.	POPULATION.
Colorado.	Denver.	34,197.
Dacotah.	—	4,839.
Nebraska.	Omaha.	28,842.
Névada.	Carson.	6,857.
Nouveau-Mexique.	Santa-Fé.	93,541.
Utah (Mormons).	Fillmore.	40,295.
Washington.	Olympia.	11,578.
Arizona.	—	—
Idaho.	—	—

ÉTATS LIMITROPHES.

ÉTATS.	CAPITALES.	POP. LIBRE.	ESCLAVES.
Delaware.	Dover.	110,420.	1,798.
Maryland.	Annapolis.	599,846.	87,188.
Kentucky.	Frankfort.	930,223.	235,490.
Tennessée.	Nashville.	834,063.	245,784.
Missouri.	Jefferson.	1,058,352.	114,965.
Virginie occidentale.	Wheeling.	510,000.	45,000.

ÉTATS DU SUD.

Virginie.	Richemond.	595,000.	445,000.
Caroline du Nord.	Raleigh.	651,586.	331,081.
Caroline du Sud.	Columbia.	301,271.	402,541.
Géorgie.	Milledgeville.	595,097.	462,230.
Floride.	Tallahassée.	78,686.	61,753.
Alabama.	Montgomery.	529,164.	435,132.
Louisiane.	Bâton-Rouge.	376,913.	332,520.
Texas.	Austin.	420,651.	180,388.
Mississipi.	Jackson.	354,699.	436,696.
Arkansas.	Little Rock.	324,323.	111,104.
		4,237,390	3,198,445.

Ce fut dans la Virginie, en 1607, que débarquèrent les premiers émigrants anglais. C'étaient des gens pauvres qu'attiraient les récits de mines d'or et de richesses cachées, des fils de famille débauchés qui se dérobaient par l'exil à la prison, des banqueroutiers, etc. L'esclavage y fut introduit dès 1620.

Les États de la Nouvelle-Angleterre (aujourd'hui Connecticut, Rhode-Island, Massachussets, Vermont,

New-Hampshire (Maine), furent au contraire fondés par des citoyens anglais de la classe moyenne, des cultivateurs et des industriels. Leurs mœurs étaient sévères. Ils appartenaient tous à la secte des puritains, qui, persécutés dans la mère-patrie à cause de leurs opinions démocratiques, étaient venus chercher dans les solitudes du Nouveau-Monde la liberté de conscience et la liberté politique (1620). Ce furent eux qui décidèrent de la grandeur future de l'Amérique.

Bien que nominalement soumis à la métropole, ils vivaient dans une indépendance complète, dont le mode était la *Commune.*

La Commune élisait ses magistrats elle-même, votait ses impôts, obligeait sous peine d'amende tous les citoyens à faire instruire leurs enfants.— La forme de la Commune n'a point varié depuis lors.

Les magistrats administratifs élus par la Commune, ou Select-men (maire et aldermen), ont seuls le droit de provoquer les réunions communales, mais on peut les y contraindre. Dix propriétaires se réunissant pour présenter un projet nouveau peuvent réclamer une convocation générale dont les select-men sont présidents.

L'élection des magistrats a lieu tous les ans, ainsi que celle des assesseurs et collecteurs chargés d'établir et récolter l'impôt, du greffier chargé de l'état civil, du constable ou officier de police, des inspecteurs de tous genres. Chaque citoyen est contraint d'accepter ces fonctions, qui du reste sont rétribuées, afin que les plus pauvres les puissent remplir.

Après la commune vient le Comté, assez analogue à ce que nous appelons en France arrondissement. C'est une circonscription purement administrative, ou plutôt judiciaire. C'est par comtés que sont réparties les cours de justice. Il s'y trouve aussi quelques ad-

ministrateurs nommés par le gouverneur de l'Etat et qui sont chargés de préparer le budget du comté.

A vrai dire, les communes sont toutes reliées entre elles par l'*État.*

Le pouvoir législatif de l'Etat appartient à deux assemblées, le Sénat et la Chambre des représentants, toutes deux électives. Les sénateurs sont élus seulement pour un plus long temps, et par séries, afin de conserver à la tête des affaires un certain nombre d'hommes expérimentés. Il se compose d'une trentaine de membres.

La Chambre des représentants est plus nombreuse.

Toutes deux ont le droit d'initiative pour les bills, et un bill adopté par une Chambre peut être amendé par l'autre.

Le pouvoir exécutif est confié dans chaque Etat à un gouverneur, dont les fonctions durent généralement deux ans. Il est nommé par les habitants de l'Etat. Il a le droit de proposer des amendements aux bills des Chambres.

Il est chef de la milice et de la marine, et chargé de promulguer et faire exécuter les lois. Un lieutenant-gouverneur lui est adjoint, lequel préside le Sénat.

La milice de l'Etat nomme elle-même ses officiers jusqu'au grade de capitaine, et les officiers supérieurs sont également élus par ceux du grade inférieur, excepté les majors généraux et les chefs d'état-major, qui sont nommés par le gouverneur avec autorisation du Sénat.

La première confédération des Etats eut lieu en 1778, à l'approche de la guerre avec la mère-patrie. La guerre terminée, on jugea la première constitution défectueuse, et une assemblée de cinquante-cinq membres, présidée par George Washington, en élabora une nouvelle. Cette constitution, présentée à la

discussion dans chaque Etat, qui nomma des députés spéciaux pour cet objet, fut adoptée en 1787.

Les pouvoirs délégués au gouvernement fédéral étaient peu nombreux et définis; ils concernent particulièrement les relations extérieures, la guerre, le commerce. Tout ce qui concerne au contraire la vie, la liberté, la propriété des citoyens, est laissé à la disposition des Etats.

Voici d'ailleurs le texte de cette fameuse Constitution :

ARTICLE PREMIER.

SECTION PREMIÈRE.

Un congrès des Etats-Unis, composé d'un Sénat et d'une Chambre de représentants, sera investi de tous les pouvoirs législatifs déterminés par la présente Constitution.

SECTION DEUXIÈME.

I. La Chambre des représentants sera composée de membres élus tous les deux ans par le peuple des divers Etats; les Électeurs chargés dans chaque Etat de choisir les représentants devront avoir les qualifications exigées des électeurs de la branche la plus nombreuse de la législature de leur Etat.

II. Personne ne pourra être représentant à moins d'avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans, d'avoir été pendant sept ans citoyen des Etats-Unis et d'être, au moment de son élection, habitant de l'Etat qui l'aura élu.

III. Les représentants seront répartis entre les divers Etats qui pourront faire partie de l'Union, selon le nombre respectif de leurs habitants, nombre qui sera déterminé, en ajoutant au nombre total des personnes libres, y compris ceux servant pour un terme limité,

et non compris les Indiens non taxés, trois cinquièmes de toutes autres personnes. Le recensement pour l'époque actuelle sera fait trois ans après la première réunion du Congrès des Etats-Unis et ensuite de dix ans en dix ans. Le nombre des représentants n'excédera pas celui d'un par trente mille habitants; mais chaque Etat aura au moins un représentant.

. . . .

IV. Quand des places viendront à vaquer dans la représentation d'un Etat au Congrès, l'autorité exécutive de l'Etat convoquera le corps électoral pour les remplir.

V. La Chambre des représentants élira ses orateurs et autres officiers; elle exercera seule le pouvoir de mise en accusation pour cause politique.

SECTION TROISIÈME.

I. Le *Sénat* des Etats-Unis sera composé de deux sénateurs élus dans chaque Etat par la législature provinciale. Chaque sénateur aura un vote.

II. Immédiatement après leur réunion, en conséquence de leur première élection, ils seront divisés, aussi également que possible, en trois classes. Les siéges des sénateurs de la première classe seront vacants au bout de la seconde année, ceux de la seconde classe au bout de la quatrième année, et ceux de la troisième à l'expiration de la sixième année, de manière à ce que tous les deux ans un tiers du Sénat soit réélu. Si des places deviennent vacantes, par démission ou par toute autre cause, pendant l'intervalle entre les sessions de la législature de chaque Etat, le pouvoir exécutif de cet Etat fera une nomination provisoire, jusqu'à ce que la législature puisse remplir le siége vacant.

III. Personne ne pourra être sénateur à moins d'avoir atteint l'âge de trente ans, d'avoir été pendant neuf ans citoyen des Etats-Unis et d'être, au moment de son élection, habitant de l'Etat qui l'aura choisi.

IV. Le vice-président des Etats-Unis sera président du Sénat, mais il n'aura pas le droit de voter, à moins que les voix ne soient partagées également.

V. Le Sénat nommera ses autres officiers, ainsi qu'un président adjoint, qui présidera pendant l'absence du vice-président ou quand celui-ci exercera les fonctions de président des Etats-Unis.

VI. Le Sénat aura seul le droit de juger les accusations politiques intentées par la Chambre des représentants. Quand il agira dans cette fonction, chacun de ses membres prêtera serment. Si c'est le président des Etats-Unis qui est mis en jugement, le président de la cour suprême (*chief justice*) présidera. Aucun accusé ne peut être déclaré coupable qu'à la majorité de deux tiers des membres présents.

VII. Les jugements rendus en cas de mise en accusation n'auront d'autre effet que de priver l'accusé de la place qu'il occupe, de le déclarer incapable de posséder quelque office d'honneur, de confiance, ou de profit que ce soit. Mais la partie convaincue pourra être mise en jugement, jugée et punie, selon les lois, par les tribunaux ordinaires.

SECTION QUATRIÈME.

I. . . . .

II. Le Congrès s'assemblera au moins une fois l'année, et cette réunion sera fixée pour le premier lundi de décembre, à moins qu'une loi ne la fixe à un autre jour.

. . . .

SECTION SIXIÈME.

I. Les sénateurs et les représentants recevront pour leurs services une indemnité qui sera fixée par une loi et payée par le trésor des Etats-Unis. Dans tous les cas, excepté ceux de trahison, de félonie et de trouble à la paix publique, ils ne pourront être arrêtés, soit pendant leur présence au congrès, soit en en revenant. Dans aucun autre lieu, ils ne pourront être inquiétés ni interrogés en raison de discours prononcés dans leurs Chambres respectives.

II. Aucun sénateur ou représentant ne pourra, pendant le temps pour lequel il a été élu, être nommé à une place dans l'ordre civil, sous l'autorité des Etats-Unis, lorsque cette place aura été créée ou que les émoluments en auront été augmentés pendant cette époque. Aucun individu occupant une place sous l'autorité des Etats-Unis ne pourra être membre d'une des deux Chambres tant qu'il conservera cette place.

SECTION SEPTIÈME.

I. Tous les bills établissant des impôts doivent prendre naissance dans la Chambre des représentants; mais le sénat peut y concourir par ses amendements comme aux autres bills.

II. Tout bill qui aura reçu l'approbation du Sénat et de la Chambre des représentants, sera, avant de devenir loi, présenté au président des Etats-Unis; s'il l'approuve, il y apposera sa signature; sinon, il l'enverra avec ses objections à la Chambre dans laquelle il aura été proposé. Elle consignera les objections intégralement dans son journal et discutera de nouveau le bill. Si, après cette seconde discussion, deux tiers de la

Chambre se prononcent en faveur du bill, il sera envoyé, avec les objections du président, à l'autre Chambre, qui le discutera également, et, si la majorité l'approuve, il deviendra loi. Mais, en pareil cas, les votes des Chambres doivent être donnés par oui et non, et les noms des personnes votant pour ou contre seront inscrits sur le journal de leurs Chambres respectives. Si dans les dix jours (les dimanches non compris) le président ne renvoie point un bill qui lui aurait été présenté, ce bill aura force de loi, comme s'il l'avait signé, à moins que le congrès, en s'ajournant, ne prévienne le renvoi; alors le bill ne fera point loi.

3. Tout ordre, vote ou résolution pour qui le concours des deux Chambres est nécessaire (excepté cependant pour la question d'ajournement), doit être présenté au président des Etats-Unis et approuvé par lui, avant de recevoir son exécution; s'il le rejette, il doit être de nouveau adopté par les deux tiers des Chambres, suivant les règles prescrites pour les bills.

SECTION HUITIÈME.

Le congrès aura le pouvoir :

1° D'établir et de faire percevoir des taxes, droits, impôts et excises; de payer les dettes publiques; de veiller à la défense commune et au bien général des Etats-Unis; mais ces droits, impôts et excises devront être les mêmes partout;

2° D'emprunter de l'argent sur le crédit des Etats-Unis;

3° De régler le commerce avec les nations étrangères, entre les divers Etats et avec les tribus indiennes;

4° D'établir une règle générale pour les naturalisations et des lois générales sur les banqueroutes;

5° De battre la monnaie, d'en régler la valeur, ainsi

que celle des monnaies étrangères, et de fixer la base des poids et mesures ;

6° D'assurer la punition de la contrefaçon de la monnaie courante et du papier public ;

7° D'établir des bureaux de poste et des routes de poste ;

8° D'encourager les progrès des sciences et des arts utiles, en assurant, pour des périodes limitées, aux auteurs et inventeurs, le droit exclusif de leurs écrits et de leurs découvertes

9° De constituer des tribunaux subordonnés à la cour suprême ;

10° De définir et punir les pirateries et les félonies commises en haute mer et les offenses contre le droit des gens ;

11° De déclarer la guerre, d'accorder des lettres de marque et de représailles, et de faire des règlements concernant les captures sur terre et sur mer ;

12° De lever et d'entretenir des armées ; mais aucun argent pour cet objet ne pourra être voté pour plus de deux ans ;

13° De créer et d'entretenir une force maritime ;

14° D'établir des règles pour l'administration et l'organisation des forces de terre et de mer ;

15° De pourvoir à ce que la milice soit convoquée pour exécuter les lois de l'Union, pour réprimer les insurrections et repousser les invasions ;

16° De pourvoir à ce que la milice soit organisée, armée et disciplinée, et de disposer de cette partie de la milice qui peut se trouver employée au service des Etats-Unis.

17° Le Congrès aura seul le droit de faire des lois et règlements applicables au district (ne dépassant pas dix milles carrés) qui, par la cession des Etats particuliers et l'acceptation des Etats-Unis, deviendra le siége

du gouvernement fédéral, ainsi que sur tous les lieux acquis par achat, d'après le consentement de la législature de l'Etat où ils seront situés, et qui serviront à l'établissement de forteresses, magasins, arsenaux, chantiers et autres établissements d'utilité publique.

SECTION NEUVIÈME.

I. . . . .

II. Le privilége de l'*habeas corpus* ne sera suspendu qu'en cas de rébellion ou d'invasion et lorsque la sûreté publique l'exigera.

III. Aucune loi rétroactive ne pourra être décrétée.

IV. Aucune capitation ou autre taxe directe ne sera établie qu'en proportion du recensement.

V. Aucune taxe ou droit ne sera établi sur des articles exportés d'un Etat quelconque; aucune préférence ne sera donnée par des règlements commerciaux ou fiscaux aux ports d'un Etat sur ceux d'un autre; les vaisseaux destinés pour un Etat ou sortant de ses ports ne pourront être forcés d'entrer dans ceux d'un autre ou d'y payer des droits.

VI. Aucun argent ne sera tiré de la trésorerie qu'en conséquence de dispositions prises par une loi, et de temps en temps on publiera un tableau régulier des recettes et des dépenses publiques.

VII. Aucun titre de noblesse ne sera accordé par les Etats-Unis, et aucune personne tenant une place de profit ou de confiance sous leur autorité ne pourra, sans le consentement du Congrès, accepter aucun présent, émolument, place, ou titre quelconque, d'un roi, prince ou Etat étranger.

SECTION DIXIÈME.

I. Aucun Etat ne pourra contracter ni traité, ni alliance, ni confédération ; nul ne pourra donner des lettres de marque, battre monnaie, pour aucune loi rétroactive, changer des droits acquis en vertu d'un contrat, ni accorder aucun titre de noblesse.

II. Aucun Etat ne pourra, sans le consentement du Congrès, établir quelque impôt ou droit sur les importations ou exportations, à l'exception de ce qui lui sera absolument nécessaire pour l'exécution de ses lois d'inspection ; le produit net de tous droits et impôts établis par quelque Etat sur les importations ou exportations sera à la disposition de la trésorerie des Etats-Unis, et toute loi pareille sera sujette à la révision et au contrôle du Congrès. Aucun état ne pourra sans le consentement du Congrès, établir aucun droit sur le tonnage, entretenir des troupes ou des vaisseaux de guerre en temps de paix, contracter union ou traité avec un autre état ou une puissance étrangère, ou s'engager dans une guerre, si ce n'est dans le cas d'invasion ou de danger assez imminent pour n'admettre aucun délai.

ARTICLE DEUXIÈME

SECTION PREMIÈRE.

I. Le Président des États-Unis sera investi du pouvoir exécutif; il occupera sa place pendant le terme de quatre ans; son élection et celle du vice-président élu pour le même terme, auront lieu ainsi qu'il suit :

II. Chaque État nommera, de la manière qui sera prescrite par sa législature, un nombre d'électeurs

égal au nombre total de sénateurs et de représentants que l'État envoie au Congrès; mais aucun sénateur ou représentant ni aucune personne possédant une place de profit ou de confiance ne peut être nommé électeur.

III. Les électeurs s'assembleront dans leurs États respectifs et ils voteront au scrutin pour deux individus dont un au moins ne sera point habitant du même État qu'eux. Ils feront une liste de toutes les personnes qui ont obtenu des suffrages et du nombre de suffrages que chacune d'elles aura obtenu; ils signeront et certifieront cette liste et la transmettront scellée au siége du gouvernement des États-Unis, sous l'adresse du président du Sénat, qui en présence du Sénat et de la Chambre des représentants ouvrira tous les certificats et comptera les votes. Celui qui aura obtenu le plus grand nombre de votes sera nommé président, si ce nombre forme la majorité des électeurs. Si plusieurs ont obtenu cette majorité et que deux ou un plus grand nombre réunissent la même quantité de suffrages, alors la Chambre des représentanls choisira l'un d'entre eux pour président par voie du scrutin. Si nul n'a réuni cette majorité, la Chambre prendra les cinq personnes qui en ont approché davantage et choisira parmi elles le président de la même manière. Mais en choisissant ainsi le président, les votes seront pris par État, la représentation de chaque État ayant un vote ; un membre ou des membres des deux tiers des États devront être présents et la majorité de tous ces États sera indispensable pour que le choix soit valide. Les électeurs votent séparément. Pour le vice-président les formalités sont les mêmes que pour le président, sauf que c'est le Sénat et non plus la Chambre des représentants qui en cas de ballotage, le choisit par voie de scrutin.

IV. Le Congrès détermine l'époque de la réunion des électeurs et le jour auquel ils donneront leurs suffrages, lequel jour sera le même pour tous les États-Unis.

V. Aucun individu autre qu'un citoyen né dans les États-Unis, ne peut-être éligible à la place de président; il doit avoir atteint l'âge de trente-cinq ans et avoir résidé quatorze ans aux États-Unis.

VI. En cas que le président soit privé de sa place, ou en cas de mort, de démission, ou d'inhabileté, elle sera confiée au vice-président. Le Congrès peut, par une loi, pourvoir au cas du renvoi, de la mort, de la démission ou de l'inhabileté, tant du président que du vice-président, indiquer quel fonctionnaire public remplira, en pareil cas, la présidence, jusqu'à ce que la cause d'inhabileté n'existe plus ou qu'un nouveau président ait été élu.

VII. Le président recevra, pour ses services, à des époques fixées, une indemnité qui ne pourra être augmentée ni diminuée, pendant la période pour laquelle il aura été élu, et pendant le même temps, il ne pourra recevoir aucun émolument des États-Unis ou de l'un des États.

VIII. Avant son entrée en fonctions, il prêtera le serment qui suit :

IX. Je jure solennellement que je remplirai fidèlement la place de président des États-Unis et que j'emploierai tous mes soins à conserver, protéger et défendre la constitution des États-Unis.

SECTION DEUXIÈME.

I. Le président sera commandant en chef de l'armée et des flottes des États-Unis et de la milice des divers États, quand elle sera appelée au service actif des États-Unis; il peut requérir l'opinion écrite du

principal fonctionnaire dans chacun des départements exécutifs, sur tout objet relatif aux devoirs de leurs offices respectifs; et il aura le pouvoir d'accorder diminution de peine et pardon pour délits envers les États-Unis, excepté en cas de mise en accusation par la Chambre des représentants.

II. Il aura le pouvoir de faire des traités de l'avis et du consentement du Sénat, pourvu que les deux tiers des sénateurs présents y donnent leur approbation; il nommera de l'avis et du consentement du Sénat, et désignera les ambassadeurs, les autres ministres publics et les consuls, les juges des cours suprêmes, et tous autres fonctionnaires des États-Unis aux nominations desquels il n'aura point été pourvu d'une autre manière dans cette Constitution, et qui seront institués par une loi. Mais le Congrès peut, par une loi, attribuer les nominations de ces employés subalternes au président seul, aux cours de justice, ou aux chefs de départements.

III. Le président aura le pouvoir de remplir toutes les places vacantes pendant l'intervalle des sessions du Sénat, en accordant des commissions qui expireront à la fin de la session prochaine.

SECTION TROISIÈME.

I. De temps en temps, le président donnera au Congrès des informations sur l'état de l'Union, et il recommandera à sa considération les mesures qu'il jugera nécessaires et convenables; il peut, dans des occasions extraordinaires, convoquer les deux Chambres, ou l'une d'elles, et, en cas de dissentiments entre elles sur le temps de leur ajournement, il peut les ajourner à telle époque qui lui paraîtra convenable. Il recevra les ambassadeurs et les autres ministres publics;

il veillera à ce que les lois soient fidèlement exécutées et il commissionnera tous les fonctionnaires des Etats-Unis.

SECTION QUATRIÈME.

Les président, vice-président, et tous les fonctionnaires civils pourront être renvoyés de leur place, si, à la suite d'une accusation, ils sont convaincus de trahison, de dilapidation du trésor public, ou d'autres crimes et d'inconduite.

ARTICLE TROISIÈME.

SECTION PREMIÈRE.

Le pouvoir judiciaire des Etats-Unis sera confié à une Cour suprême et aux autres Cours inférieures que le Congrès peut de temps à autre former et établir. Les juges, tant des Cours suprêmes que des Cours inférieures, conserveront leur place tant que leur conduite sera bonne, et ils recevront pour leurs services, à des époques fixées, une indemnité qui ne pourra être diminuée tant qu'ils conserveront leurs places.

SECTION DEUXIÈME.

1. Le pouvoir judiciaire s'étendra à tous les procès en matière de lois et d'équité qui auront leur source dans l'interprétation de cette Constitution, des lois des Etats-Unis et des traités faits ou qui seront faits sous leur autorité; à toutes les causes concernant des ambassadeurs, d'autres ministres publics ou des consuls ; à toutes les causes de l'amirauté ou de la juridiction maritime ; aux contestations entre deux ou plusieurs Etats.

II. Dans tous les cas concernant des ambassadeurs, d'autres ministres publics ou des consuls, et dans les causes où un Etat sera partie, la Cour suprême jugera en première et dernière instance. Dans tous les autres cas susmentionnés, la Cour suprême prononcera en appel seulement, tant sous le rapport de la loi que du fait, avec telles exceptions et tels règlements que le Congrès pourra faire.

III. Le jugement de tous les crimes, excepté en cas de mise en accusation par la Chambre des représentants, sera fait par jury; ce jugement aura lieu dans l'Etat où le crime aura été commis; mais si le crime n'a pas été commis dans un des Etats, le jugement sera rendu dans tel ou tel lieu que le Congrès aura désigné par une loi.

SECTION TROISIÈME.

I. La trahison contre les Etats-Unis consistera uniquement à prendre les armes contre eux, ou à se réunir à leurs ennemis en leur donnant aide et secours. Aucune personne ne sera convaincue de trahison si ce n'est sur le témoignagne de deux témoins déposant sur le même acte patent, ou lorsqu'elle sera reconnue coupable devant la Cour.

II. Le Congrès aura le pouvoir de fixer la peine de la trahison ; mais ce crime n'entraînera jamais la dégradation ni la confiscation, si ce n'est pendant la vie de la personne convaincue.

ARTICLE QUATRIÈME.

SECTION PREMIÈRE.

Pleine confiance et crédit seront donnés en chaque Etat aux actes publics et aux procédures judiciaires

de tout autre Etat ; et le Congrès peut, par des lois générales, déterminer quelle sera la forme probante de ces actes et procédures, et les effets qui y sont attachés.

SECTION DEUXIÈME.

I. Les citoyens de chaque Etat auront droit à tous les priviléges et immunités attachés au titre de citoyen dans les autres Etats.

II. Un individu accusé, dans un État, de trahison, félonie ou autre crime, qui se dérobera aux poursuites de la justice et qui sera trouvé dans un autre État, sera, sur la demande de l'autorité exécutive de l'État dont il s'est enfui, livré et conduit vers l'État ayant juridiction sur ce crime.

III. *Aucune personne tenue au service ou au travail dans un Etat, sous les lois de l'Etat* (la constitution veut parler des esclaves,) *ne pourra, en conséquence d'une loi ou d'un règlement de l'Etat où elle s'est réfugiée, être dispensée de ce service ou travail, mais sera livrée sur la réclamation de la partie à laquelle ce service et ce travail sont dus.*

SECTION TROISIÈME.

I. Le Congrès pourra admettre de nouveaux États dans cette Union ; mais aucun nouvel État ne sera érigé ou formé dans la juridiction d'un autre État ; aucun État ne sera formé non plus de la réunion de deux ou de plusieurs États, ni de quelques parties d'État, sans le consentement de la législature des États intéressés et sans celui du congrès.

II. Le congrès aura le pouvoir de disposer du territoire et des autres propriétés appartenant aux États-Unis et d'adopter à ce sujet tous les règlements et mesures convenables ; et rien dans cette constitution ne

sera interprété dans un sens préjudiciable aux droits que peuvent faire valoir les États-Unis ou quelques États particuliers.

SECTION QUATRIÈME.

Les États-Unis garantissent à tous les États de l'Union une forme de gouvernement républicain; ils s'engagent à protéger chacun d'eux contre toute invasion et aussi contre toute violence intérieure, si la législature de l'État en péril ou le pouvoir exécutif, dans le cas où la législature ne pourrait être convoquée, le demandait.

ARTICLE CINQUIÈME.

Le Congrès, toutes les fois que les deux tiers des deux Chambres le jugeront nécessaire, proposera des amendements à cette constitution; ou, sur la demande de deux tiers des législatures des divers États, il convoquera une convention pour proposer des amendements, lesquels, dans les deux cas, seront valables à toutes fins, comme partie de cette constitution, quand ils auront été ratifiés par les législatures des trois quarts des divers États ou par les trois quarts des conventions formées dans le sein de chacun d'eux.

ARTICLE SIXIÈME.

I. . . . .

II. Cette Constitution et les lois des États-Unis, qui seront faites en conséquence, et les traités faits ou qui seront faits sous l'autorité desdits États-Unis, composeront la loi suprême du pays; les juges de chaque État seront tenus de s'y conformer nonobstant toute

disposition qui, dans les lois ou la Constitution d'un État quelconque, serait en opposition avec cette loi suprême.

III. Les sénateurs et les représentants, les membres des législatures des États et tous les officiers du pouvoir exécutif et judiciaire, tant des États-Unis que des divers États, seront tenus, par serment ou affirmation, de soutenir cette Constitution. Mais aucun serment religieux ne sera jamais requis comme condition pour remplir une fonction publique sous l'autorité des États-Unis.

. . . .

Fait en convention, par le consentement unanime des États présents, le 17e jour de septembre, l'an du Seigneur 1787 et de l'indépendance des États-Unis le 12e ; en témoignage de quoi nous avons apposé ci-dessous nos noms :

Signé : GEORGE WASHINGTON, président;

MADISSON, HAMILTON, MORRIS, etc.

Quelques amendements furent introduits à cette Constitution ; voici les principaux :

Le Congrès ne pourra faire aucune loi relative à l'établissement d'une religion, ou pour en prohiber une ; il ne pourra restreindre la liberté de la parole ou de la presse, ni attaquer le droit qu'a le peuple de s'assembler paisiblement et d'adresser des pétitions au gouvernement pour obtenir le redressement de ses griefs.

Une milice bien réglée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, on ne pourra restreindre le droit qu'a le peuple de garder et de porter des armes.

Les droits qu'ont les citoyens de jouir de la sûreté de leurs personnes, de leurs domiciles, de leurs pa-

piers et effets, à l'abri de recherches et de saisies déraisonnables, ne pourra être violé ; aucun mandat ne sera émis si ce n'est dans des présomptions fondées, corroborées par le serment ou affirmation : et ces mandats devront contenir la désignation spéciale du lieu où les perquisitions devront être faites et des personnes ou objets à saisir.

Quand la Constitution fut adoptée, il fallut choisir une capitale, mais aucune ville ne recherchait cet honneur, attendu que les droits des citoyens se trouvaient limités, d'après la Constitution, dans le cercle du siége du gouvernement fédéral. On prit provisoirement Philadelphie et l'on dut bâtir une ville tout exprès qui reçut le nom de Washington.

La ville de Washington n'est habitée que par le président, les membres du congrès, le corps diplomatique, les juges de la cour suprême et tous les gens qui en dépendent. Son monument principal est le Capitole.

Ce fut George Washington qui en posa la première pierre. L'effet du Capitole est des plus grandioses, et, construit tout en marbre blanc, comme la plupart des autres monuments de la ville, il est le plus bel édifice national de la République.

Il fut odieusement endommagé à l'époque de l'invasion anglaise, en 1814, par l'amiral anglais Cochrane. On se mit en devoir de le reconstruire l'année suivante. Il était entièrement achevé en 1828, et, en 1851, les besoins de l'administration obligeaient d'y ajouter deux ailes. En même temps, on surmontait le monument d'un léger dôme en fer ; ces divers travaux furent exécutés sur les plans et sous la direction de l'architecte Meigs. Sous la présidence du général Pierce, une commande fut faite à un sculpteur américain, M. Randolph Rogers ; il s'agissait de neuf

bas-reliefs en bronze pour la porte d'entrée du monument. Ces neuf panneaux furent habilement exécutés. Ils représentent les principaux épisodes de la vie de Christophe Colomb, depuis sa comparution devant le conseil de Salamanque jusqu'à sa captivité et sa mort. Entre autres innovations ingénieuses qui furent imaginées pour la décoration du monument, on peut citer la décoration des colonnes de la galerie qui conduit à la chambre du Sénat. Ces colonnes figurent des tiges de maïs groupées en faisceau. Plus loin, on a employé, pour décorer d'autres colonnes, la feuille du tabac. Cette tentative d'ornementation architecturale ne manque pas son effet dans un pays où le tabac et le maïs sont les principaux produits. C'est dans le Capitole que siégent, d'un côté, le Sénat, composé de soixante-quatre membres; de l'autre, la Chambre des représentants, qui en compte deux cent cinquante. Il sert aussi de palais de justice.

C'est également au Capitole que le président, au moment de son installation, quatre mois après son élection, prête serment entre les mains du chief-justice.

Le Capitole est en face de la *Maison Blanche*, palais du président. La Maison Blanche est en pierre, avec un péristyle orné d'une colonnade. Elle est située entre deux jardins, dans l'un desquels se voit la statue de Jefferson, par David d'Angers. Le président reçoit avec la plus grande facilité; ni aides de camp, ni chambellans, ni huissiers. Chaque visiteur s'annonce lui-même. Dans les grandes réunions, on ouvre les portes et chacun a le droit d'entrer.

Les autres villes importantes des États-Unis sont:

New-York (830 000 habitants), à l'embouchure de l'Hudson, la ville la plus commerçante des Etats-Unis, aussi belle, aussi vivante que Londres et que Paris.

Charleston (40 000 habitants), dans la Caroline du sud, que la dernière guerre a rendue si tristement célèbre.

Boston (180 000 habitants), capitale du Massachussetts, très-importante par ses fabriques.

Philadelphie (250 000 habitants), dans la Pennsylvanie, qui fait un commerce très-étendu avec l'Angleterre, la Chine, la France et le Brésil.

Baltimore (200 000 habitants), à l'embouchure de la rivière Papatsco, grand marché de farines et de tabacs. C'est la ville la plus littéraire des Etats-Unis.

Cincinnati (180 000 habitants), sur la rive droite de l'Ohio, où sont les grandes manufactures de coton.

La Nouvelle-Orléans (135 000 habitants), sur la rive gauche du Mississipi. Grand entrepôt des Etats de l'ouest.

San-Francisco (100 000 habitants), capitale de l'Etat de Californie, cédé, le 16 mars 1846, aux Etats-Unis, par suite d'un traité avec le Mexique.

CHAPITRE II

L'ESCLAVAGE AUX ÉTATS-UNIS

Importation de l'esclavage en Amérique. — La Traite. — Les Négriers. — Opinion des évêques du Sud.— Affaire de Dred Scott — Le Code noir. — Les Marchands d'esclaves. — Tentatives pour l'affranchissement des noirs. — La Case de l'oncle Tom. — John Brown.

Sur cette Constitution américaine, la plus parfaite au point de vue de la liberté, existait, naguère encore, une tache : l'esclavage.

L'esclavage, cette grande erreur des civilisations antiques, qui fut la cause de leur corruption, de leur avilissement et de leur ruine, avait à peu près disparu de l'Europe, au seizième siècle, avec l'extinction du servage féodal, hypocrite modification de la servitude, toléré et fortifié au moyen âge par le christianisme.

Mais dès que l'Amérique eut été découverte et colonisée, les Hollandais et les Portugais imaginèrent d'acheter aux rois nègres de la côte d'Afrique un certain nombre de leurs sujets, afin de les revendre aux colons. Ce commerce, qui florissait surtout sur les côtes du Sénégal, de Dahomey et du Congo, prit le nom de traite, et les petits tyrans noirs de ces contrées s'empressèrent aussitôt, trouvant là une source facile de richesses, de se faire les uns aux autres une guerre acharnée, afin de vendre aux capitaines européens leurs prisonniers.

Le Brésil, le Pérou, le sud de l'Amérique du Nord eurent des esclaves les premiers. Les colonies françaises, la Martinique, la Guadeloupe, les Antilles, sui-

virent bientôt le même exemple, ainsi que les colonies anglaises. Le commerce des négriers, malgré le grand nombre de noirs qui périssaient dans les traversées, était fructueux. Il s'accrut de jour en jour.

Ce fut en 1620, dans l'Etat de Virginie, que l'esclavage fut importé pour la première fois par des navires hollandais. Un siècle plus tard, il existait dans presque tous les Etats, même dans la Colombie. Mais les hommes illustres qui avaient fondé l'indépendance américaine étaient loin de lui être favorables.

Le président George Washington affranchit, en mourant, tous ses esclaves, invitant tous ses concitoyens à suivre son exemple. En 1774, Jefferson déclarait que l'abolition de la servitude devait être le grand but de tous les désirs, et M. Adison écrivait : « L'idée qu'un homme peut avoir droit de propriété sur un autre homme est une chose monstrueuse. » Aussi la constitution, comme on a pu le voir, n'a pas osé employer les mots d'*esclave* et d'*esclavage*, qu'elle a remplacés par le mot de *personnes en service*.

Toutefois, l'esclavage n'en subsista pas moins; les ministres de la religion eux-mêmes l'appuyaient. « Il est impossible de nier, s'écrie le presbytérien Palmer, que l'esprit d'abolitionisme ne soit un esprit d'athéisme.» En 1862 même, les évêques du Sud déclarèrent que l'Eglise protestante de ces Etats était unanime en faveur de l'esclavage, et les ministres presbytériens, méthodistes, etc., déclarèrent que l'esclavage n'est point incompatible avec le christianisme sacré, et que la traite est la plus belle de toutes les missions.

L'esclavage, en Amérique, alla toujours en grandissant depuis 1784. En 1803, la Louisiane, en 1808, le Missouri, puis l'Arkansas et la Floride furent admis dans l'Union comme Etats à esclaves. Le Texas, où la servitude avait été abolie par le gouvernement mexi-

cain, vit l'esclavage réinstallé lors de son admission dans les Etats-Unis. Il en fut de même de l'Utah et du Nouveau-Mexique. D'autre part, tout esclave fugitif ne pouvait trouver un abri dans les Etats libres. Dans l'Illinois, un mulâtre Dred Scott, établi depuis longtemps, fut réclamé par ses maîtres. La Cour de l'Etat le déclara libre, mais un arrêt de la Cour suprême le remit, avec sa famille, entre les mains de son propriétaire, d'après ce principe que le nègre, n'étant pas citoyen, ne possède aucun droit.

En 1807, une loi du Congrès avait aboli la traite, mais cette loi demeura toujours lettre morte, et même, en 1858, M. Buchanan, incité par ses amis du Sud réclama contre le droit de visite que les croiseurs an glais s'arrogeaient sur les navires américains soupçonnés de faire le commerce des noirs. Sa réclamation fut écoutée et la traite reprit de plus belle. Pour conserver au Sud sa suprématie, ne lui fallait-il pas, en effet, une incessante importation d'Africains?

En 1850, les esclaves se trouvaient répartis à peu près de la sorte, entre les mains des propriétaires blancs :

68 820	blancs possédaient chacun			1	esclave.
105 683	—	1	à	5	esclaves.
80 765	—	10	à	20	—
54 595	—	20	à	50	—
29 733	—	20	à	50	—
6 196	—	50	à	100	—
1 479	—	100	à	200	—
187	—	200	à	300	—
56	—	300	à	500	—
9	—	500	à	1 000	—
2	—			1 000	et audessus.
347 525 blancs.				3 200 304	esclaves.

En 1860, la proportion avait augmenté comme suit : 5 549 463 blancs et 3 520 116 esclaves, sans compter 133 000 nègres libres. (W. Sargent, *les États confédérés*).

En 1790, il n'y avait que 697 807 esclaves; en 1830, leur nombre atteignait 2 000 000.

En 1863, il était de 4 000 000.

Les droits et les devoirs des esclaves sont régis dans chaque État par un Code particulier nommé le *Code Noir*.

Le *Code Noir* garantit aux esclaves la jouissance du dimanche. Toutefois, le maître peut les faire travailler ce jour-là, moyennant une indemnité de quatre schillings. Cette disposition du Code n'est applicable ni aux domestiques de maison, ni aux cochers, ni aux esclaves employés dans les hôpitaux, ni à ceux qui portent des légumes au marché.

Le Code Noir assure à l'esclave un baril de maïs par mois, une pinte de sel, une chemise et une paire de pantalons de coton pour l'été — une chemise de flanelle, une paire de pantalons de laine, une casaque pour l'hiver — et une pièce de terre à cultiver. Les esclaves infirmes, âgés et aveugles, doivent être habillés, nourris et soignés aux frais du maître.

Le maître ne peut pas se débarrasser de la charge d'entretenir les esclaves en leur accordant un jour pour travailler à leur propre compte.

Les enfants au-dessous de dix ans ne peuvent être vendus sans leur mère. Dix ans est la limite fixée pour l'amour maternel !

Il est interdit aux esclaves de rien posséder, ni de rien vendre, d'avoir des armes ou de chasser sans la permission du maître ; ils ne peuvent ni se porter parties, ni témoigner dans aucun procès civil ou criminel.

Tout esclave rencontré à cheval sans la permission de son maître peut être arrêté et puni de vingt-cinq coups de fouet.

Nul ne peut frapper un esclave au service d'un

autre maître sous peine d'une amende de 25 dollars; néanmoins, toute personne rencontrant un esclave, hors de la circonscription de la plantation de son maître est autorisée à l'arrêter, à le punir et *même à le tuer*, en cas de résistance.

Toute personne a droit de faire feu sur un esclave marron ou sur un esclave qui, sommé de s'arrêter, s'y serait refusé.

Quiconque est blessé par un esclave marron, en cherchant à se saisir de lui, reçoit une indemnité de l'État, et, en cas de mort, l'indemnité est allouée à ses héritiers.

Tout propriétaire d'esclave marron a le droit de le rechercher ou de le faire rechercher par le ministère de personnes blanches, même sur les plantations des antres planteurs, sans la permission de ces derniers, excepté dans l'intérieur des maisons ou dans tout autre lieu fermant à clef.

Le maître qui maltraite ses esclaves ou qui leur refuse la nourriture et l'habillement est traduit, mais seulement sur la déclaration d'une ou plusieurs personnes *blanches,* devant la justice de paix et condamné à une amende de vingt-cinq dollars pour chaque délit.

Les gens de couleur, *libres,* qui manquent de respect à un blanc, qui prétendent traiter d'égal à égal avec lui, qui l'insultent ou le frappent, sont punis de l'emprisonnement selon le degré de l'offense.

L'esclave accusé d'un crime est jugé dans les trois jours qui suivent son accusation par un tribunal composé de trois ou cinq personnes libres.

Ni le propriétaire de l'esclave, ni aucun de ses parents jusqu'au quatrième degré ne peut faire partie de ce tribunal.

Tout homme de couleur, libre ou esclave, est puni

de la peine capitale pour les crimes d'incendie, d'empoisonnement, d'assassinat ou de viol sur une femme blanche.

Tout homme de couleur, libre, qui aide à l'évasion d'un esclave est condamné à deux années de travaux forcés et à payer la valeur de l'esclave. S'il ne peut satisfaire à cette dernière peine, la première est doublée.

L'esclave qui blesse volontairement son maître, sa maîtresse ou leurs enfants, est puni de la peine de mort.

Pour un esclave condamné à mort, le maître reçoit de l'État une indemnité de 300 dollars (1 500 fr.).

Le maître qui favorise l'évasion d'un de ses esclaves condamné pour crime est passible d'une amende de 200 dollars. Si le crime peut entraîner la peine capitale, l'amende est élevée à 1 000 dollars.

L'esclave convaincu d'avoir frappé pour la troisième fois une personne blanche est puni de la peine de mort.

Le maître accusé de sévir contre ses esclaves avec barbarie est passible d'une amende de 200 à 300 dollars.

L'esclave qui dénonce un complot ou une insurrection est récompensé par l'octroi de sa liberté.

Aucun esclave ne peut être affranchi avant l'âge de trente ans, et encore faut-il qu'il se soit toujours bien conduit, qu'il n'ait jamais été condamné pour marronnage, vol ou aucun autre crime pendant les quatre années qui précèdent son émancipation. Est exempt de ces conditions, l'esclave qui a sauvé la vie à son maître, à sa maîtresse ou à quelqu'un de leurs enfants.

Telles sont les dispositions générales de la plupart des Codes Noirs, bien que les détails diffèrent suivant

les États. Dans l'un d'eux, par exemple, il est défendu aux nègres de porter des souliers.

Cette clause n'est que grotesque, mais, par malheur, on en trouve souvent d'odieuses.

Ainsi le code noir de la Virginie déclare illégale toute réunion de nègres s'assemblant pour s'instruire. Ils sont punis du fouet, et le blanc qui se serait joint à eux pour leur enseigner lecture ou écriture, est passible de six mois de prison et 500 fr. d'amende. La loi est la même dans la Caroline du Sud, dans la Géorgie, dans l'Alabama, sauf que l'amende est plus forte, variant de 1 250 à 2 500 fr.

Les négresses avaient, pour allaiter leurs enfants, trois mois, mois pendant lesquels elles devaient travailler aussi assidûment. Quant aux devoirs moraux, aucune loi ne leur était imposée, sauf celle-ci : elles devaient avoir un enfant par an.

Dans la Caroline du Sud, les esclaves peuvent être légalement forcés de travailler quinze heures par jour, dans la Louisiane dix-huit heures.

La vente et l'achat des esclaves se font publiquement à l'encan, ce qui a donné naissance à une profession particulière fort honorée d'ailleurs, la profession de marchands d'esclaves. Les esclaves sont en montre dans les boutiques, étendus ou assis sur des bancs ; les plus doux, libres de tous liens ; ceux dont on redoute l'insoumission, enchaînés et le carcan au cou.

Les acheteurs entrent dans la boutique où le bétail, hommes, femmes, enfants est entassé pêle-mêle, et fait son choix. Il regarde, palpe, examine les muscles, les dents et tous les organes, afin de s'assurer qu'ils sont en bon état.

Du reste, on s'inquiète peu d'emmener le père sans les enfants ou le mari sans la femme. Les nègres n'ont point d'état civil. Outre les marchands à poste fixe, il

y a les marchands colporteurs qui vont de plantation en plantation s'enquérir des besoins des propriétaires, — et se fournissent en chemin, — achetant les esclaves dont les maîtres veulent se débarrasser.

Quand un colon veut vendre un esclave, il l'envoie au marché avec un carré de papier, contenant permission d'aller chercher maître, ou bien il insère dans les journaux un avis comme celui-ci :

BONNE CUISINIÈRE.

Le... à... heure il sera vendu à la bourse de... par l'entremise de M..., la nommée Conception, négresse, âgée de vingt-quatre ans à peu près, bonne cuisinière, propre à tous les travaux de ménage. Garantie des vices rédhibitoires prévus par la loi.

Avis moins honteux encore que celui-ci par exemple, qu'on pourrait lire souvent dans les journaux du Sud :

25 dollars de récompense sont accordés à celui qui ramènera, mort ou vif, le nommé Hardy, mulâtre, enfui de la plantation de M... X... (comté de l'État de...), — suit le signalement.

Des hommes sont spécialement employés à ce métier de chasseurs d'esclaves et se font accompagner par des meutes de boule-dogues dressés de bonne heure à la curée humaine.

Sans doute beaucoup de noirs sont encore plongés dans une barbarie profonde. L'atroce événement arrivé à Haïti, le 7 février 1864, qui donna lieu au jugement et à l'exécution de huit négres accusés d'anthropophagie, le prouve d'une manière irrécusable. C'étaient des adorateurs de la couleuvre ou *vaudoux*, dont les prêtres se nomment *papaslois*. La prescription dominante du culte est d'offrir à la couleuvre des sacrifices humains, après lesquels on dévore la victime

encore pantelante, sûr moyen d'obtenir l'accomplissement de ses souhaits. Le misérable tyran Soulouque propagea dans ses États le culte du dieu Vaudoux, auquel il se croyait redevable de la couronne, culte que Toussaint Louverture avait presque anéanti jadis. Il a depuis la chute du grotesque Tibère noir, en grande partie disparu.

Le moyen de ramener ces malheureux au niveau des peuples européens, n'est pas de les écraser, ni de les réduire à la condition de bétail, mais bien de leur donner la liberté d'abord, puis l'instruction.

On a vu ce que décrètent à cet égard les codes noirs.

Bien que la majorité des nègres, avilie par la servitude, n'ose point se révolter contre ses maîtres, beaucoup d'entre eux, pour échapper à cette vie horrible, ont recours au suicide.

Leur principal poison n'est autre que de la terre. Ils la choisissent un peu chargée de salpêtre ou de plâtre, la grattent avec leurs ongles et l'absorbent par petites quantités. Cette absorption dégrade les organes digestifs au bout de peu de temps. Une mélancolie profonde est le premier symptôme du mal, une torpeur invincible de corps et d'esprit, les gencives se tuméfient, les dents tombent et l'hydropisie survient, suivie promptement de la mort.

Aussi, dès qu'un maître remarque de la tristesse chez un de ses esclaves, il fait examiner ses mains, et malheur à lui si l'on découvre de la terre sous ses ongles.

Plus souvent, exaspérés par les mauvais traitements, ils ont eu recours à la vengeance, et, profitant de leur connaissance étonnante des poisons végétaux, accomplissent dans la maison de leurs tyrans de sinistres et mystérieuses exécutions, dont il est, la plupart du

temps, impossible de découvrir l'auteur, grâce à l'instinctive alliance des nègres entre eux.

Quand aux propriétaires, ils considèrent les esclaves comme une chose mobilière, une sorte de bétail bipède, destiné par la Providence à travailler pour eux et à leur procurer, à la sueur de son front, l'abondance et l'oisiveté. Erreur grave, puisque tous les États du Sud sont dans un état de prospérité bien inférieur à ceux du Nord où le travail est libre, où le nègre est presque l'égal du blanc.

Dans le Nord, en effet, les nègres ont les droits électoraux, à condition qu'ils possèdent une propriété foncière de 125 fr. au moins. Aucune école ni église ne leur est fermée, et si dans quelques villes, telles que New-York et Philade'phie, où résident de puissantes familles du Sud, on ne les admet point sur les wagons et omnibus, dans les mêmes compartiments que les blancs, dans tous les États de la Nouvelle-Angleterre et de l'Ouest, ils peuvent voyager sans difficulté côte à côte avec un blanc.

Toutes les tentatives pour l'affranchissement des esclaves échouèrent devant la ferme résolution du Sud de maintenir l'institution.

En 1826, on proposa au Congrès de constituer, avec la vente des terrains, un fonds destiné à racheter les esclaves et à les transporter hors du pays.

En 1827, on proposa un impôt national pour le rachat des esclaves, à raison de 1 250 fr. par tête.

Enfin, en 1848, le célèbre Clay essaya, au Kentucky, d'abolir graduellement la servitude.

Tous ces efforts demeurèrent sans résultat, — ou plutôt ils eurent un résultat, ce fut d'envenimer les haines entre les abolitionistes et les esclavagistes.

Vers le commencement de l'année 1834, un ministre presbytérien, le révérend docteur Beriah-Green,

ayant osé célébrer, à Utica, le mariage d'un nègre avec une jeune fille blanche, il y eut un soulèvement dans la ville, et le révérend, qui avait réussi à s'enfuir, fut pendu en effigie.

Les mêmes faits amenèrent, le 11 août de la même année, une émeute à New-York, habitée alors, comme aujourd'hui, par beaucoup de propriétaires du Sud.

Les sentiments des sudistes n'ont guère changé depuis lors comme le prouve le fait suivant :

Pendant le siége de Charleston, les confédérés, par un raffinement de mépris et de cruauté, imaginèrent de lancer contre les régiments nègres, des meutes de ces chiens féroces, habitués à la chasse des esclaves fugitifs ou marrons. Mais les noirs en cette occasion purent prendre leur revanche, et après avoir eu vite raison des animaux, mirent leurs maîtres en déroute.

En vain un grand nombre des États de l'Union, comprenant l'iniquité de cette institution, avaient depuis longtemps aboli l'esclavage (Rhode-Island en 1774, Massachussets et Pensylvanie en 1780, Connecticut en 1784, New-Hampshire en 1792, New-York en 1799, New-Jersey en 1820); en vain les autres gouvernements, l'Angleterre en 1838, la France en 1848, et plus récemment la Hollande en 1862, donnèrent-elles le signal de l'émancipation :

Les États méridionaux : La Virginie, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud, la Géorgie, la Floride, l'Alabama, la Louisiane, le Mississipi, le Texas et l'Arkansas, s'attachèrent avec une opiniâtreté croissante à la défense de l'esclavage.

En 1853, un livre parut, qui condensait, sous le voile d'une fiction, toutes les angoisses, toutes les souffrances de la vie d'un esclave. Ce livre, qui eut un légitime et grand succès, la *Case de l'oncle Tom*,

par madame Harriett Beecher Stowe, fut pour l'Europe comme une révélation.

Mais, en Amérique, il ne convainquit guère les propriétaires du Sud, qui le taxèrent de mensonge, peu disposés qu'ils étaient à sacrifier leurs intérêts pécuniaires à de vains sentiments d'humanité.

La question ne pouvait être tranchée par le raisonnement ou les supplications. Il fallait la rude cautérisation du fer. Il fallait du sang.

Ce fut par une sanglante journée que débuta cette lutte entre l'injustice et le droit.

Le 2 décembre 1859, une foule tumultueuse s'agitait autour d'un objet sinistre placé au milieu de la grande place de Charleston. C'était une potence, et celui que le bourreau allait y attacher se nommait John Osawatamie Brown. Le crime de cet homme était : rébellion à main armée, et le but de sa tentative, la délivrance des esclaves dans le district du Missouri.

Au mois d'octobre 1859, le directeur du chemin de fer de Baltimore à l'Ohio, avait averti le ministre de la guerre qu'une bande armée avait coupé les trains à la hauteur du pont d'Harper's Ferry, et s'était emparé de l'arsenal. Des troupes fédérales, sous le commandement du colonel Robert See, se rendirent immédiatement sur les lieux et attaquèrent avec vigueur les insurgés. Malgré leur défense héroïque, ceux-ci durent capituler bientôt. Ils n'étaient que vingt et un, dont cinq hommes de couleur, commandés par John Brown. Celui-ci, blessé d'un coup de feu, avait vu ses deux fils tomber à côté de lui.

On le fit prisonnier et son procès s'instruisit sur-le-champ. Cette échauffourée avait exaspéré les querelles déjà violentes entre les esclavagistes et les partisans de l'abolition. On accusait ceux-ci d'avoir mis Brown

en avant, afin d'exciter une insurrection générale parmi les esclaves du Sud.

Mais Brown déclara qu'il avait seul médité, seul préparé son coup de main. Depuis longtemps, il avait essayé dans le Kansas de faire prévaloir les principes abolitionistes, luttant contre les immigrants du Sud qui voulaient établir l'esclavage dans cet État nouveau. Dans ce conflit terrible, souvent sanglant, il avait perdu sa fortune, son avenir, ses espérances, et, perte plus cruelle encore, deux de ses fils. Ce fut alors qu'il rêva son projet gigantesque, la délivrance à main armée des noirs.

C'était un homme probe, laborieux, austère, de la classe moyenne des propriétaires-fermiers. La vue des tortures infligées à des frères, et l'ardente passion de la liberté, exaltèrent son âme et le déterminèrent à une tentative qui n'avait guère chance de succès. Il échoua.

Il avait violé, les armes à la main, la tranquillité de l'État. La loi était formelle. — Il fut condamné à être pendu.

Les abolitionistes du Nord avaient résolu de l'arracher au bourreau. — De leur côté, les gens du Sud voulaient massacrer ceux qui tenteraient ce coup. — Toutes les forces militaires de la Virginie durent être mises en réquisition et ce fut au milieu d'un immense concours de milice, à travers les cris opposés de la foule, que John Brown s'achemina vers le gibet.

Il mourut, calme et courageux, avec la sérénité d'un martyr et la dignité d'un homme qui périt pour la liberté.

Ainsi se termina le premier acte de ce drame épique et sanglant qui s'intitule : *L'abolition de l'esclavage.*

---

contre le Sud et le Kansas, qui, par l'organe de ses Chambres, avait déclaré l'esclavage à jamais prohibé de son territoire. Bien plus, une foule d'États particuliers avaient aboli chez eux la loi générale d'extradition des esclaves fugitifs.

Cependant les passions se déchaînaient. Au Sénat, où le parti démocratique avait la majorité, M. Jefferson Davis (plus tard président des confédérés) proposa une loi qui obligerait le congrès à protéger l'esclavage dans les territoires. De son côté, la Chambre des représentants, où dominait le parti républicain, en discuta une, pour élever les droits de douane, déjà mal vus dans le Sud.

Au milieu de cet antagonisme, l'élection présidentielle se préparait.

Les délégués du parti *démocratique* se réunirent le 13 avril à Charleston (Géorgie), pour nommer leur candidat.

Les démocrates du Nord, c'est-à-dire de Maryland nord-est, Pensylvanie, New-York, nord-ouest, Ohio, Indiana, Illinois portaient M. Stephen Douglas, Sénateur et grand propriétaire. M. Douglas espérait réussir à l'aide d'un compromis pareil à celui de l'élection Buchanan. Aux abolitionistes, il représentait que, l'année dernière, il avait fait échouer la proposition d'imposer l'esclavage au Kansas; aux esclavagistes, il se donnait comme l'auteur du bill qui avait aboli le compromis du Missouri, en vertu duquel on avait voulu limiter l'esclavage au trente-huitième degré de latitude nord.

Mais les démocrates du Sud, humiliés de la faiblesse de Buchanan, ne voulaient point d'un candidat analogue. — Le Mississipi, le Texas, la Louisiane, l'Alabama, la Caroline du Sud, la Géorgie demandaient l'acquisition de Cuba, la présence d'une flotte améri-

caine dans le golfe du Mexique, un chemin de fer inter-océanien, et l'émission de la loi proposé par Jefferson Davis au Sénat. Le Nord était sacrifié au Sud. Les démocrates du Nord refusèrent en conséquence leur adhésion.

Les démocrates du centre essayèrent d'un programme de conciliation : c'étaient le Delaware, le Missouri, le Kentucky, la Virginie. Ce programme fut adopté à la majorité d'une voix. Mais aussitôt les démocrates du Sud se retirèrent et les démocrates Nord et Centre se trouvèrent seuls à porter M. Douglas.

Le parti *unioniste* ou ancien parti whig, dont la prétention est de tenir le juste milieu entre les démocrates et les républicains ,se réunit le 9 mai à Baltimore. Ils proposèrent M. John Bell, ex-lieutenant de Henri Clay, ancien démocrate devenu modéré.

Le parti *républicain* se réunit à Chicago, le 18 mai. Trois candidats se présentaient : le colonel Frémont, qui fut bientôt écarté; M. Seward, sénateur pour l'État de New-York, homme habile et d'un caractère élevé, et M. Lincoln, de l'Illinois. Lincoln, fils de ses œuvres, avait été manœuvre, bûcheron, batelier, et, grâce à son travail, était devenu avocat distingué. Cette nature énergique séduisait beaucoup le peuple américain. —Après quelque ballottage, il fut élu candidat à la majorité de 354 voix.

Cependant les démocrates du Sud qui n'avaient définitivement pu s'entendre avec ceux du Nord, venaient de choisir M. Breckenridge, alors vice-président.

En résumé, quatre candidats étaient en présence :

Douglas, candidat démocrate, mais n'ayant des partisans qu'au Nord;

John Bell, candidat unioniste, soutenu par quelques États du centre :

contre le Sud et le Kansas, qui, par l'organe de ses Chambres, avait déclaré l'esclavage à jamais prohibé de son territoire. Bien plus, une foule d'États particuliers avaient aboli chez eux la loi générale d'extradition des esclaves fugitifs.

Cependant les passions se déchaînaient. Au Sénat, où le parti démocratique avait la majorité, M. Jefferson Davis (plus tard président des confédérés) proposa une loi qui obligerait le congrès à protéger l'esclavage dans les territoires. De son côté, la Chambre des représentants, où dominait le parti républicain, en discuta une, pour élever les droits de douane, déjà mal vus dans le Sud.

Au milieu de cet antagonisme, l'élection présidentielle se préparait.

Les délégués du parti *démocratique* se réunirent le 13 avril à Charleston (Géorgie), pour nommer leur candidat.

Les démocrates du Nord, c'est-à-dire de Maryland nord-est, Pensylvanie, New-York, nord-ouest, Ohio, Indiana, Illinois portaient M. Stephen Douglas, Sénateur et grand propriétaire. M. Douglas espérait réussir à l'aide d'un compromis pareil à celui de l'élection Buchanan. Aux abolitionistes, il représentait que, l'année dernière, il avait fait échouer la proposition d'imposer l'esclavage au Kansas; aux esclavagistes, il se donnait comme l'auteur du bill qui avait aboli le compromis du Missouri, en vertu duquel on avait voulu limiter l'esclavage au trente-huitième degré de latitude nord.

Mais les démocrates du Sud, humiliés de la faiblesse de Buchanan, ne voulaient point d'un candidat analogue. — Le Mississipi, le Texas, la Louisiane, l'Alabama, la Caroline du Sud, la Géorgie demandaient l'acquisition de Cuba, la présence d'une flotte améri-

caine dans le golfe du Mexique, un chemin de fer inter-océanien, et l'émission de la loi proposé par Jefferson Davis au Sénat. Le Nord était sacrifié au Sud. Les démocrates du Nord refusèrent en conséquence leur adhésion.

Les démocrates du centre essayèrent d'un programme de conciliation : c'étaient le Delaware, le Missouri, le Kentucky, la Virginie. Ce programme fut adopté à la majorité d'une voix. Mais aussitôt les démocrates du Sud se retirèrent et les démocrates Nord et Centre se trouvèrent seuls à porter M. Douglas.

Le parti *unioniste* ou ancien parti whig, dont la prétention est de tenir le juste milieu entre les démocrates et les républicains ,se réunit le 9 mai à Baltimore. Ils proposèrent M. John Bell, ex-lieutenant de Henri Clay, ancien démocrate devenu modéré.

Le parti *républicain* se réunit à Chicago, le 18 mai. Trois candidats se présentaient : le colonel Frémont, qui fut bientôt écarté; M. Seward, sénateur pour l'État de New-York, homme habile et d'un caractère élevé, et M. Lincoln, de l'Illinois. Lincoln, fils de ses œuvres, avait été manœuvre, bûcheron, batelier, et, grâce à son travail, était devenu avocat distingué. Cette nature énergique séduisait beaucoup le peuple américain. —Après quelque ballottage, il fut élu candidat à la majorité de 354 voix.

Cependant les démocrates du Sud qui n'avaient définitivement pu s'entendre avec ceux du Nord, venaient de choisir M. Breckenridge, alors vice-président.

En résumé, quatre candidats étaient en présence :

Douglas, candidat démocrate, mais n'ayant des partisans qu'au Nord;

John Bell, candidat unioniste, soutenu par quelques États du centre ;

Breckenridge, candidat démocrate, assuré de toutes les voix du Sud;

Lincoln, candidat républicain, appuyé par la presque totalité du Nord.

Ces deux derniers étaient les plus sérieux. C'était la lutte ouverte entre le nord et le midi. Déjà le conflit naissait, et le gouverneur de la Caroline du Sud déclara à l'ouverture des deux Chambres de l'État, que la Caroline se retirerait de l'Union, si Lincoln était élu.

Il fut élu. Tous les États libres et particulièrement les campagnes votèrent pour lui et lui donnèrent 169 suffrages, la majorité absolue étant de 152; c'était le 6 novembre 1860.

Une immense anxiété succédant aux agitations de la lutte s'empara aussitôt de toute la République. Le Sud s'armait; on parlait d'un navire saisi à Charleston, et de sa cargaison jetée à l'eau. Une cargaison de thé jetée à la mer avait allumé la guerre de 1783. Le Nord était inquiet. Les États du Sud, de leur côté, écrasés par les États libres, menacés dans leurs institutions esclavagistes, se demandaient si la séparation n'était pas préférable, séparation qui les eût du même coup délivré des tarifs douaniers du Nord et de l'abolition.

Ce fut surtout ce dernier argument que l'on mit en avant. Mais le maintien de la servitude était le seul et vrai motif.

M. Alexandre Stephens, qui fut nommé, lors de la rébellion, vice-président des États confédérés, protesta contre l'intention de son État, la Géorgie, de se séparer de l'Union. — Quel est, dit-il, l'acte du gouvernement dont le Sud ait à se plaindre? je vous défie de répondre.

Les droits d'importation excessifs que le Sud donna comme prétexte de la guerre furent toujours, chose

remarquable, votés par des députés du Sud. Et cela se comprend : avec les impôts directs, le Sud eût été obligé de payer, non-seulement en raison de sa population blanche, mais en raison des trois cinquièmes de sa population noire, tandis que par le système des contributions indirectes, le Sud contribuait dans la mesure seulement de la consommation en marchandises étrangères qu'il voulait faire.

Le seul motif de la guerre imminente était donc l'esclavage.

Chacun le sentait, et M. Lincoln, dans ses adieux à ses amis de Springfiel, au moment où il allait s'asseoir sur le siége présidentiel, indique assez clairement que l'heure de la lutte avait sonné.

« J'ai, dit-il, une tâche à remplir, la plus difficile qui ait jamais incombé à aucun président de l'Union, depuis George Washington. Dieu aida Washington, j'espère qu'il me soutiendra de même dans l'accomplissement de mon devoir. »

§ II. LA JEUNESSE DE LIFCOLN.

Abraham Lincoln, que la majorité du peuple américain venait de porter à la suprême fonction de président, était né le 12 février 1809, dans le comté de Hardin (État de Kentucky), d'une famille très-pauvre. Le grand-père était un des premiers pionniers qui avaient, la hache à la main, la carabine sur l'épaule, défriché l'État naissant.

La vie du pionnier est une vie rude, dangereuse, où l'on n'a pas seulement à combattre la nature, où il ne suffit pas d'être à la fois bûcheron, charpentier, ingénieur. Les Indiens disputent pied à pied leur territoire envahi, et malheur à l'étranger qui passe à la

portée de leur fusil. Le grand-père de Lincoln y passa et fut tué. Son fils et ses petits enfants émigrèrent alors dans l'Indiana. Mais le père mourut quelques années après en 1819, laissant sa femme et les siens dans la plus profonde misère.

Ce fut la pauvreté qui trempa merveilleusement le caractère du jeune Abraham. Il y apprit la sobriété, la patience, l'énergie, la confiance en soi-même. Il était demeuré le seul soutien de sa mère, ainsi que de son frère et de sa sœur plus jeunes que lui. Besoin était de travailler au plus tôt. Il entra dans une ferme en qualité de garçon de charrue, fut ensuite manœuvre dans une scierie, puis apprenti charpentier. Il avait alors vingt-et-un ans.

Cependant la fortune ne semblait guère lui sourire. Il résolut d'aller à sa poursuite et quitta l'Indiana pour l'Illinois.

L'Illinois est à l'ouest de l'Indiana, borné au nord par le Wisconsin et le lac Michigan, à l'occident par l'Iowa, au sud par le Missouri et le Kentucky. Il est arrosé par sept rivières : le Wasbach, le Muddy-River, le Rock, l'Ohio, le Kaskaskia, l'Illinois et le Mississipi. C'est un pays plat, boisé, doté d'un climat doux et d'un sol fertile.

Le jeune Lincoln ne trouva d'abord à s'employer que comme garçon de charrue, son ancienne profession. Le travail était rude, le salaire minime. Ajoutez à cela la monotonie du métier, le dur servage. Ce joug lui pesa. Il se rappelait ses premières années d'enfance, alors qu'à la suite de son grand-père, libre et sauvage, il courait à sa guise dans les bois. Il se souvenait des émotions, des périls, des satisfactions de la vie, si rares, mais qui, péniblement achetées, avaient le prix d'une conquête. Ainsi le matelot à terre regrette les fatigues de la mer. Lincoln n'y put résis-

ter plus longtemps, et, quittant la ferme illinoise, il partit pour la frontière des territoires indiens.

Chasser, cultiver la terre pour son compte, se bâtir à soi-même une demeure, déployer une circonspection, un courage incessant contre les piéges des indigènes, telle est la vie des frontières. Lincoln la mena deux ans. A cette rude école, il fortifia son corps, prépara son esprit. La misère lui avait donné l'énergie, les continuels périls lui enseignèrent la prudence et développèrent en lui ce sentiment, si rare encore de ce côté-ci de l'Atlantique, l'amour de la liberté.

Mais quelque chose le troublait au milieu de cette vie indépendante et la lui fit encore abandonner. Etait-ce le désir de faire fortune, le *make money* si cher à tous les cœurs américains, ou n'était-ce point plutôt la soif d'élever son âme à la hauteur de ses aspirations, l'ambition de s'instruire, de donner à son esprit actif, mais ignorant, la pâture intellectuelle dont il était avide, qui le poussa de nouveau vers la civilisation. Nous le croyons. Il traversa l'Illinois, l'Indiana, et passa dans l'État de l'Ohio, où il se fit batelier sur la rivière du même nom.

Il dirigeait les radeaux de bois ou les bateaux chargés de farines. Souvent la rivière était belle, le courant rapide, Lincoln pouvait se reposer. Mais ce repos même il l'utilisait. Jusque-là il ne savait qu'une chose : lire. Il lut. Il étudia les lois et la constitution des Etats-Unis, se mit par les journaux au fait des affaires publiques de son pays. Le journal est en Amérique le genre de production littéraire le plus répandu, le seul répandu même. New-York compte à elle seule trois cent cinquante journaux, dont plusieurs, comme le *New-York-Herald*, tirent à cent trente mille exemplaires, ou, comme le *New-York-Tribune*, à cent soixante-dix mille.

Mais ce ne fut pas toujours dans les sentiers un peu arides du droit et de la politique qu'il conduisit son esprit, ainsi que le prouve la lettre suivante, écrite par lui à un acteur célèbre des États-Unis :

Washington, 17 août 1863.

« Mon cher monsieur,

« J'aurais dû, il y a plusieurs mois déjà, vous accuser réception de votre livre et de la lettre bienveillante qui l'accompagne; je viens vous demander pardon de ne l'avoir pas fait.

« Pour un homme de mon âge, j'ai peu assisté aux représentations dramatiques. C'est vous qui m'avez fait connaître Falstaff en personne, l'hiver ou le printemps dernier. Le meilleur compliment que peut-être je puisse vous adresser, c'est l'aveu très-sincère que j'ai hâte d'en continuer la connaissance. Parmi les pièces de Shakespeare, il en est une que je n'ai jamais lue, tandis que j'en ai étudié d'autres aussi assidûment peut-être qu'un lecteur de profession. De ce nombre se trouvent *Lear, Richard III, Henry VIII, Hamlet*, et particulièrement *Macbeth*. Je pense que *Macbeth* surpasse le reste. Cette tragédie est merveilleuse. Contrairement aux artistes, je trouve que le monologue commençant par : *Oh! my offense is rank* est supérieur au *To be or not tobe.*

« Pardonnez-moi cette légère tentative de critique; j'aimerais à vous entendre déclamer le discours d'introduction de Richard III.

« Ne viendrez-vous pas bientôt à Washington? Venez me voir et permettez-moi de faire votre connaissance personnelle.

« A vous sincèrement,

« A. LINCOLN »

Il lisait surtout l'histoire des États-Unis et la vie des grands hommes de son pays, Washington, Jefferson.

Les mathématiques plurent à son esprit droit et juste. Il apprit la géométrie, et comme, pour

les Américains, esprits pratiques, rien ne doit être inutile, il songea tout aussitôt à tirer parti de ses connaissances. — L'ancien pionnier devint arpenteur dans le comté de Sangamon (Illinois).

Le métier marcha bien quelque temps, et Lincoln pouvait se croire désormais assuré contre la misère, lorsqu'une crise financière éclata en 1837. Les ventes immobilières se firent de plus en plus rares; Lincoln se trouva sans occupation. Un autre que lui se fut découragé, mais lui, sans hésiter, reprit sa hache et recommença sa vie de bûcheron. Il débitait des traverses pour les chemins, *he splitted rails*. Le nom de *rail-splitter* lui fut conservé longtemps après, et cet humble sobriquet n'était pas un de ses moindres titres au respect. Quand les traverses se vendaient mal, il s'engageait comme portefaix ou manœuvre à bord des steamboats du Mississipi. Bien qu'il continuât à lire beaucoup, ses journées, laborieusement employées, lui permirent de faire quelques économies à l'aide desquelles il monta une boutique d'épicerie dans la petite ville de Decatur. Il joignait à son commerce les fonctions de maître d'école, et le soir enseignait aux enfants du village ce qu'avec tant de peine, il avait appris seul. C'était surtout la Constitution américaine qu'il leur faisait méditer, prenant à tâche d'en faire, non-seulement des savants, mais encore des citoyens.

Un jour, une place de clerc se trouva vacante dans l'étude d'un homme de loi de Decatur. Lincoln s'offrit pour la remplir. Il avait déjà beaucoup étudié, nous l'avons vu, la législation américaine; cela lui coûta peu de se perfectionner. Au bout de quelques mois, il acheta l'office de son patron, se fit connaître avantageusement, si bien qu'il crut devoir quitter Decatur pour Springfield, ville plus considérable. Il s'y associa

avec John T. Sewart, et devint l'un des avocats les plus estimés du pays.

C'est là qu'il fut lieutenant et capitaine de la milice municipale.

Ceci se passait en 1837, époque à laquelle Lincoln avait vingt-six ans. — N'oublions pas que cette même année il avait été arpenteur, bûcheron et portefaix.

Lincoln, et ceci servira peut-être à expliquer l'énergie extraordinaire dont il a fait preuve, était d'une secte puritaine et austère, dont le précepte dominant est celui-ci : faire son devoir ; la secte des quakers (1).

Malgré la fermeté rare de son caractère, il avait cependant une faiblesse légère, c'était de croire aux rêves. Toutefois, le retour fréquent du même songe à la veille des événements importants de la guerre l'avait confirmé dans cette crédulité. Il voyait un vaisseau courant à toutes voiles. — Avant Bull's Run, Pittsburg, Gettysburg, avant la prise de Richmond, il avait été averti de la sorte. — La veille du jour où il devait tomber sous les coups de Wilkes Booth, il fit encore le même rêve, et le confia au général Grant et

(1) La secte des quakers, ou société des amis, fut fondée en Angleterre par George Fox, en l'année 1657. Leur doctrine est très-sévère. Ils n'admettent point le serment, jugeant que l'affirmation d'un honnête homme est suffisante pour prouver son dire, ou assurer l'exécution de sa promesse. Cette secte mêlait à ses principes religieux les principes démocratiques les plus avancés, entre autres la souveraineté absolue du peuple, et sa liberté absolue sous le régime des lois choisies par lui.

Guillaume Penn, membre de cette société, l'introduisit en Amérique. L'Angleterre lui devait 400 000 fr. Il échangea cette créance contre un lot de terrains à l'ouest de la Delaware, et amena avec lui la plupart des sectaires persécutés par Cromwell. La colonie prit le nom de Pennsylvanie. Imbus de tous les sentiments d'indépendance et de liberté, ils furent les premiers à se soulever contre la Métropole, et les premiers, après la victoire, à réclamer l'abolition de l'esclavage (1783).

à M. Welles, secrétaire de la marine, ne se doutant guère du malheur qui l'attendait.

Mais les plus grands hommes ont souvent de ces manies bizarres. Le général Jackson, le héros de la Confédération, celui qui mourut à Chancellorsville, ne se figurait-il point que toute la nourriture qu'il prenait descendait dans sa jambe gauche ?

Il était simple de manières, et les grandeurs ne changèrent point son caractère.

Maurice Sand, qui reçut de lui une audience, lors de son voyage en Amérique, le représente comme un très-grand monsieur, six pieds de haut, maigre, tout de noir habillé, tenant dans ses grandes mains velues une paire de gants blancs qui n'a jamais été mise et ne pourra jamais l'être; le nez long, la bouche grande, l'œil petit et doux, les joues creuses, la barbe taillée à l'américaine, mode qui donnerait l'air vulgaire à Jupiter lui-même, un toupet de longs cheveux, relevés sur le front et retombant en saule pleureur, une bonne physionomie non dépourvue de finesse, tel est l'honnête Abraham.

L'honnête Abraham, en effet, par la simplicité de ses allures, excitait souvent le sourire des gentlemen aristocratiques, mais le peuple aimait le vieil Ab. (abréviation d'Abraham), comme il l'appelait familièrement.

Cependant sa notoriété devenait de plus en plus grande; ses concitoyens le nommèrent député à la Chambre des représentants de l'Illinois, où il siégea pendant trois années consécutives. En 1847, le parti républicain l'envoya au Congrès.

Lincoln, en effet, faisait partie des whigs ou républicains, et de la fraction la plus avancée. Comme nous l'avons expliqué précédemment, le principe des whigs est l'unité de la République américaine, et la

plus grande partie d'entre eux désire l'abolition de l'esclavage. Ils sont opposés aux tories ou démocrates, qui veulent l'annexion continuelle des États voisins et sont esclavagistes. Les premiers s'entendent pour accorder une plus grande part de puissance à l'autorité centrale fédérative; les seconds tiennent pour une plus grande indépendance individuelle des États.

En vertu de ses principes, Lincoln, à la Chambre des députés de Washington, blâma la guerre entreprise contre le Mexique par les États-Unis, au nom de la constitution violée, et fit des motions constantes pour l'abolition.

M. Stephen Douglas, sénateur pour l'Illinois, riche propriétaire, orateur et politique habile, eut à lutter contre lui sur la question de l'esclavage. Lincoln le suivit dans toutes les villes où il passa, et devant le même public rétorqua ses arguments avec succès.

Ce triomphe oratoire le fit adopter définitivement par le parti républicain et abolitioniste; et nous avons vu comment, le 6 novembre 1860, malgré la concurrence de ce même Douglas, de John Bell et de John Breckenridge, Abraham Lincoln, à la majorité des votes, fut élu président de la République américaine.

CHAPITRE IV

CAMPAGNE DE 1861

La Caroline se sépare. — Prise du fort Sumpter. — Bataille de Bull's-Run. — Prise d'Hatteras. — Guerre au Missouri. — Le général Frémont. — Prise de Beaufort. — Arrestation de MM. Slidell et Mason. — Le Message présidentiel.

§ I. LA CAROLINE SE SÉPARE DE L'UNION.

M. Buchanan avait, en quittant la présidence, adressé les paroles qui suivent, à ses concitoyens, paroles justifiées par la gravité terrible de la situation :

« Qu'il me soit permis de supplier solennellement mes concitoyens de s'arrêter et de délibérer avant de se résoudre à détruire cette république, le temple le plus sublime qui ait jamais été élevé à la liberté humaine depuis le commencement du monde. Ce temple a été consacré par le sang de nos pères, par les gloires du passé, par les espérances de l'avenir. Assurément, lorsque nous serons au bord de l'abîme béant, nous reculerons avec horreur avant de nous y précipiter. Cette catastrophe redoutée détruirait les espérances des amis de la liberté dans le monde entier, et une longue nuit de despotisme pèserait sur les nations. Notre exemple de quatre-vingts ans ne serait pas seulement perdu, on le citerait comme une preuve concluante que l'homme est incapable de se gouverner lui-même. »

Ce fut le parti même de M. Buchanan qui répondit à ce discours en tirant le premier coup de canon.

Abraham Lincoln avait été élu le 6 novembre. Le 20, le peuple de la Caroline du Sud, réuni en convention, déclara par un acte solennel : « l'Union entre la Caroline du Sud et les autres Etats connus sous le nom d'Etats-Unis d'Amérique est dissoute. » Les six représentants de l'Etat au Congrès se retirèrent et les préparatifs d'armement commencèrent. Au même moment la Géorgie, le Mississipi, l'Alabama et la Floride proposèrent la scission.

La Caroline du Sud, dont les premiers établissements avaient été fondés par le navigateur français Jean Ribault en 1562, est un des Etats du Sud les plus riches en plantations de coton, situé entre la Géorgie et la Caroline du Nord. La principale ville est Charleston, port ouvert sur l'Atlantique au milieu d'une baie dans laquelle se jettent deux rivières : le *Cooper* et l'*Asley*. La rade est défendue par quatre forts : le fort Moultrie, le château Pinkney, le fort Johnson et le fort Sumpter.

Le fort Moultrie était commandé à cette époque par le major Anderson qui n'ayant pas assez de monde pour se défendre contre l'insurrection menaçante, se retira avec ses troupes au fort Sumpter.Les habitants de Charleston s'emparèrent aussitôt du fort abandonné ainsi que de l'arsenal.

Un bâtiment du Nord, le *Star of West* se présenta peu après pour demander des explications, on le reçut à coups de canon.

Ce fut le premier acte de cette guerre fratricide.

M. Buchanan qui ne devait céder le fauteuil présidentiel qu'au mois de mars, se contenta de blâmer ce qui venait de se passer et n'envoya aucune troupe.

Cette inaction du Nord permit au Sud de pousser vigoureusement les préparatifs de guerre.

Le 4 février, sept États, c'est-à-dire, la Caroline du

Sud, la Floride, la Géorgie, le Mississipi, l'Alabama, le Texas et la Louisiane s'étaient séparés de l'Union. Dans cette dernière on avait constitué le trésor séparatiste à l'aide des fonds publics volés à l'hôtel de la Monnaie. Ces Etats se réunirent à Montgommery en confédération avec M. Jefferson Davis pour commandant en chef.

Lincoln fut solennellement installé le 4 mars. Il avait, peu de jours avant, prononcé à Philadelphie un discours dans lequel on trouve cette phrase :

« J'aimerais mieux être *assassiné* que de renoncer aux principes de la liberté. Je crois possible dans l'état actuel des choses d'éviter l'effusion du sang, j'affirme qu'il n'y en aura pas, à moins que l'on ne force la main au gouvernement et qu'on ne le contraigne à se défendre. »

§ II. DISCOURS DE LINCOLN.

Voici le message qu'il lut devant le Congrès :

« Concitoyens des Etats-Unis,

« Conformément à une coutume aussi ancienne que le gouvernement lui-même,je me présente devant vous pour vous entretenir brièvement et prêter en votre présence le serment que la constitution des Etats-Unis prescrit au président avant son entrée en fonction.

« Je ne considère pas comme nécessaire en ce moment de discuter les matières administratives qui n'excitent spécialement ni anxiété, ni agitation. Les populations des Etats du Sud semblent appréhender que l'inauguration d'une administration républicaine ne mette en danger leurs propriétés, leur tranquillité et leur sûreté personnelle : il n'y a jamais eu aucune cause raisonnable à de telles appréhensions. La plus complète évidence du contraire a toujours existé, comme chacun a été libre de s'en assurer ; on la trouve dans presque tous les discours publics de celui qui vous parle en ce moment.

« J'ai constamment déclaré ne vouloir intervenir ni directe-

ment ni indirectement contre l'esclavage, dans les Etats où cette institution existe. Je n'en ai ni le désir ni le droit. Ceux qui ont contribué par leur vote à m'élever à la présidence ont eux-mêmes placé dans le programme soumis à mon acceptation une résolution ainsi conçue : « Le maintien intact du « droit des Etats, spécialement des droits de chaque état de « régler et de contrôler exclusivement les institutions domes- « tiques suivant sa manière de voir est essentiel à cet équi- « libre de pouvoir d'où dépendent la perfection et la durée « de notre édifice politique — et nous dénonçons l'invasion, « au mépris des lois, par une force armée du sol de tout « Etat ou territoire, sous quelque prétexte que ce soit, comme « le plus grand des crimes. » Quant à moi, je prête serment sans restrictions mentales, sans dessein d'interpréter dans un esprit de parti la Constitutiton et les lois.

« Un démembrement de l'Union fédérale, jusqu'ici à l'état de menace seulement, est aujourd'hui devenu une tentative formidable. Je maintiens que, dans l'extension de la loi universelle et de la Constitution, l'union de nos Etats est perpétuelle. La perpétuité est implicitement, sinon expressément, dans la loi fondamentale de tous les gouvernements nationaux. On peut affirmer avec certitude qu'aucun gouvernement, proprement dit, n'a eu dans sa loi organique une clause relative à sa propre extinction.

« L'Union est bien plus ancienne que la Constitution. Elle a été formée de fait par les articles d'association de 1776. Elle a mûri et s'est développée dans la déclaration d'indépendance de 1776. Elle a mûri encore, et la foi de tous les treize Etats d'alors fut engagée pour sa perpétuation, par les articles de confédération de 1778. Finalement, en 1787, un des buts déclarés pour promulguer et établir la Constitution fut de former une Union plus parfaite. Mais si la destruction de l'Union, par un seul ou par une partie seulement des Etats, est légalement possible, l'Union est amoindrie, la Constitution ayant perdu l'élément vital de la perpétuité.

« Il suit de là qu'aucun Etat ne peut légalement sortir de l'Union de son propre mouvement; que les résolutions et les ordonnances à cet effet sont légalement nulles, et que les actes

de violence, dans n'importe quel Etat ou quels Etats, contre l'autorité des Etats-Unis, sont insurrectionnels, ou révolutionnaires selon les circonstances.

« Je considère donc qu'au point de vue de la Constitution et des lois, l'Union n'est pas rompue, et autant qu'il sera en mon pouvoir, je veillerai, comme la Constitution me l'enjoint expressément, à ce que les lois de l'Union soient fidèlement exécutées dans tous les Etats.

«Sans recourir à la violence et à l'effusion du sang, je considérerai, comme mon devoir, de tenir, d'occuper, de posséder les propriétés et les points de territoires qui appartiennent au gouvernement ; de percevoir les droits et les impôts; en dehors de ce qui peut être nécessaire pour arriver à ce but, il n'y aura aucune invasion, aucun emploi de la force contre le peuple de n'importe quel Etat.

« Là où l'hostilité contre les Etats-Unis sera si grande et si universelle qu'elle empêchera des citoyons résidants et capables de remplir des emplois fédéraux, on ne tentera pas d'imposer par la force aux populations des étrangers dont elles ne voudraient pas.

« Bien que le gouvernement puisse, dans la stricte légalité, être en droit de tenir à ce que ces postes aient leurs titulaires, essayer d'agir ainsi serait tellement irritant et presque si impraticable que je crois meilleur, pour le moment, de laisser vacants les emplois en question.

« Le service postal, à moins qu'il ne soit repoussé, continuera à se faire dans toutes les parties de l'Union.

« Si, par la force numérique, une majorité privait une minorité quelconque d'aucun des droits constitutionnels franchement établis, cela pourrait, à un point de vue moral, justifier la révolution, et cela la justifierait pleinement s'il s'agissait d'un droit vital. Mais tel n'est pas le cas.

« Tous les droits vitaux des minorités et des individus leur sont si pleinement assurés par des affirmations et des négations, par des garanties et des prohibitions, dans la Constitution, qu'il ne s'élève jamais de controverse à ce sujet. Mais aucune loi organique ne peut-être faite avec une provision spécialement applicable à chaque question qui surgit dans l'adminis-

tration pratique. Aucune prévoyance n'empêchera cela, aucun document de longueur convenable ne contiendra des clauses spéciales à toutes les questions possibles.

« Les fugitifs du travail servile seront-ils rendus par les autorités nationales, ou par les autorités d'Etat ? la Constitution ne le dit pas expressément. De ces sortes de questions sont nées toutes nos controverses constitutionnelles, et elles nous divisent en majorités et en minorités. . . . .

. . . .

« Réfléchissons avec calme. On ne saurait rien perdre à prendre son temps. Serait-il possible de rendre les rapports entre le Nord et le Sud plus avantageux après une séparation définitive? Des étrangers peuvent-ils faire des traités plus aisément que des amis ne peuvent faire des lois ?

« Si l'on a un but quelconque en vous pressant en toute hâte de faire une démarche que vous ne feriez pas de propos délibéré, ce but sera déjoué en prenant du temps.

« Aucun but utile ne saurait être compromis par la temporisation. Ceux d'entre vous qui sont mécontents ont encore entre les mains la vieille Constitution intacte, et les lois que vous mêmes avez faites en vertu de cette Constitution. De son côté, l'administration nouvelle n'a aucun désir immédiat, ni aucun pouvoir, alors même qu'elle en aurait le désir, de changer l'une ou les autres.

« C'est dans vos mains à vous, mes concitoyens mécontents, et non dans les miennes, que se trouve la terrible question de la guerre civile. Vous n'aurez pas de conflit si vous n'êtes pas les agresseurs.

« Vous n'avez point de serment enregistré au ciel de détruire le gouvernement, tandis que moi, j'aurai le serment le plus solennel de *le maintenir, le protéger* et *le défendre.*

« Nous ne sommes pas des ennemis, mais des amis. Nous ne devons pas être ennemis. Bien que la passion ait tendu à l'extrême nos liens d'affection, elle ne doit pas les briser.

« Les cordes mystiques du souvenir qui vont de chacun de nos champs de bataille, du tombeau de chacun de nos compatriotes à chaque cœur qui bat et à chaque foyer de ce vaste pays, vibreront encore en chœur pour l'Union.

Après quoi il prononça entre les mains de M. Taney, président de la Cour suprême, le serment :

« Moi, Abraham Lincoln, je jure solennellement de maintenir, protéger et défendre la constitution des Etats-Unis. »

Jamais serment ne fut plus fidèlement tenu.

§ III. PRISE DU FORT SUMPTER.

Cependant Jefferson Davis agissait avec promptitude. Ancien élève de l'école militaire de West-Point, ancien général de volontaires au Mexique, puis ministre de la guerre dans l'Union, il avait les capacités nécessaires pour la lutte. Ajoutez à cela l'esprit militaire des hommes du Sud, auquel appartenaient la plupart des officiers des Etats-Unis, la faculté de recourir aux mesures dictatoriales, soutenu qu'il était par l'aristocratie toute-puissante des propriétaires d'esclaves, par suite de former une armée bien disciplinée, et le danger couru par le Nord apparaît dans toute son étendue.

Il fit décréter l'armement de 50 000 hommes et promulguer la constitution du Sud dont les deux principaux articles étaient : libre échange, esclavage. Le

(1) Voici le texte d'une des affiches placardées à New-York pour l'enrôlement des volontaires :

On demande 30,000 volontaires :

Il sera payé à chaque homme :

Par le comté..................	300 dollars.
par l'État.....................	75 »
par les États-Unis...........	302 »
prime à ceux qui ont servi.....	100 dollars.
Total...........	777 dollars.

soit trois mille huit cent quatre-vingt-cinq francs.

En outre, il est payé quinze cents dollars à chaque individu qui amènera une escouade de recrues nouvelles.

président était nommé pour neuf ans. Le pavillon nouveau était distingué par une bande blanche, parsemée de sept étoiles.

Les confédérés comptaient surtout sur l'appui bienveillant ou même forcé de l'Europe. Produisant une matière indispensable au monde entier, le coton, ils pensaient que par un simple embargo, ils pouvaient mettre en très-peu de temps, non-seulement les Etats-Unis, mais la plupart des nations de l'Europe, dans la nécessité d'opter entre la reconnaissance de leur indépendance ou un bouleversement intérieur. M. Cobb émit cette pensée au congrès confédéré de Montgomery.

Ils ne comptaient pas moins sur le mauvais état des finances du Nord. Le Trésor avait été récemment obéré par les détournements de M. Floyd, ministre de la guerre, qui de plus avait fait transporter la majeure partie des armes dans les Etats du Sud, où les rebelles s'en emparèrent. L'armée régulière, très-minime, était disséminée sur une immense étendue de terrain. Enfin la marine militaire n'avait qu'un seul vaisseau disponible, le *Powhatan*.

Les volontaires qui se levaient pour la défense du Nord n'étaient nullement préparés au métier des armes, tandis que ceux du Sud étaient presque tous des chasseurs habiles, excellents tireurs, surtout les chasseurs d'écureuils, et depuis longtemps déjà on les avait assujettis à de fréquents exercices.

Sur ces entrefaites, le 11 avril, le bruit s'étant répandu à Charleston qu'une expédition arrivait de New-York, le général confédéré Beauregard intima au major Anderson l'ordre d'évacuer le fort Sumpter avec ses soixante-seize hommes. Sur son refus, le siége commença et dura quarante heures. Le magasin à poudre ayant sauté, Anderson capitula. Chose étrange, personne n'avait été tué.

Les Etats du Nord répondirent en proclamant le blocus immédiat des ports du Sud et la levée de toute la milice qui se montait à 75 000 hommes.

Le Sud, fier de son facile succès, dirige un corps de 6 000 hommes sur Washington dont les communications étaient fermées avec le Sud par Richmond, avec la mer par Norfolk, avec l'ouest par Harper's-Ferry, à cause de la révolte récente de la Virginie. Au nord, la route était libre par Baltimore, mais la populace de la ville, amie du Sud, maltraita et tua douze hommes à un régiment du Massachussets, qui se rendait à Washington. Mais cela dura peu, Baltimore s'apaisa et Washington fut délivré.

Le Teunessee, à ce moment, se rallia au Sud.

Voici quels étaient alors les Etats belligérants de la confédération du midi :

Caroline du Sud; Caroline du Nord; Floride; le territoire indien; l'Arizona; Géorgie; Texas; Louisiane; Alabama; Arkansas; Mississipi; Tenessee; Virginie.

Le Kentucky resta neutre.

La balance était à peu près égale entre le Sud et le Nord. Celui-ci avait seulement plus de richesses et plus de marine. Les confédérés rétablirent l'équilibre en délivrant des lettres de marque. Des deux côtés on fit nn appel de volontaires, et le Nord commença l'offensive.

§ IV. BATAILLE DE BULL'S-RUN.

Les confédérés menaçaient toujours Washington. Leur centre était à Richmond, leurs ailes au nord-ouest à Harper's-Ferry, au sud-est à Norfolk, formant un triangle dans lequel la capitale de l Union était enserrée.

Le général Scott, l'ancien chef de l'expédition du

Mexique, commandait l'armée fédérale de son cabinet, étant trop vieux pour monter à cheval. Son plan fut de couper les corps d'armée du Sud, et dans ce but il envoya le général Butler contre le fort Monroë, situé au-dessus de Norfolk, et qui commande la rivière James, laquelle mène à Richmond. Un second corps devait tourner Harper's-Ferry, tandis qu'une troisième, franchissant le Potomac, occuperait Alexandrie, placée au milieu de la base du triangle confédéré, entre Harper's-Ferry et Norfolk.

On perdit deux mois en marches, contre-marches, escarmouches ; le seul succès fédéral fut la prise de Harper's-Ferry.

M. Lincoln, dans son message du 4 juillet, demanda 400,000 hommes et 400 millions de dollars afin d'activer la guerre.

Cependant le général Scott résolut d'enlever Manassas, tête des chemins de fer de la Virginie. Mac-Dowell marchait en avant appuyé par Patterson au nord et Mac-Clellan à l'ouest. — Le général confédéré Beauregard simula une retraite et successivement abandonna Fairfax, Court-House et Centreville. Les fédéraux, croyant à une panique, s'avancent sans défiance, lorsqu'en avant de Manassas, près de la rivière de Bull's-Run (torrent du Taureau), leur avant-garde est subitement foudroyée. 66 000 sudistes étaient là retranchés. Le général Taylor, qui commandait cette avant-garde, dut se replier sur Mac-Dowell. Celui-ci lança aussitôt ses colonnes, fortes de 35 000 hommes, sur les flancs et le front du retranchement hérissé d'artillerie, et malgré son infériorité en nombre et en position, remporta d'abord quelque avantage. Le combat, commencé à quatre heures du matin, durait encore à cinq heures du soir, lorsqu'on annonça l'arrivée du général sudiste Johnson avec 25 000 hommes

que Patterson avait laissé échapper. Cela fit sur l'armée fédérale l'effet de Blücher à Waterloo. Une panique effroyable se répandit. Ce fut un sauve-qui-peut général, une déroute.

Lincoln ne se découragea point, bien que cet échec eût désorganisé l'armée et ranimé l'espoir du parti esclavagiste. Il remplaça seulement Mac-Dowell par Mac-Clellan.

Mac-Clellan s'occupa aussitôt d'établir dans l'armée une discipline sévère, restreignit le droit d'accorder des congés et régla les heures d'exercices et de manœuvres pour chaque jour. Les corps, jusque-là complétement indépendants les uns des autres, agissant chacun à leur guise, furent répartis en brigades et divisions et un grand prévôt fut institué à Washington afin de réprimer sur-le-champ les infractions aux règlements militaires.

La discipline, en effet, était ce qui manquait par-dessus tout dans les armées du nord, ce qui, en grande partie, avait déterminé le désastre de Bull's-Run. La plupart des compagnies étaient composées d'amis du capitaine, qui les avait recrutés et s'était donné son grade à lui-même. Ceux qui avaient pu lever un régiment étaient devenus colonels, hier encore épiciers, avocats ou fabricants, complétement étrangers au métier de la guerre. Dans les corps où les grades avaient été obtenus par élection, les volontaires n'écoutaient guère plus les chefs élus par eux-mêmes et qu'ils savaient aussi ignorants qu'eux. Les officiers supérieurs donnaient eux-mêmes l'exemple de l'insubordination. Quant aux sentinelles, à deux pas de l'ennemi, elles s'asseyaient sans façon, le fusil entre les jambes, et lisaient le *New-York-Herald*, sans s'inquiéter beaucoup du reste. Celles qui ne lisaient point, dormaient.

Les efforts de Mac-Clellan changèrent un peu ce déplorable état de choses; mais c'était au prix de défaites sanglantes et de victoires chèrement achetées que les troupes unionistes devaient acquérir seulement l'expérience militaire.

Le congrès, en même temps, mettait à la disposition du président 500 000 hommes et 500 000 000 de dollars, autorisait l'émission de bons du Trésor à deux ans, jusqu'à concurrence de 250 millions, décrétait la confiscation des biens des rebelles, élevait les droits de douane et conférait au président le droit de punir les crimes de rébellion et de haute trahison.

§ V. PRISE D'HATTERAS.

Une flottille partit le 30 août de Monroë, chargée de troupes de débarquement, commandées par le général Butler. Elle se composait de trois frégates, le *Minnesota*, le *Cumberland* et le *Wabash*, de quelques canonnières et de plusieurs transports. Elle parut tout à coup devant Hatteras, et s'en rendît maîtresse après deux jours de bombardement, ainsi que du fort Clarke. Ces deux forts sont situés de chaque côté du détroit d'Albermarle, rade très-sûre où se déversent tous les fleuves de la Caroline du Nord, et dans laquelle les corsaires confédérés pouvaient venir chercher un abri. On en saisit même plusieurs après l'occupation des forts; de plus, Hatteras, commandait le chemin de fer qui relie Charleston à Richmond. Cette petite expédition avait donc d'excellents résultats. Elle enlevait un refuge aux pirates, coupait les communications des sudistes et maintenait en respect la Caroline.

D'après la capitulation d'Hatteras, les officiers et soldats capturés devaient être traités comme prison-

niers de guerre. Le gouvernement fédéral la ratifia, fait important, car les républicains exaltés du Nord demandaient qu'on considérât tous les soldats du Sud comme coupables de haute trahison. Mais Lincoln n'obéit pas à ces conseils dangereux, pas plus que Jefferson Davis, il faut le dire à son honneur, n'écouta ceux de ces partisans qui lui conseillaient de vendre comme esclaves, au profit du trésor, les prisonniers fédéraux faits à Bull's-Run.

Les séparatistes, de leur côté, envahirent le Missouri, à l'extrême ouest, par trois corps, dont l'un, commandé par le général Price, s'empara de Lexington, point stratégique, capitale de cet état. Le général fédéral Frémond, un Français, défendait le Missouri. C'était un homme d'une immense fortune et d'une grande popularité, abolitioniste ardent à tel point qu'il avait lancé une proclamation de la guerre servile, espérant vaincre ainsi la prudence temporisatrice de Lincoln. Lincoln, malgré la colère des ministres, s'était contenté de le désavouer.

Furieux de la perte de Lexington, il culbuta le général, reprit la ville et balaya les confédérés. Succès important qui assurait la liberté des communications entre le Nord et les grands états de l'ouest, Californie, Nebroska, Dacotah, territoire de Washington, tous favorables à l'Union.

Sur le Potomac, les fédéraux, battus d'abord à Ball's-Bluff par Jackson, profitant de l'inaction du général Beauregard, se fortifièrent puissamment. Le général Scott, sur ces entrefaites, accablé d'infirmités, donna sa démission, et Frémond, dont la témérité croissait toujours et qui poussait sans cesse à l'armement des esclaves, fut destitué.

Sur mer, une flotte confédérée avait mis en fuite, à l'embouchure du Mississipi, l'escadre fédérale de blo-

cus dont elle avait détruit deux vaisseaux, le *Greble* et le *Nightingale*, ce dernier coulé par l'éperon du *Manassès*. Le Nord tenta une nouvelle expédition d'un autre côté. Une escadre de vingt-sept vaisseaux portant 35 000 hommes, partit de Hampton au mois d'octobre, sous les ordres du commodore Dupont, et s'arrêta à Port-Royal, à quinze milles au sud de Charleston. Son but était de s'emparer de Beaufort, capitale du comté de ce nom, un des plus riches en coton. Port-Royal fut pris, Beaufort enlevé (7 novembre). Le commodore Dupont s'empara également de l'île Tybee, à l'entrée du port de Savannah.

La guerre en était à ce point, lorsque arriva un incident qui faillit compliquer tout et mettre le monde en feu.

§ VI. AFFAIRE SLIDELL ET MASON.

M. Jefferson Davis avait confié des dépêches secrètes à deux envoyés, MM. Slidell et Mason, pour la France et l'Angleterre : les deux ambassadeurs choisirent, pour quitter Charleston, le petit steamer *Theodora*. Tous les préparatifs faits, les passagers s'embarquèrent le 12 octobre avant minuit. Ces passagers étaient MM. E. Mason et Mac-Farlane, son secrétaire ; M. Slidell, sa femme, son fils, ses deux filles; M. Curtis, son secrétaire ; Madame Curtis et diverses autres personnes.

La nuit était tout à fait noire et, vers minuit, une pluie fine commença à tomber, ce qui ajoutait aux chances qu'avait la *Theodora* de ne pas être aperçue. A une heure du matin, la *Theodora* leva ses câbles et se dirigea silencieusement vers la sortie du port. En passant devant le fort Sumpter, toutes les lumières furent éteintes à bord, et le navire passa au milieu de l'escadre de blocus pour gagner la mer.

Le 16, la *Theodora* arrivait à Cardenas, l'un des ports de l'île de Cuba, et mettait à terre ses passagers qui se rendaient en chemin de fer à la Havane. Une fois, chaque mois, un petit bateau à vapeur, le *Trent*, transporte de la Havane à Saint-Thomas, les voyageurs à destination de l'Angleterre. Les passagers de la *Theodora* s'embarquèrent le 7 novembre à bord du *Trent*, et le lendemain, vers huit heures du matin, ils se trouvaient vis-à-vis le phare du Paradon-Grande, au plus étroit de l'ancien canal de Bahama, lorsqu'ils firent la rencontre d'un grand navire de guerre tout noir, qu'ils apprirent plus tard être le *San-Yacinto*.

Le *San-Yacinto* tira dans la direction du *Trent* deux coups de canon et, presque aussitôt, une chaloupe portant deux officiers et dix hommes, vint se ranger auprès du navire anglais. L'un des deux officiers, le lieutenant Fairfax, demanda alors au capitaine Moir, du *Trent*, de lui remettre MM. Slidell, Mason, Curtis et Mac-Farlane. Sur le refus du capitaine, M. Fairfax fit de la main, vers le *San-Yacinto*, un signe convenu, et trois grandes chaloupes, montées par trente soldats de marine et soixante matelots, vinrent aborder le *Trent*. Les hommes montèrent à bord, le fusil au port d'armes, et le lieutenant Fairfax leur donna l'ordre de s'emparer des quatre passagers qui venaient de se retirer dans leurs cabines. MM. Slidell, Mason, Curtis et Mac-Farlane furent amenés sur le pont; ils durent descendre dans une des chaloupes du *San-Yacinto*, après avoir fait leurs adieux à leurs familles et à leurs compagnons de voyage.

Le *San-Yacinto*, navire fédéral, était commandé par le capitaine qui, sans instructions d'ailleurs à ce sujet, avait pris sur lui d'opérer l'arrestation. Après avoir annoncé sa capture par le télégraphe, le capitaine Wilkes arriva à New-York avec ses quatre pri-

sonniers. Il y reçut une véritable ovation, et l'enthousiasme des New-Yorkais, enflammé au point de dire que l'on ne rendrait jamais Slidell et Mason que dans un cercueil, durait encore quand on reçut le message de la reine d'Angleterre qui demandait réparation. Les conditions étaient douces : excuse convenable; mise en liberté des prisonniers. N'y pas accéder, c'était déclarer la guerre à l'Angleterre, risquer la scission définitive et impossible à combattre du Sud. Tout disparut devant cette grande idée du maintien de l'Union. Il n'y eut ni colère ni récriminations ; on relâcha les envoyés, qui étaient en ce moment internés au fort Warren, et la réponse au cabinet de Londres fut faite en ces termes :

« Le capitaine Wilkes a agi sans ordres ni instructions. Aucun ordre n'avait été donné à lui ni à aucun autre officier d'arrêter MM. Slidell, Curtis, Mason et Mac Farlane, ou toute autre personne, soit à bord du *Trent*, soit à bord de tout autre bâtiment anglais. Le cabinet de Washington n'a jamais formé le projet et n'a jamais eu même la pensée de soulever une semblable discussion qui pourrait éveiller la susceptibilité de la nation anglaise. »

L'incident Slidell était vidé, et les Etats du Nord se trouvaient, par leur prudence, sortis d'une complication funeste.

§ VII. LE MESSAGE PRÉSIDENTIEL.

Le 2 décembre, le congrès se réunit à Washington. Le président Lincoln lut son message dont les propositions ne furent pas aussi extrêmes que des amis trop ardents l'eussent voulu.

« Il ne faut pas, disait-il, que cette guerre dégénère en lutte révolutionnaire, violente à outrance. En toute circonstance, j'ai cru devoir bien établir que l'inté-

grité de l'Union était l'objet essentiel pour lequel on combattait de notre côté, et chaque fois qu'une question n'a pas été d'une importance capitale au point de vue militaire, j'en ai voulu laisser la solution aux mûres délibérations du pouvoir législatif. J'ai pris sur moi de m'en tenir à bloquer les ports possédés par les insurgés, au lieu de mettre en vigueur, par une proclamation, la loi du congrès qui en prononçait la fermeture. Obéissant aux conseils de la prudence, ainsi qu'aux prescriptions du devoir, j'ai fait observer, mais je n'ai pas voulu qu'on dépassât l'acte du congrès qui confisque toute propriété employée dans des vues insurrectionnelles. Si une nouvelle loi sur le même sujet venait à être proposée, l'utilité en devrait être mûrement examinée. L'Union doit être sauvée, et tous les moyens à notre disposition doivent être employés pour cet objet, mais ne nous hâtons pas de croire qu'il soit indispensable de recourir à des mesures radicales et extrêmes qui atteindraient les citoyens fidèles non moins que les rebelles. »

Il terminait en proposant au congrès de reconnaître les petites républiques noires de Libéria et d'Haïti, et d'accréditer auprès d'elle des envoyés.

Il donnait le relevé suivant des forces de l'Union :

ARMÉE DE TERRE.

	Volontaires.	Réguliers.	Total.
Infanterie,	557 208	11 175	568 383
Cavalerie,	54 654	4 744	59 398
Artillerie,	20 380	4 308	24 688
Tirailleurs,	8 395	»	8 395
Génie,	»	107	107
	640 637	20 334	660 971

ARMÉE DE MER.

264 bâtiments d'un tonnage de 218 016 tonneaux, portant 2 557 canons, montés par 22 000 matelots.

CHAPITRE V

CAMPAGNE DE 1862

Bataille de Mill-Spring. — Duel du *Monitor* et du *Merrimac*. — prise de la Nouvelle-Orléans. — Bataille de Pittsburg-Landing. — Opérations de Mac-Clellan sur le Potomac. — Bataille de Williamsburg. — Bataille de Fair-Oak. — Bataille de Gaine's-Hill et de Malvern-Hill. — Deuxième bataille de Bull's-Run. — Bataille de Sharpburg. — Proclamations et Message de Lincoln. — Bataille de Frederiksburg. — Bataille de Murfreesborough.

§ I. BATAILLE DE MILL-SPRING.

A la fin de l'année 1861, le Sud comptait 40 000 hommes dans les villes principales, 40 000 sur les bords du Mississipi, 60 000 dans le Missouri, 90 000 en Virginie, 117 000 dans le Tenessee et le Kentucky et 150 000 sur les bords du Potomac.

Le Nord avait 500 000 combattants et plusieurs flottes, dont la plus importante se composait de vingt-six navires à voiles, trois frégates à vapeur, quinze canonnières, six grands steamboats de rivière, deux remorqueurs, douze ferry-boats et d'une trentaine de transports à vapeur.

Les nordistes avaient passé l'hiver à s'organiser, à s'approvisionner. Washington avait été entourée d'ouvrages, de forts détachés dont l'artillerie mettait la capitale à l'abri d'un coup de main, sans cesse à craindre, puisque l'ennemi occupait toujours la même position sur la rive droite du Potomac.

Un fait important à signaler, c'est que les fonctions de généralissime, tenues d'abord par le général Scott,

puis conférées à Mac-Clellan, lui avaient ensuite été retirées. Les quatre généraux, commandant les quatre corps d'armées, agissaient séparément sous les ordres du cabinet de Washington. C'était, à l'ouest de la Virginie, le général Rosencranz; au sud, le général Burnside; au nord, les généraux Banks et Mac-Clellan. — Une grande expédition, sous les ordres du commodore Foot et du général Grant se dirigeait d'autre part sur le Tenessee où elle s'empara de plusieurs forts.

La première bataille qui fut livrée donna une victoire à l'armée fédérale. Elle eut lieu le 19 janvier, à *Mill-Spring*, où le général Thomas culbuta les confédérés, que la perte de leur chef avait désorganisés.

Un événement plus important émut bientôt l'attention publique.

§ II. DUEL DU MERRIMAC ET DU MONITOR.

Au 9 mars, deux frégates fédérales, le *Cumberland* et le *Congress* étaient mouillées à Newport-News, à l'entrée du James River, lorsqu'elles furent attaquées par le *Merrimac* et plusieurs canonnières blindées.

Le *Merrimac* était une vieille frégate à hélice qu'on avait coupée jusqu'à la ligne de flottaison et couverte d'un toit en fer incliné. Sur ce toit s'ouvraient des sabords qui laissaient passer la gueule de canons Armstrong. Un éperon de fer armait l'avant, et comme les boulets ricochant sur sa carapace ne faisaient tout au plus qu'érailler sa peinture, il pouvait, sans danger, courir sus aux navires, et leur enfoncer dans le flanc l'arme aiguë qui s'allongeait à sa proue, et les couler.

Dédaignant le feu du *Congress* et du *Cumberland* dont les boulets ricochent sur sa toiture, il s'avance

avec une vitesse de cinq nœuds contre ce dernier vaisseau et lui enfonce son éperon dans le flanc. Ce choc unique suffit. La frégate sombra immédiatement, s'enfonçant peu à peu, tandis que son équipage, jusqu'au dernier moment, continuait à servir les pièces, et le navire avait disparu, qu'on voyait encore flotter le drapeau fédéral, cloué à la pomme du grand mât. Ce fut un spectacle héroïque, et qui rappelait la fin du *Vengeur* sous la République.

Le *Merrimac*, dont l'éperon s'était brisé, se dirigea sur le *Congress* qui se débattait déjà entre le Yorck-Town et le James-Town et le canonna à bout portant. Le *Congress* s'échoua à terre et amena son pavillon.

Le *Jamestown* prit à son bord les officiers et mit le feu à la coque. Dans cette lutte, le *Merrimac* avait fait une perte cruelle : son capitaine, M. Buchanan, était mort frappé d'une balle.

Cependant l'escadre fédérale, mouillée à Hampton-Road, et qui se composait du *Minnesota*, du *Roanoke* et du *Saint Lawrence*, accourut au secours au bruit de la canonnade. Mais le *Minnesota*, qui tirait beaucoup deau, échoua dans une position fort périlleuse. Le *Merrimac*, occupé à canonner Newport-News, ne l'attaqua que le lendemain matin.

Soudain apparut un bâtiment étrange.

C'était une plaque de fer, longue de 172 pieds, large de 41, à fleur d'eau. Sur ce pont complétement nu, s'élevait une tour qui, par deux sabords, laissait voir deux énormes canons de 120.

La tour, fixée sur un axe à pivot, permettait de diriger l'artillerie sur tous les points. Tel était le *Monitor*, construit par l'ingénieur Erickson.

Le *Jamestown* et le *York-Town* reculèrent devant ce monstre noir qui se dirigea de suite vers le *Merrimac*. Un duel terrible commença. Le *Merrimac*, du premier

choc, enfonça le *Monitor* sous l'eau, mais il reparut, lâcha sa bordée, et profita de sa petitesse pour tourner autour du *Merrimac*, éviter ses coups, le cribler de boulets. Par malheur, les boulets ne faisaient qu'érailler la peinture des deux navires cuirassés.

Le combat dura cinq heures sans résultat décisif. Le *Merrimac*, après de vaines tentatives d'abordage, avait reçu par ses sabords deux boulets qui lui avaient tué dix-sept hommes et l'avaient presque désemparé.

Il battit en retraite du côte de l'Elizabeth-River avec les autres navires confédérés qui rentrèrent à Norfolk, laissant maître du champ de bataille, le *Monitor*.

Bien que les fédéraux eussent éprouvé plus de dommage matériel par la perte de deux frégates, l'avantage moral était pour eux.

§ III. PRISE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Une autre expédition navale plus importante venait de s'opérer sous le commandement de l'amiral Farragut et du général Butler. Ils s'étaient portés de concert, vers la Nouvelle-Orléans, ville importante et centre d'approvisionnement du Sud, située près du golfe du Mexique, à l'embouchure du Mississipi. Quatre forts en défendaient l'entrée, le fort Pike, du côté de la mer, à l'entrée du lac de Pontchartrain; le fort Livinsgton, à l'entrée de la baie de Baratona; les forts Jackson et Saint-Philippe, sur le fleuve.

L'amiral Farragut attaqua d'abord le fort Jackson (14 avril). Il avait sous ses ordres huit steamers : le *Brooklyn*, le *Hartford*, le *Mississipi*, le *Richmond*, le *Pensacola*, le *Varema*, l'*Iroquois* et l'*Oneïda*; seize canonnières le *Katahdin*, le *Westfield*, le *Cayuga*, le

Pinda, l'*Itaska*, le *Clifton*, le *Kittatinny*, le *Wissohickon*, le *Harriet-lane*, le *Kineo*, le *Owasco*, le *Winona*, le *Sciota*, le *Meami* et le *Kanawah*, et vingt-deux bombardes armées de vingt-deux mortiers et deux cent quatre-vingt-six canons.

Le général Dunkan, qui commandait le fort Jackson, se défendit avec un courage héroïque. Les fédéraux, en dix jours, lancèrent vingt-cinq mille bombes, dont mille environ tombèrent dans l'intérieur du fort. Enfin, le 23, une canonnière, et le 24, toute la flotte, parvinrent à franchir la passe, et Farragut ne s'arrêta qu'à la Nouvelle-Orléans, dont il demanda la reddition sans réserve, promettant que les droits des individus et les propriétés seraient respectés. Il demandait, en outre, que le drapeau fédéral fût immédiatement arboré sur tous les édifices publics.

M. Monroë, maire de la ville, lui fit cette fière réponse : « Je ne saurais trouver, parmi mes administrés, un renégat assez insensé et assez misérable pour oser souiller de sa main l'emblème sacré des États confédérés, et il n'y a pas un homme parmi nous dont la main et le cœur ne se paralyseraient à la pensée d'arborer un drapeau auquel nous n'avons pas solennellement prêté serment. »

Un fait rendra plus sensible encore l'animosité terrible qui séparait les deux partis.

Le commodore Farragut avait sa famille à la Nouvelle-Orléans. Prévoyant le cas d'un bombardement, il lui fit offrir asile à son bord. Mais sa famille refusa, et sa mère, sudiste acharnée, lui fit répondre : « Puisse votre première bombe tomber sur la maison de votre mère. »

Cependant Farragut occupa militairement la ville, tandis que le commodore Porter s'emparait des forts Jackson et Philippe.

De son côté, le général Butler avait pris et détruit les forts Pike et Livinsgton.

Un autre corps de débarquement sous les ordres du général Burnside, s'emparait des îles Roanoke dans la Caroline du Nord.

Dans l'Arkansas, les fédéraux remportaient également la victoire de Pea-Ridge, sur les Indiens-Sioux qui, profitant des luttes intestines des Américains, s'étaient soulevé au nombre de 12 000, et, conduits par le fils de Mac'Culloch, surnommé Bosse de Bison, ravageaient les propriétés de l'extrême ouest.

§ IV. BATAILLE DE PITTSBURG-LANDING OU DE CORINTH.

Alors que se passaient ces événements maritimes, une bataille terrible était livrée à Pittsburgh-Landing, près de Corinth.

L'armée sudiste, commandée par le général Beauregard comptait 100 000 hommes. Elle rencontra, vers trois heures du matin le général [illegible]ntil qui fut fait prisonnier; ses troupes en déroute furent ralliées par Sherman qui les joignit à sa division et recommença le combat. On fit de part et d'autres des efforts acharnés, les fédéraux parvinrent à se maintenir grâce au secours de deux canonnières à vapeur, le *Lexington* et le *Tyler*. Les confédérés, retranchés à Corinth, attendirent que la nuit fût passée pour reprendre l'action. Mais le soir même les fédéraux avaient reçu un renfort de deux divisions, commandées par le général Buel.

Le jour donna le signal de l'attaque, les troupes fraîches de Buel firent merveille malgré la canonnade terrible des sudistes. Après huit heures de combat, ceux-ci se décident à battre en retraite, ayant perdu 12 000 hommes. Une charge de Grant, à la tête de son régiment acheva leur déroute (6 avril 1862).

Le sénat de Washington, à cette même date (3 avril) proclamait la libération des esclaves du district de Colombie, où l'on en comptait 300 000 régis par un code noir des plus sévères.

Lincoln concluait également avec l'Angleterre (7 avril) un traité pour l'abolition de la traite des nègres.

D'autre part, le général Banks avait battu à Winchester le général confédéré Jackson et s'était emparé de toute la vallée de la Shenandoah.

Comme on le voit, la campagne de 1862 s'ouvrait, pour les fédéraux, sous d'heureux auspices.

§ V. OPÉRATIONS DE MAC-CLELLAN SUR LE POTOMAC.

Examinons maintenant les opérations de Mac-Clellan sur le Potomac qui fut, en 1862, le principal théâtre de la guerre.

Son armée avait quitté Washington le 9 mars, et franchissant les ponts de Potomac, s'était dirigée sur Fairfax-House-Centreville. Le plan du général était de tourner au plus vite l'ennemi, mais celui-ci fut informé de son projet et tout aussitôt évacua Manassas que la cavalerie, envoyée en avant, trouva abandonné. C'était un coup fâcheux, car les sudistes, protégés par un pays marécageux dont ils avaient détruit tous les chemins de fer, pouvaient maintenant éviter l'offensive, et, grâce aux routes ferrées dont ils disposaient, porter rapidement l'attaque sur les points qui leur conviendraient.

Une colonne légère commandée par le colonel Stoneman, avait été lancée à la suite de l'ennemi qu'elle trouva en retraite sur le Rappahannock et avec lequel elle eut deux engagements peu sérieux. — Elle eut beaucoup de difficultés à rejoindre le gros de l'armée, et faillit périr de faim, les vivres manquant. En

effet, l'arrivée subite des pluies avait rendu les gués impraticables et rendu le passage des cours d'eau impossible, tant ils étaient torrentueux. Comme on le voit, le mouvement en arrrière des séparatistes avait pour but d'attirer Mac-Clellan dans un pays rendu impraticable par la survenance des pluies. Ils se retiraient en brûlant et détruisant tous les ponts. L'armée ne pouvant communiquer par ses derrières, se serait trouvée sans approvisionnements, si elle ne s'appuyait dans sa marche sur un chemin de fer ou sur une rivière navigable.

Il fallut donc en revenir au mouvement par eau et Mac-Clellan donna l'ordre à l'armée de s'embarquer pour Alexandrie, d'où elle fut transportée à Fort-Monroë. Fort-Monroë est une citadelle, construite en pierre, à la pointe méridionale de la Péninsule de Virginie et que les fédéraux avaient conservée depuis le commencement de la guerre. Cette forteresse croisant ses feux avec ceux d'un autre fort nommé les Rip-Raps, commande la passe qui mène de la pleine mer à Hampton-Roads et delà à Richmond par le James-River ou bien par l'Elizabeth-River à Norfolk où se trouvait alors le *Merrimac*. On craignait son arrivée qui eût causé dans l'énorme flotte du débarquement un ravage épouvantable. Mais il préféra conserver sa position à Norfolk où il arrêtait les forces navales réunies pour aider l'armée de terre du Nord à s'emparer de Yorck-Town et privait l'armée fédérale des avantages que lui eut procuré la possession de James-River, rivière sur laquelle était bâtie Richmond, centre des opérations.

L'armée fédérale allait donc être obligée, au lieu de remonter directement jusqu'à Richmond par James-River, de prendre d'abord York-Town, et de remonter le Yorck-River et le Pamunkey jusqu'à White-House.

De là, la navigation n'étant plus possible, il fallait suivre le chemin de fer de Yorck-River et franchir le Chickahominy qui barrait le passage à quelques milles de Richmond. Cependant l'armée se mit en marche, munie de peu de renseignements sur l'ennemi, car le pays était désert et deux jours après arriva devant York-Town. Cette ville était défendue par des ouvrages fortifiés s'étendant le long d'un marécage nommé Warwick-Creek, des redoutes et des rifle-pits. Mac-Clellan songea aussitôt à tourner la position. Mais il en fut empêché par la distraction du corps de Mac-Dowell que des ordres supérieurs envoyèrent sur le Rappahannock.

Restait le siége. York-Town avait déjà été, en 1781, assiégé par les forces combinées de France et d'Amérique, par Washington et Rochambeau, et c'était sur ces mêmes remparts que s'était signée la capitulation célèbre qui assurait l'indépendance des Etats-Unis. Les temps étaient changés. On se battait alors pour l'union, aujourd'hui pour le déchirement.

Le siége était poussé vivement et l'on espérait un succès décisif lorsque les confédérés, sentant la ville sur le point d'être prise, l'évacuèrent dans le plus grand secret, laissant derrière eux soixante-douze pièces de canon, mais enlevant aux fédéraux le prestige d'une victoire assurée.

La cavalerie de Stoneman marcha rapidement à sa poursuite avec quatre batteries d'artillerie à cheval. Le duc de Chartres qui marchait en éclaireur, atteignit le premier une brigade confédérée à laquelle il fit quinze prisonniers, et Stoneman accourait en toute hâte, lorsqu'ils furent arrêtés par un feu d'artillerie en avant de Williamsburg.

§ VI. BATAILLE DE WILLIAMSBURG.

Williamsburg est située à l'embranchement de deux routes, sur le James-River, et protégée par deux marécages que les sudistes, commandés par Johnston, avaient fortifiés. Le 6e régiment de cavalerie fédérale exécuta une charge brillante, mais inutile, et l'on dut attendre l'infanterie qui n'arriva que très-tard. Pour surcroît de malheur la pluie commençait à tomber et les ténèbres s'épaississaient. On bivouaqua.

Le lendemain matin s'engagea la bataille. Les généraux Hooker et Kearney commandaient à gauche, à droite venaient deux autres divisions. Mais le sol liquide empêchait les canons et les bagages d'avancer, ce qui causa un pêle-mêle horrible. Hooker engagea l'action et fut repoussé avec une perte de 2 000 hommes. Kearney rétablit le combat et réussit à dépasser les encombrements de la chaussée. Kearney, qui a fait dans les rangs de l'armée française les campagnes de Mouzaïa et de Solferino, fit des prodiges de valeur.

Cependant l'aile droite ne bougeait pas, arrêtée qu'elle était par l'encombrement du chemin. Hooker battait en retraite poursuivi par les confédérés; alors une des divisions de droite s'ébranla pour prendre en flanc les poursuivants, tandis que l'autre, commandée par le général Hancock, débouchait en plaine au delà des marais, débordant ainsi les ouvrages avancés de Williamsburg, A la vue de cette manœuvre hardie, les confédérés s'élancèrent en criant : « Bull's Run ! Bull's Run. »

Ils furent reçus par une terrible décharge d'artillerie et sur-le-champ attaqués à la baïonnette, enfoncés, débandés.

A ce moment, le général en chef Mac-Clellan arri-

vait avec des troupes fraîches. Les confédérés battirent en retraite, à la hâte, profitant de la nuit sombre.

Telle fut la bataille de Williamsburg.

Mac-Clellan établit son quartier-général dans la ville où il passa trois jours, dans l'attente des vivres dont l'armée manquait, et les approvisionnements étant reçus, continua sa marche sur Richmond le long du Pamunkey.

Nous empruntons à l'excellent travail de M. Trognon, sur cette campagne, le passage qui suit :

« On s'avançait d'étape en étape le long de la rivière. Les canonnières, ouvrant la marche, en exploraient les bords au loin, puis les officiers du service topographique s'en allaient à travers bois sous l'escorte de piquets de cavalerie faisant la reconnaissance du pays, et levant à vue d'œil et à la boussole des cartes provisoires que l'on photographiait au quartier-général pour l'usage des généraux. Le lendemain, à l'aide de ces cartes, l'armée se mettait en mouvement entremêlée avec l'immense quantité de wagons qu'elle traînait à sa suite. Un quart environ de chaque régiment était employé à escorter le matériel des corps, empilé, vivres, munitions, tentes et mobilier sur une dizaine de chariots par bataillon. Je dis mobilier, car on y voyait jusqu'à des chaises, des tables et des fauteuils. S'il y avait eu des femmes, on eût cru, en nous voyant, à une émigration armée plutôt qu'à une marche de soldats. Les troupes combattantes s'avançaient par brigades, mais suivies de leurs bagages; et ces longues files de wagons, attelés chacun de quatre chevaux ou de six mules avec un seul postillon, faisaient que l'armée, par ces chemins étroits, à travers les forêts, couvrait des espaces immenses.

« De là aussi d'immenses retards : il eût été impossible de faire de longues marches à moins de laisser la queue des colonnes éparpillée ou égarée dans les bois à la nuit. Deux lieues étaient le maximum de l'espace parcouru. Les étapes ont pu être quelquefois plus longues : il est arrivé à des corps détachés, allégés de tout, de faire de grandes journées, mais c'était l'exception. Les troupes, du reste, avaient bonne mine. Les hommes étaient forts, vigoureux, et avaient l'air intelligent. L'uniforme de toute l'armée était le même : un pantalon bleu de ciel, généralement enfoncé dans les bottes, une blouse, ou veste, ou tunique courte gros bleu. Quelque chose de rouge dans ce costume marquait l'artillerie, un peu de jaune, la cavalerie. La coiffure la plus commune était le képi, mais souvent aussi un chapeau noir ou feutre mou avec quelques ornements de cuivre. Les officiers, vêtus comme les soldats, se distinguaient par de petits galons sur l'épaule et une ceinture amarante. Rien de plus simple, de plus commode et de plus militaire que cet uniforme, lorsqu'il était bien porté. Le soir, en arrivant au terme de l'étape, le camp se formait avec beaucoup d'ordre et de régularité. Les tentes, abris des soldats, se montaient en un clin d'œil. Les états-majors plantaient les leurs, plus grandes et plus commodes. Le quartier général s'établissait dans une position centrale, avec la tente du général en chef au milieu, et deux rangées de tentes parallèles de chaque côté. Les officiers de cavalerie venaient rendre compte de leurs reconnaissances et des échauffourées sans nombre qu'ils avaient avec l'ennemi. Le télégraphe amenait son fil fixé sur les poteaux ordinaires ou enveloppé de gutta-percha et déroulé sur le sol au grand trot d'une petite voiture que les employés suivaient à cheval avec l'appareil en bandoulière. Tous les ser-

vices s'organisaient et l'imprimerie fonctionnait aussi régulièrement qu'elle l'eût fait à Washington. »

L'armée de Mac-Clellan marchait donc sur Richmond lorsqu'elle apprit l'occupation de Norfolk par le général fédéral Wool (10 mai). Cette ville, très-importante, avait été bombardée par la flotte de blocus, composée du *Nangatuch*, du *Seminal*, du *Susquehannah*, du *Vanderbilt*, du *Monitor*, du *Dacotah* et du *San-Yacinto*, tandis que Wool l'attaquait par terre. Elle s'était rendue sans résistance. On apprenait en même temps la destruction par l'incendie du *Merrimac*.

Mais ces bonnes nouvelles étaient compensées pour Mac-Clellan par l'affaiblissement de son armée dont on détachait chaque jour quelque nouveau corps. Il n'en continua pas moins sa route, espérant que Mac-Dowell, inactif à Fredericksburg, le rejoindrait, circonstance qui eût assuré la capture de Richmond. Il n'en fut rien, Mac-Dowell ne reçut aucun ordre.

§ VII. BATAILLE DE FAIR-OAK.

Etabli sur la rive droite du Chickahominy, il ne tarda point à y être attaqué par les confédérés qui se portèrent contre son aile gauche, laquelle avait ses avant-postes à Fair-Oak et Seven-Pines. Ils réussirent d'abord et enlevèrent la redoute de Seven-Pines, que le bataillon français, appelé gardes-La Fayette, ne put reprendre malgré tout son courage.

Cependant Heintzelman et Kearney accourent, et maintiennent le combat, combat désespéré, car des masses confédérées s'avancent par la droite et vont tourner la division acculée à gauche contre le marais profond de White-Oak. Soudain arrive le général Summer qui, ayant réussi à franchir le Chickahominy,

tombe en flanc sur la colonne ennemie et la ramène à la baïonnette jusqu'à Fair-Oak.

La nuit était venue suspendre le combat, mais il reprit au petit jour avec acharnement et dura jusqu'à midi, heure à laquelle les confédérés, perdant 8 000 hommes, se retirèrent emportant leur général, Johnston, blessé très-grièvement.

Tandis que Mac-Clellan remportait cette victoire, le général fédéral Banks se faisait battre dans la vallée de la Shenandoah. Il venait d'expédier 18 000 hommes de renfort au général Mac-Dowell, menacé sur le Rappahannock, lorsqu'il fut attaqué lui-même et repoussé jusqu'au delà du Potomac, où l'intervention de Mac-Dowell et de Frémont le sauva d'un désastre complet.

§ VIII. BATAILLE DE GAINE'S-HILL ET DE MALVERN-HILL.

Malgré le succès de Fair-Oak, Mac-Clellan se trouvait toujours dans une position difficile en présence de toute la masse des forces confédérées. Il fallut élever des redoutes, creuser des rifle-pits, organiser un service médical, car les chaleurs, au milieu de ce pays marécageux, avaient engendré le typhus ; se tenir toujours aux aguets de peur d'un coup de main.

Ainsi, le colonel confédéré Lee, à la tête de 15 000 chevaux, avait tenté de couper le Yorck-River-Rail-Road, donnant le curieux spectacle d'un combat de cavalerie contre un train de chemin de fer. Le train chargea les cavaliers et s'échappa en les écrasant : mais de pareilles tentatives pouvaient se renouveler.

Enfin, Mac-Clellan fut renforcé de la division Mac-Call et de 6 000 hommes enlevés du fort Monroë. Il se décida à agir, en provoquant une action générale sur le terrain situé entre son armée et Richmond.

Elle fut entamée le 25 juin par Hóoker qui, non sans difficuté, parvint à s'établir au poste qui lui était assigné. En ce moment, les divisions Jakson et Hill arrivaient renforcer les confédérés sous les ordres du général Lee, dont les forces étaient alors deux fois supérieures à celles des fédéraux.

Hill, après avoir passé le Chickahominy, attaqua, dans l'après-midi du 26 mai, les troupes de Mac-Call, campées sur le bord d'un ravin. Il fut reçu vigoureusement et forcé de demander des secours de troupes fraîches. Mac-Clellan, voyant l'attention des confédérés tournée de ce côté, résolut de transporter rapidement son armée sur le James-River, afin de reprendre l'offensive soit sur la rive gauche contre Richmond même, soit sur la rive droite contre Petersburg, dont la prise eut entraîné celle de Richmond. Ce plan s'exécuta le 27. Stoneman, avec sa cavalerie, couvrait les flancs, et Mac-Call reçut l'ordre de se retirer sur les ponts construits en face de Gainè's-Hill, sur le Chickahominy. Le général Porter devait soutenir l'attaque des ennemis en tête de ces mêmes ponts et les détruire après lui, quand toute l'armée aurait passé.

Il fut promptement attaqué par Jackson, et, dès le début, la balance sembla pencher de son côté. Les divisions Hocum et Richardson accourent à son aide, la bataille devint de plus en plus chaude. Il fallut faire donner la réserve. A six heures, l'armée fédérale avait partout repoussé les sudistes et résisté aux efforts combinés de Lee, de Jackson, de Hill et de Longstreet, lorsque surviennent les réserves confédérées qui rompent la gauche de Porter. L'infanterie fédérale, fatiguée, se débande et fuit, n'écoutant plus la voix de ses chefs, tandis que les sudistes s'avancent en lignes serrées. Une charge du 5e de cavalerie ne réussit point à leur faire échec, et ce n'est qu'à la nuit tombante que

les brigades fraîches de Meagher et de French, survenant sur le champ de bataille, empêchent les sudistes de poursuivre les fuyards.

La bataille de Gainè's-Hill était perdue par le Nord qui n'avait, il est vrai, que 35 000 hommes à opposer aux 60 000 du Sud. Cette scène, dit un des officiers de Mac-Call, est une de celles qu'on ne peut oublier. Des masses de chevaux sans cavaliers fuyaient dans toutes les directions. Les boulets sifflaient dans l'air. Les fourgons, les ambulances et les canons encombraient la route ; des blessés, boîtant et gémissant, d'autres sanglants, couchés au milieu de la mêlée ; des officiers dont la voix n'était plus écoutée, criant et menaçant au milieu de ces masses effrayées; le sublime fracas de la canonnade, les nuages de fumée et le soleil disparaissaient à l'horizon, rouge comme une large tache de sang.

Le comte de Paris et le duc de Chartres avaient montré dans ce combat un courage héroïque.

Le lendemain, les fédéraux purent continuer leur retraite. Le 29, un combat d'arrière-garde eut lieu avec les colonnes confédérées, qui furent repoussées. Mac-Clellan installé, à White-Oak Swamp, surveillait le passage de son armée qui, sans encombre, atteignit James-River.

Il la rejoignit alors, laissant Franklin et Summer à l'arrière-garde. Plusieurs escarmouches eurent lieu le 30 avec des chances diverses ; dans l'une d'elles, Mac-Call fut fait prisonnier. Enfin toute l'armée fédérale se trouva réunie au 1er juin sur les rampes du Malvern-Hill, dans une position excellente, défendue par trois cents pièces d'artillerie. La gauche était appuyée à la rivière sur laquelle se trouvaient le *Monitor* et une flottille de cent canonnières.

Malgré ces difficultés, les confédérés, au nombre de

180 000 essayèrent, le 1er juillet, de les déloger de là.

Ils ne réussirent qu'à se faire écraser, et cette journée qui termina la campagne du Potomac, fut pour eux une véritable boucherie.

Cette dernière bataille prit le nom de *Malvern-Hill* ou *Turkey-bend*.

Dans les divers combats livrés depuis le 27 mai, les deux armées avaient perdu 80,000 hommes. Le Nord, 30 000, le Sud, 50 000.

§ IX. DEUXIÈME BATAILLE DE BULL'S-RUN.

Les fédéraux avaient donc obtenu des succès dans la plupart des rencontres, mais le but général de la campagne, l'attaque de Richmond, ce but était manqué. Le président Jefferson Davis, dans une dépêche aux États du Sud, fit valoir cet échec du Nord, et demanda de nouveaux efforts pour faire triompher la cause, entre autres l'extension de la conscription aux hommes de trente-cinq à quarante-cinq ans.

Lincoln, de son côté, fit un appel de 300 000 hommes et plaça sous son autorité suprême toutes les forces militaires. Halleck fut nommé général en chef de toutes les armées de terre.

En même temps, une loi fut votée qui permettait aux nègres de remplir dans l'armée, les fonctions auxquelles ils seraient propres. A ceux qui voulaient émigrer, on en facilita les moyens. Le 22 juillet, une convention fut conclue entre les États-Unis et le Danemark, pour le transport des émigrants à Sainte-Croix. Un apprentissage de cinq ans, avec cinq jours de travail par semaine, leur était imposé. Au bout de ce temps, ils étaient libres. Beaucoup d'entre eux se dirigèrent sur Haïti et Liberia.

Au mois d'août, la guerre reprit avec vigueur. Au

nord, un corps d'armée, composé des brigades Banks, Mac-Dowell et Shields, fut placé sous la direction du général Pope, et chargé de reprendre l'offensive contre les confédérés, dans la vallée du Rapahannock, où il devait rallier Mac-Clellan.

Lee commandait alors en chef les armées du Sud. Il envoya aussitôt contre Pope, son meilleur lieutenant, le général Jackson, auquel son intrépide sang-froid avait fait donner le surnom de Mur de pierre (Stonewall). Jackson, faisant diligence, attaque la brigade de Banks qui se trouvait isolée, l'attire jusqu'au Rapidan, et se retourne tout à coup pour l'écraser. Mais Banks résiste ; Jackson reçoit du renfort, les fédéraux vont être culbutés, lorsque Pope arrive et met Jackson en fuite (9 août).

Toutefois Mac-Clellan se trouvait ainsi coupé et acculé dans sa position de Harrison-Bar, près Malvern-Hill. Il opéra une retraite habile, et en moins de six jours, sans être attaqué, descendit le James-River jusqu'à Williamsburg. Le plan de Lee, de séparer l'armée fédérale, avait échoué.

Jackson, avec une célérité surprenante, traverse les Montagnes Bleues, gagne Manassas et Bull's-Run, et pique droit sur Washington. Pope se retourne, lui livre trois batailles, les 27, 28 et 29, dont la dernière dure douze heures. Jackson, écrasé, est renforcé par Lee le 30, et une action générale s'engage à Bull's-Run.

Bull's-Run, on s'en souvient, avait été témoin de la première défaite des fédéraux. Ce lieu leur porta malheur une seconde fois. Pope, que Mac-Clellan ne put secourir, fut vaincu.

§ X. BATAILLE DE SHARPBURG.

Ce n'était de toute part que revers pour le Nord.

Dans le Kentucky, Braxton-Bragg était vainqueur sur l'Ohio et menaçait Cincinnati. Le général nordiste Butler était attaqué dans la Louisiane, et bien qu'il eût réussi à se maintenir dans Bâton-Rouge, capitale de cet État, et à repousser Breckenridge, ses troupes étaient épuisées et décimées. Hill, avec 15 000 sudistes, dévastait le Maryland. En ces circonstances, Lincoln destitua Pope et le remplaça dans le commandement en chef par Mac-Clellan.

Il fallait agir promptement : Washington était menacé par Lee qui, en toute hâte, après Bull's-Run, avait franchi le Potomac. Mac-Clellan, réunissant son armée à celle de Pope, attaqua vivement Hill, le repoussa jusqu'au torrent d'Antietham et atteignit le corps de Lee, le 16 septembre, à Sharpburg, où Jackson, après avoir pris Harper's-Ferry, avait opéré sa jonction avec lui.

Le 17, eut lieu la bataille. Les confédérés étaient retranchés sur des hauteurs hérissées d'artillerie, que les fédéraux durent escalader sous un feu terrible. Le général Mansfield y fut tué, Hooker, surnommé le Batailleur, tomba blessé grièvement, Burnside fit des prodiges de valeur. Ce fut une des luttes les plus sanglantes de la guerre ; mais la nuit vint sans qu'aucun avantage eût été remporté (18 septembre). Le 19, les confédérés qui avaient perdu 20 000 hommes, se décidèrent à battre en retraite. Washington était délivré.

§ XI. PROCLAMATIONS ET MESSAGE DE LINCOLN.

Le 22 septembre, le président Lincoln lança une proclamation contenant ce seul article : « Les esclaves des États ou fractions d'Etats qui seront en rébellion ouverte contre le pouvoir confédéré au 1er janvier 1863, seront déclarés libres. »

Cette proclamation excita une colère profonde dans le Sud. Les confédérés transportèrent leurs meilleurs esclaves dans le midi et dans l'ouest, pour les mettre en sûreté derrière les montagnes, tandis que les noirs, à proximité des lignes fédérales, surtout en Virginie, fuyaient vers un sol libre, emportant tous leurs biens, leurs femmes et leurs enfants.

Une deuxième proclamation, en date du 24, fut accueillie avec moins de faveur. Elle décrétait l'organisation de Cours martiales et la suspension de l'*habeas corpus*.

Les démocrates, appuyés par les partisans de la paix à tout prix, tinrent à New-York des meetings menaçants. Evénement plus grave : dans les réélections partielles, qui eurent lieu pour la Chambre des députés, les républicains perdirent l'avantage, même dans l'Ohio jusque-là dévoué, et New-York élut pour gouverneur un démocrate.

LE MESSAGE.

La guerre continuait. Dans le Tenessee, Grant venait de remporter une victoire à Corinth sur le général séparatiste Price. A Perrysville, Buell avait arrêté Braxton-Bragg qui depuis quelque temps avait envahi le nord du Kentucky, et que Rosencranz battit tout à fait. Escarmouches, marches et contre-marches se succédèrent jusqu'au 1er décembre, époque du message présidentiel.

Dans son message, Lincoln retira sa proclamation du 22 et proposa la loi suivante :

Art. 1. Chacun des Etats, où l'esclavage existe actuellement, qui abolira cette institution, à un moment quelconque avant le 1er janvier 1900 de Notre-Seigneur, recevra des États-Unis compensation dans la forme suivante :

Le président des États-Unis remettra à chacun de ces Etats

des titres de dette des Etats-Unis portant intérêt au taux de... par chaque esclave qui y existait lors du huitième recensement des Etats-Unis.

Lesdits titres seront déclarés auxdits Etats-Unis soit à des époques échelonnées, soit en une seule fois, au moment où l'abolition sera accomplie, suivant que cette abolition aura été graduelle ou instantanée dans chaque Etat. L'intérêt commencera à courir à partir de la remise desdits titres. Tout Etat qui, après avoir reçu de ces titres, introduira ou tolérera l'esclavage dans son territoire devra rembourser aux Etats-Unis la valeur de ces titres et l'intérêt qui en aura été perçu.

Art. 2. Tout esclave qui aura pratiquement joui de sa liberté à aucun moment, avant la fin de la rébellion, demeurera libre; mais tous les maîtres de ces esclaves qui n'auront pas été déloyaux seront indemnisés, au même taux fixé pour les Etats qui adopteront l'abolition de l'esclavage, de telle sorte toutefois qu'un même esclave ne puisse être porté deux fois en compte.

Art. 3. Le congrès pourra aliéner des crédits et prendre d'autres dispositions pour coloniser les personnes de couleur libres, avec leur consentement, sur des points quelconques situés hors des Etats-Unis.

A ces paroles conciliantes, le Sud répondit en décrétant que les officiers des Etats-Unis qui auraient commandé des régiments noirs seraient passés par les armes, s'ils étaient faits prisonniers.

On mit à prix la tête du général Butler (10 000 dollars), dont le principal crime était d'avoir organisé à la Nouvelle-Orléans le travail libre des noirs, et Jefferson-Davis osa lancer l'odieuse proclamation qui suit :

« Moi, Jefferson Davis, président des États confédérés d'Amérique, je prononce et déclare que ledit Butler est un traître méritant la peine capitale. J'ordonne qu'il soit traité comme un homme hors la loi et ennemi de l'humanité et que, dans le cas où il serait pris, le chef qui aurait opéré sa capture le fasse im-

médiatement périr par la corde. En outre, tout officier commandé par ledit Benjamin Butler est déclaré n'avoir aucun titre à être considéré comme un soldat. On ne verra en eux que des voleurs et des criminels méritant la mort, et quand ils seront pris, ils seront tous et chacun d'entre eux réservés pour la peine capitale. »

Burnside reçut l'ordre de recommencer les hostilités sur le Potomaç. Mac-Clellan avait refusé de se mettre en campagne au début de l'hiver et s'était vu destituer, faute grave commise par le cabinet de Washington. Le plan était d'attaquer Richmond, opération que Mac-Clellan avait manquée au printemps.

§ XII. BATAILLE DE FREDERICKSBURG.

Trois routes s'offraient à l'armée fédérale : Gordonsville, Fredericksburg, par la péninsule virginienne. Gordonsville est la plus longue mais la plus sûre. Le général Burnside ne voulut pas la suivre. Il vit bien que, s'il s'avançait par cette route vers le Sud, il laisserait trop à découvert la Virginie septentrionale. La péninsule virginienne, formée par les rivières Yorck et James, avait autrefois attiré l'attention de Mac-Clellan, qui y avait transporté sa grande armée du Potomac; il en était résulté une malheureuse campagne, suivie de l'invasion du Maryland. Burnside, se décida pour la route de Fredericksburg.

Cette dernière, si elle est la plus courte, est aussi la plus difficile. Montueuse, hérissée d'obstacles en beaucoup d'endroits, elle devient impraticable, pendant les derniers jours de l'automne, car alors son sol est détrempé à la moindre pluie et la boue y est telle que le moindre fourgon d'artillerie ne peut avancer, Burnside vainquit tous les obstacles. Dès les premiers

jours de décembre, il était campé à Falmouth, sur la rive gauche du Rappahannock. L'armée ennemie occupait, sur la rive droite, la ville de Fredericksburg, distante d'un mille de Falmouth.

Fredericksburg, chef-lieu du comté de Spottsylvania, se trouve à soixante-cinq milles par chemin de fer, au nord de Richmond, et à peu près à égale distance de cette ville et de Washington. La population était, avant la guerre, de cinq mille habitants. De cette charmante ville, capricieusement étagée sur les hauteurs qui dominent la rivière, il ne devait rester que des ruines.

Le Rappahannock a, en cet endroit, cent soixante mètres de large et cinq mètres de profondeur. Il n'est plus navigable au-dessus de Fredericksburg. Les rapides commencent à Falmouth et s'étendent jusqu'à sa source.

Dans la nuit du 11 décembre, Burnside, sur un ordre du général en chef des armées du Nord, Halleck, fit ses préparatifs d'attaque. Il fit transporter tout le matériel des ponts sur les différents points où ils devaient être jetés; il fit en même temps braquer 178 canons sur Fredericksburg. Le matin, au point du jour, trois ponts étaient presque achevés.

Les confédérés ouvrirent alors un feu meurtrier de mousqueterie, qui fit lâcher pied aux hommes du génie.

Les ponts restaient inachevés. Le général Burnside commanda aussitôt de commencer le bombardement. Un feu terrible s'ouvrit, et l'on vit bientôt, sous l'effet destructeur des pièces rayées et de leurs projectiles explosibles, Fredericksburg en feu.

A l'abri de cet incendie, les hommes du génie tentèrent alors de terminer les ponts, mais ils durent se replier de nouveau devant les coups bien dirigés des tirailleurs du Sud.

Burnside songea alors à en finir par un coup hardi. Voyant bien qu'il ne pourrait déloger les tirailleurs confédérés de leurs lieux de retraite, il appela cent cinquante volontaires à traverser la rivière dans de petits bateaux. Trois mille hommes se présentèrent. On prit les premiers qui s'étaient offerts. Ils s'engagèrent sur la rivière au milieu d'une grêle de balles, et atteignirent la rive opposée, la baïonnette en avant. Ils chargèrent vigoureusement les soldats confédérés, en tuèrent un grand nombre et firent cent vingt prisonniers.

A la tombée de la nuit, deux ponts étaient terminées, les troupes traversaient immédiatement le Rappahannock, et la ville, dans laquelle il ne restait plus un sudiste, était occupée par l'armée fédérale.

Fredericksburg, qui venait d'être bombardée par l'armée fédérale, comptait, comme nous l'avons déjà dit, cinq mille habitants. Elle contenait six églises, huit asiles d'orphelins, deux séminaires, trois journaux et deux banques. Elle est située, comme nous l'avons dit aussi, sur le Rappahannock, à la limite des marées, et à soixante-cinq milles par chemin de fer au nord de Richmond, c'est-à-dire à peu près à égale distance de cette ville et de Washington. Les restes de Mary, mère de Washington, reposent près de la cité, où elle a vécu pendant longtemps. Avant la guerre, une ligne de steamers faisait un service régulier avec Baltimore. Ce service, joint à un canal et au chemin de fer, entretenait un courant d'affaires importantes. De plus, les eaux de la rivière fournissaient une force motrice qui alimentait un certain nombre de fabriques.

Le succès de Burnside ne fut pas de longue durée; les confédérés occupaient d'un côté les hauteurs; de l'autre, le bas de la rivière. Coupés en deux, mais

non vaincus, ils firent tonner leur artillerie, et Burnside se trouva pris entre deux feux. Après une lutte vaine, écrasé, décimé, il se décida à la retraite, et parvint à l'opérer sans trop d'encombre au-delà des ponts du Rappahannock. Il laissait 12 000 hommes sur le champ de bataille.

Cette journée si funeste aux fédéraux prit le nom de journée de Fredéricksburg (27 décembre).

Burnside, après cet échec, donna sa démission de commandant en chef, et fut remplacé à la tête de l'armée du Potomac par le général Hooker.

Les généraux nordistes n'étaient guère plus heureux ailleurs. Dans le Mississipi, Sherman échouait devant Wicksburg, où les forces supérieures des confédérés le forçaient à battre en retraite. Le général sudiste Worn s'emparait de Hooly-Spring et de ses 3 000 hommes de garnison.

Enfin l'on apprenait la perte du fameux navire cuirassé, le *Monitor.*

Parti de Hampton, sous les ordres du commandant Bankhead, le *Monitor* avait été désigné pour faire partie d'une expédition envoyée contre Wilmington, dans la Caroline du Nord. Il avait quitté Hampton, remorqué par la frégate à vapeur, le *Rhode-Island.* Le jour de l'appareillage, le temps était magnifique; la mer était calme et unie. Le *Monitor* marchait avec une vitesse de six nœuds (1) à l'heure sans le secours des remorques de la frégate. Pendant un jour et une nuit, le temps se maintint au beau. Mais, subitement, vers le soir du second jour, le ciel s'obscurcit et le vent se mit à souffler du sud-ouest. La mer grossissait à vue d'œil, déferlait avec violence sur le *Monitor* et lui imprimait un mouvement de roulis effrayant.

(1) Deux lieues.

Le cap Hatteras, si redouté des navigateurs, était presque en face, à vingt milles. Le bâtiment fatiguait beaucoup et commençait à faire de l'eau cependant, les pompes étalaient assez pour faire espérer de le maintenir à flot. A minuit, la tempête, qui croissait de minute en minute, était devenue si furieuse, de si violents coups de mer s'abattaient sur le navire, que la cale fùt bientôt pleine d'eau, et que le capitaine Bankhead ordonna de faire fonctionner la pompe d'Adams, capable de rejeter à elle seule treize mille litres d'eau par minute. Les matelots se mirent à l'œuvre en entonnant un chant de guerre et de liberté, le dernier qui devait sortir de leurs mâles poitrines. Pendant quelque temps on pût encore espérer d'affranchir la pompe. Mais bientôt tout espoir fut perdu. L'ouragan se déchaîna dans toute sa fureur et l'on apprit que les feux ne pouvaient tarder à être éteints.

Dès ce moment, le capitaine Bankhead ne songea plus qu'à sauver son équipage. Il donna l'ordre de faire des signaux de détresse. Soixante-trois hommes se mirent en devoir de sauver leur vie. On lança des fusées bleues, rouges et blanches. Sur ces entrefaites, les deux remorques qui retenaient le *Monitor* à la frégate cassèrent l'une après l'autre, et l'une d'elles alla s'enrouler autour de l'hélice du *Rhode-Island*, de manière à empêcher ce navire de manœuvrer.

Le temps, qui jusqu'à ce moment avait été très-obscur, s'éclaircit. Les nuages se dissipèrent en quelques minutes et la lune éclaira une scène terrible. On vit le *Rhode-Island* incapable de manœuvrer et poussé par les vagues vers le *Monitor*. Sur la crête d'une lame, un canot du *Rhode-Island*, monté par dix hommes et un officier, apparut, faisant de vains efforts pour s'approcher du *Monitor*.

Les vagues poussaient toujours les deux navires

l'un vers l'autre. Une collision semblait inévitable. Un second canot, qui venait d'être mis à l'eau, était déjà à moitié broyé, lorsque tout à coup un violent coup de mer dégagea l'hélice et la frégate se mit à marcher. Au moment où elle s'éloignait, plusieurs matelots du *Monitor* s'accrochèrent aux chaînes de ses haubans, aux cordes qui pendaient le long de ses flancs ; quelques-uns parvinrent à bord ; la plupart tombèrent à la mer et se noyèrent. Dix minutes après, le pont du *Monitor* était sous l'eau. Plusieurs hommes restèrent sur la tour, appelant en vain du secours, et furent emportés par la lame. Des trois canots que le *Rhode-Island* avait mis à la mer, deux seulement arrivèrent sains et saufs ; le troisième avait disparu. Deux officiers et vingt et un hommes du *Rhode-Island* avaient péri victimes de leur dévouement.

« A une heure et quart du matin, a écrit un officier du *Rhode-Island*, la lune, qui jusqu'alors nous avait éclairés, se cacha derrière des masses épaisses de nuages noirs. Nous nous rendîmes une dernière fois à l'endroit ou l'on voyait le *Monitor* s'enfoncer. Les signaux de détresse brûlaient toujours. On fit inutilement une minutieuse investigation pour découvrir le canot qui manquait. Au point du jour, la mer était presque calme, mais on ne vit rien sur les vagues, et c'est le cœur gros que nous fîmes le tour de l'endroit où nous jugions que le *Monitor* avait disparu. On parla à plusieurs steamers et à d'autres bâtiments pour connaître, s'il était possible, le sort du canot disparu ; on n'en apprit rien.

§ XIII. BATAILLE DE MURFREESBOROUGH.

Dans le Tennessee, Rosencranz, attaqué par le général séparatiste Braxton-Bragg, lui livra une ba-

taille sanglante, qui dura trois jours, à Murfreesborough.

Le premier jour, l'armée du Nord plia sous l'élan irrésistible des sudistes ; son aile droite culbutée fuit en déroute, abandonnant 35 canons à l'ennemi, ainsi que tout le matériel d'armée. La nuit, comme d'habitude, suspendit le combat.

Le lendemain et le surlendemain, la boucherie continua. Rosencranz enfin par son énergie intrépide, força les confédérés à céder, les poursuivit vivement jusqu'à cinquante milles de distance et les battit sur tous les points.

Le soleil du lendemain se leva sur vingt mille morts.

C'était le début de l'année 1863. — Les dépenses de la guerre en ce moment s'élevaient déjà au chiffre énorme de 570 millions de dollars, soit deux milliards 800 millions de francs.

CHAPITRE VI

CAMPAGNE DE 1863

Wicksburg et Port-Hudson. — Première attaque de Charleston — Bataille de Chancellorsville et mort de Jackson. — Prise de Winchester. — Bataille de Gettysburg. — Émeutes à New-York. — Les *copper-heads*. — Deuxième attaque de Charleston, prise de l'île Morris. — Batailles de Chax-Anooga — Prise de Knowille et de Brownsville. — Message présidentiel.

§ I. WICKSBURG ET PORT-HUDSON.

Au printemps de 1863, après trois mois de repos, les fédéraux reprirent l'offensive sur tous les points.

Grant fut chargé, de concert avec l'amiral Porter, de prendre Wicksburg devant laquelle Sherman avait échoué. Wicksburg, très-bien fortifiée, commandait avec Port-Hudson le cours sud du Mississipi, et barrait la route du fleuve vers la Nouvelle-Orléans. Les sudistes n'avaient rien épargné pour assurer ces deux positions entre lesquelles se déversait la Rivière-Rouge, pour seule voie de communication avec le Texas. Le président Davis se rendit lui-même à Wicksburg pour exciter le courage de la garnison.

Grant essaya d'abord de creuser un canal à travers une langue de terre étroite qui s'avance sur le fleuve, en amont de Wicksburg, canal qui eût permis de faire passer la flotte hors de la portée des batteries ennemies. Mais on rencontra, au bout de la tranchée, une batterie nouvelle élevée par les confédérés, et l'on dut renoncer à ce projet, rendu d'ailleurs très-dangereux par la crue du fleuve au printemps. On tenta la voie

des *bayous*. Ce sont des canaux naturels qui relient le Mississipi à ses affluents, tels que le Yunflower et le Yazoo. Les eaux en sont presque stagnantes, souvent profondes, souvent obstruées de troncs d'arbres et de vase. L'amiral Porter, naviguant à travers ces périlleux canaux, arriva jusqu'au Hout-Yazoo, défendu par le fort Greenwood. Le fort résista, et la flottille, par prudence, rebroussa chemin. Un seul moyen restait : forcer le passage du Mississipi sous les canons de Wicksburg. Une corvette à vapeur, le *Queen of the West*, commandée par le colonel Ellet, tenta l'aventure et, en dépit des boulets, en dépit d'un navire confédéré qu'elle coupa en deux, elle parvint à jeter l'ancre de l'autre côté de la forteresse. Sans perdre de temps, elle marcha vers Port-Hudson, détruisit tout ce qu'elle rencontra, et mit le blocus à l'entrée de la Rivière-Rouge. Mais en passant sous le feu d'un fort ennemi, le fort de Russey, elle reçut dans sa chaudière un boulet qui la désempara. Quand la canonnière fédérale l'*Indianola*, qui avait trompé de nuit la surveillance de Wicksburg, arriva, *The queen of West* était déjà au pouvoir des confédérés, et la malheureuse canonnière, après un combat acharné, éprouva le même sort. (24 février)

En aval de Port-Hudson, l'amiral Farragut entreprit une expédition analogue. Remontant le fleuve avec une flotte de quatorze vaisseaux, canonnières et batteries flottantes, il s'engagea dans le défilé que surplombait l'artillerie confédérée sur une longueur de six kilomètres. Le combat dura deux heures, mais deux bâtiments parvinrent seuls à forcer le passage : le vaisseau amiral le *Hartford*, et la canonnière *Albatros*. Le *Monongahela* et le *Richmond*, très-maltraités, redescendirent le fleuve. Quant au *Mississipi*, échoué sur un banc de sable, il fut criblé de boulets et incen-

dié. L'amiral Farragut s'empara aussitôt de la ville de Natchef, et fut rejoint par une canonnière de l'amiral Porter, le *Switzerland*, qui, de son côté, avait franchi Wicksburg (25 mars). Délivrés de la flotte confédérée qui venait d'être brûlée par une flottille venue de la Nouvelle-Orléans, les trois bâtiments enlevèrent les récoltes de coton et bloquèrent la Rivière-Rouge. Le 16, Farragut fut rallié par la majeure partie de l'escadre de Porter, qui venait de forcer en masse le passage, et les deux forteresses Wicksburg et Port-Hudson se trouvèrent complétement isolées l'une de l'autre.

Le colonel Grierson, avec une nombreuse cavalerie, parcourait en même temps avec une prodigieuse rapidité le territoire ennemi (Tenessee et Mississipi), coupant les télégraphes et détruisant les chemins de fer. Moins heureux, le colonel Streight, chargé d'une expédition analogue en Géorgie, se faisait prendre avec 1,500 hommes par le général sudiste Forrest.

Cependant Grant tournait Wicksburg par le nord-est, détruisait en passant les redoutes de Grand-Gulf, battait l'ennemi à Port-Gibson, le lendemain à Raymond, entrait le 14 à Jackson, capitale du Mississipi, écrasait le général Pemberton et le forçait à se jeter avec ses troupes dans l'enceinte de Wicksburg, laissant derrière lui trois mille prisonniers et dix-huit pièces de canon. Le 21, Grant mettait le siége devant la ville, que l'amiral Porter bloquait au nord, dans la rivière Yazoo. Les assiégés offrirent d'abandonner Wicksburg et tout le matériel de guerre, à condition qu'on les laissât rejoindre le corps de Johnston. Mais Grant refusa, donna un assaut qui fut repoussé, et commença les travaux réguliers du siége.

A Port-Hudson, le général Banks et l'amiral Farragut suivaient la même tactique que Grant et Porter, et

donnaient le 27 un assaut où les régiments noirs se distinguèrent par leur héroïsme. Mais, comme eux, ils furent repoussés, et force fut d'établir un siége en règle.

§ II. PREMIÈRE ATTAQUE DE CHARLESTON.

Sur les côtes de l'Atlantique, l'amiral Dupont tentait alors un coup de main sur Charleston avec une flottille cuirassée.

Ce fut un choc entre des machines de guerre dont la véritable puissance n'avait pas encore été éprouvée. En d'autres termes, les *monitors* blindés, que les fédéraux proclamaient invulnérables, servirent de point de mire à un système de batteries établi sur une immense étendue circulaire. Ce bombardement de Charleston montra que les navires en fer, tels qu'ils existent du moins, ne sont pas aussi redoutables qu'on l'avait pensé. A la suite de l'attaque de Charleston, M. Timby, ingénieur à New-York, proposa un nouveau système de défense, capable de mettre encore plus à néant les attaques de la flotte en fer. Il proposa d'élever à l'entrée des ports, et de distance en distance, une certaine quantité de tours dont les fondations s'élèveraient à peine au-dessus du niveau des flots. Ces tours seraient reliées entre elles par des chaînes sous-marines, disposées de façon à arrêter tout navire qui, malgré leurs feux, tenterait de passer dans un des espaces qui les sépareraient. La tour devrait être en fer, et dans des conditions indiquées qui lui permissent de résister aux plus forts projectiles ; son diamètre devrait mesurer cent pieds anglais, et être d'une hauteur suffisante pour donner place à soixante canons disposés sur deux rangs, comme les batteries d'un vaisseau. Enfin, cette tour opérerait une révolution complète sur elle-même, dans l'espace

de deux minutes, de façon à mettre successivement tous ses sabords en présence du point de tir. A l'épreuve de la bombe, elle offrirait un abri sûr à tous les hommes qu'elle contiendrait. A l'intérieur, sur la tour et dans le massif des fondations, serait ménagé une chambre contenant une machine à vapeur destinée à opérer le mouvement de rotation. Dans le centre de la tour, sous le dôme façonné, et dont le sommet serait disposé de façon à former la chambre du commandant, se trouverait une autre petite tour, tout à fait indépendante de la principale, et qui se mouvrait au moyen d'un mécanisme particulier, à portée de la main du commandant, et tout à fait indépendant du moteur à vapeur.

Le commandant, placé durant l'action sur la plate-forme, et aussi bien protégé que les canonniers, examinerait les mouvements de l'ennemi par une petite ouverture, au moyen d'une lorgnette, et communiquerait ses ordres dans les batteries et à la machine, au moyen d'un système de porte-voix.

L'ingénieur Timby prétendait, avec son système, arrêter les plus puissantes flottes à l'entrée d'un port qui ne posséderait aucun autre moyen de défense.

Nous avons parlé de cette découverte de M. Timby, pour faire voir combien le génie humain est inépuisable, lorsqu'il s'exerce à trouver de nouveaux engins de destruction.

Mais revenons à Charleston.

Le résultat des opérations militaires dirigées par les fédéraux contre cette ville, qui avait donné le signal de la révolte, fut mauvais.

La flotte de l'amiral Dupont était composée d'un vaisseau cuirassé, le *New-Ironsides*, d'une canonnière blindée et de sept monitors, munis d'artillerie de gros calibre. L'amiral ne pouvait songer à s'emparer, avec

sa flottille, de Charleston défendue par 3 000 hommes et vingt kilomètres de batteries convergentes. Il voulait seulement prendre le fort Sumter, mais son escadre fut arrêtée par une chaîne tendue de l'île Sullivon au fort, en un point situé au centre d'un demi-cercle de batteries. Une avalanche de fer les écrase pendant qu'ils essayent de rebrousser chemin ; les monitors eux-mêmes ont leur cuirasse brisée. Le *Passaïc*, le *Nantucket* sont mis hors de combat. Enfin le *Keokuk*, frappé de plus de cent boulets, a sa coque percée en dix-neuf endroits, et sombre en face de l'île Morris. Ainsi se termina cette attaque malheureuse.

Le *Keokuk* était le deuxième navire cuirassé que perdait la marine américaine. Trois mois avant, nous l'avons vu, le terrible *Monitor* avait péri dans un naufrage.

§ III. BATAILLE DE CHANCELLORSVILLE. — MORT DE JACKSON.

Sur le Rappahannock, les hostilités ne reprirent qu'au mois d'avril.

Hooker franchit, le 29 avril, le Rapidan et le Rapahannock, et vint s'établir à Chancellorsville, à quatre lieues de Frédericksburg, avec une grande partie de son armée, 80 000 hommes environ. Par ce brusque changement de position, dont la rapidité avait trompé le général Lee, il menaçait Richmond. Lee, prenant aussitôt l'offensive, attaque avec 50 000 hommes, dirigés par Jackson, l'arrière-garde fédérale commandée par Howard, qui s'enfuit, saisie de panique, au choc inattendu de l'ennemi. Le général Lickles essaye de la ramener au combat avec l'aide du général Pleasanton, qui braque quelques pièces d'artillerie contre les confédérés. Il faut l'arrivée du général

Berry pour rétablir la lutte et reconquérir à grand'-peine le terrain perdu.

Mais Jackson revient le lendemain à la charge.

Les fédéraux le reçoivent vaillamment, et les quarante pièces de canon dont ils disposent portent un ravage affreux dans les rangs des séparatistes, qui perdent dix mille hommes et se retirent (9 mai). De son côté, le lieutenant de Hooker, Sedgwich, s'emparait, après un assaut sanglant, des hauteurs fortifiées du Rappahannock, en avant de Frédericksburg, où Burnside s'était fait battre. Kooker, surnommé cependant le Batailleur (Aghsting Jae), eut le tort de perdre tout un jour au lieu d'attaquer sur-le-champ les confédérés affaiblis. Il donna à Lee le temps de chasser Sedgwich du Rappahannock, et de rejoindre Jackson à Chancellorsville.

Hooker, se voyant pris entre deux feux et menacé de voir ses communications coupées en arrière par les crues du fleuve, ignorant d'ailleurs que Stoneman avait réussi à tourner Lee, se décida à battre en retraite. Malgré les prisonniers qu'il ramenait, il n'en abandonnait pas moins le champ de bataille à l'ennemi, qui put ainsi s'attribuer la victoire (6 mai).

Mais cette victoire, compensée par tant de sang répandu, l'était encore plus pour les confédérés, par la mort de leur meilleur général, le général Jackson « Stonewall. » Il avait été tué dans la soirée du 3 mai, par un de ses propres soldats, qui l'avait pris pour un nordiste. Tacticien habile, célèbre par la rapidité de ses marches, courageux en même temps jusqu'à la témérité, d'un sang-froid merveilleux qui l'avait fait surnommer *Mur de pierre*, Jackson était le héros de la confédération. Ses soldats l'adoraient. Simple et brusque, mais d'une grande bonté, il se faisait obéir d'eux aveuglément. Son unique passion était l'amour

de la Virginie, mais le Sud tout entier pleura sa perte.

Lincoln, en apprenant la défaite de Chancellorsville, défaite qui excita dans le Nord une profonde colère, ne courba point la tête. Il annonça simplement qu'il allait mettre à exécution la loi de conscription votée par le Congrès.

§ IV. PRISE DE WINCHESTER.

Un deuxième échec survint presque aussitôt. Winchester, petite ville située dans la vallée de la Shenandoah, était occupée par le général Milroy, avec 7000 fédéraux, et rien ne leur faisait prévoir une attaque, quand ils se trouvèrent tout à coup entourés par 50000 sudistes, que commandaient Ewell et Longstreet. Ils opposèrent une vive résistance durant deux jours, mais apprenant l'approche de Lee, ils s'empressèrent d'abandonner la ville avec tous les approvisionnements. Pendant cette opération, faite à la faveur des ténèbres, ils rencontrèrent le corps d'armée sudiste de Johnson. Sans même essayer de combattre, ils s'enfuirent, effrayés, dans le plus grand désordre, laissant entre les mains de l'ennemi une centaine de prisonniers.

Le plan de Lee était d'envahir le Maryland, afin de s'emparer de Baltimore ou Washington, et de frapper ainsi un grand coup qui démoralisât les gens du Nord. Mais il fut arrêté dans l'exécution de son projet par la perte de sa cavalerie, commandée par le général Stuart, qui avait offert le combat au général Pleasanton, et s'était fait battre et poursuivre par lui jusqu'à frontière de Pensylvanie, où il demeura séparé de son corps d'armée principal. Les fédéraux avaient, grâce à cette victoire, eu le temps de couvrir Washington.

La Pensylvanie était envahie et ravagée par le général Ewell. Chambersburg était pris. Harrisburg, capitale de l'Etat, menacée; mais les habitants se levèrent à la voix de leur gouverneur Clartin, et au nombre de cent mille, repoussèrent le torrent des confédérés, qui, se repliant sur la frontière, rejoignirent Lee campé entre Chambersburg et Gettysburg. Les fédéraux l'atteignirent rapidement, et les deux armées bivouaquèrent en face l'une de l'autre sur les plateaux qui séparent le bassin de la Susquehannah de celui du Potomac.

En cet instant solennel, à la veille d'une grande bataille, Hooker, doutant de lui-même depuis sa défaite à Chancellorsville, donna sa démission de commandant en chef. Il fut remplacé par un général obscur, Meade.

Dès le lendemain, Meade entrait à Gettysburg, tandis que Lee se dirigeait du même côté, en suivant les bords du Marsh-Creek. Le 30 juin, qui fut la veille de la bataille, Meade publia l'ordre du jour suivant :

« Le commandant en chef ordonne qu'avant l'engagement prochain, tous les officiers parlent à leurs troupes pour leur expliquer l'immense importance du combat qui va être livré. L'ennemi est aujourd'hui sur notre sol. La nation tout entière se tourne avec anxiété vers l'armée et lui demande de débarrasser la patrie de la présence de l'ennemi. Quel accueil nous fera-t-on si nous sommes vaincus? Mais aussi, de quelle joie des milliers de cœurs ne se gonfleront-ils pas en apprenant notre victoire! Il s'agit de nos foyers, de nos autels domestiques. L'armée s'est toujours bravement battue, mais elle se battra avec plus de courage encore, elle se battra avec furie, si l'on sait parler à son cœur. Chaque commandant est autorisé à punir de mort immédiate, quiconque manquera à son devoir à l'heure du péril. »

§ V. BATAILLE DE GETTYSBURG.

La petite ville de Gettysburg occupe dans la partie méridionale de la Pensylvanie le sommet d'un triangle dont la base est formée par une ligne allant d'Harrisburg aux Montagnes-Vertes. Sa population est d'environ cinq mille âmes. Toutes les routes venant de l'ouest, du sud et du nord, convergent vers cette ville. A sa gauche, et à perte de vue, on aperçoit une vallée d'à peu près trois milles de large, extrêmement fertile. Des deux côtés de cette vallée s'élève une suite de collines boisées dont les sommets se trouvent distants les uns des autres d'un quart de mille au plus. C'est sur ces hauteurs que les armées du Nord et du Sud firent leurs dispositions de combat, les fédéraux s'établissant sur les hauteurs situées à l'est de la ville, et les confédérés sur les hauteurs de l'ouest. La bataille de Gettysburg allait se donner. Elle dura trois jours et mit fin à la seconde invasion du Maryland et de la Pensylvanie.

Le 1er juillet, pendant que le gros de l'armée fédérale cherchait à se masser au sud de Gettysburg, le premier corps, commandé par le général Reynolds, traversait la ville au pas de course, la baïonnette en avant, et se heurtait à un quart de mille plus loin, contre les corps confédérés des généraux Hill et Ewell. Presque au début de l'action, le général Reynolds tombait frappé mortellement par un éclat d'obus, et ses troupes se retiraient en désordre vers une des collines les plus élevées, située à l'ouest de la ville, où elles réussissaient à se maintenir contre des forces quatre fois supérieures. Cet engagement, qui ne cessa qu'à la nuit, permit au général Meade de s'assurer de la position des confédérés. Aussitôt il prit ses dispositions, et le lendemain, au point du jour, les

soldats de Lee purent voir l'armée du Nord massée sur les hauteurs qui dominent Gettysburg, à l'est et au sud. L'artillerie, habilement disposée sur les collines de Cimetery-Hill et de Sugar-Loaf, couvrait toutes les approches de ses lignes. La position de l'armée du Nord était excellente, presque imprenable, aussi Meade se décida-t-il à attendre l'attaque. Il eut surtout soin, sentant bien que de sa possession dépendait l'issue de la bataille, de grouper le meilleur de ses forces autour de la colline du cimetière, point central de sa ligne de défense. Si l'armée du Sud avait réussi à s'emparer de cette colline, les fédéraux n'auraient plus dû songer qu'à la retraite, aussi rien n'est comparable à la vigueur avec laquelle cette position fut attaquée et défendue.

Dans la matinée du 2 juillet, les tirailleurs seuls échangèrent quelques coups de feu, mais il n'y avait rien de bien inquiétant pour les lignes dans ces légères escarmouches. A quatre heures de l'après-midi, les confédérés ayant fait un mouvement agressif en avant, le général Silkes ordonna au troisième corps fédéral de marcher à l'ennemi. Une affaire chaude allait s'ensuivre. Le troisième corps, appuyé par une batterie d'artillerie développée sur sa gauche, s'élança au pas de charge sur les colonnes sudistes. Un feu de mitraille l'accueillit. Les hommes tombaient par milliers. Tout le monde allait lâcher pied, lorsque les batteries fédérales, en position sur Cimetery-Hill, ripostèrent par un feu plongeant qui jeta à son tour le désordre dans les rangs des régiments du Sud. A ce moment suprême, Lee, voyant que la victoire allait lui échapper, concentra tous ses efforts sur l'aile gauche des fédéraux, qu'il s'efforça de tourner. Mais il était trop tard. Le général Silkes, accouru au pas de charge à la tête de toutes les troupes placées sous ses ordres, avait

tout culbuté sur son passage. Par cette charge vigoureuse, il avait bientôt regagné le terrain perdu. Le combat n'en continua cependant pas moins pendant trois heures. Des deux côtés on se battait avec un acharnement égal. De temps à autre, les confédérés lançaient à la baïonnette leurs colonnes ivres de rage sur les bataillons unionistes, mais ceux-ci les recevaient avec un feu terrible et les charges les plus désespérées allaient se briser contre des lignes inébranlables.

A la nuit, la bataille fut interrompue. Les confédérés abandonnèrent le champ de bataille en laissant leurs morts et un grand nombre de blessés. « Vers dix heures, a dit un témoin oculaire, le vent dissipa la fumée qui avait obscurci jusque-là l'atmosphère, et la lune vint éclairer un véritable champ de carnage. En face de quelques brigades du Nord, qui s'étaient trouvé protégées par des murs ou par d'infranchissables haies, les morts du Sud étaient entassés par monceaux. Devant le brigade Webb, les cadavres cachaient presque entièrement la terre. »

Dans cette seconde journée, le grand talent du général Meade fut surtout d'avoir admirablement disposé son artillerie. La charge à la baïonnette du général Silkes, dirigée avec un entrain et un à-propos au-dessus de tous éloges, ne contribua pas peu aussi à assurer la victoire.

Le troisième jour, aussitôt que le soleil parut, Meade, sa lorgnette à la main, put voir les troupes du Sud, sous les ordres des généraux Hill et Longstreet, s'avancer en bon ordre pour renouveler la manœuvre de la veille contre son aile gauche. Il arrêta ce mouvement avec son artillerie. Une attaque furieuse contre sa droite ne fut pas plus heureuse. Partout, l'artillerie du Nord arrêtait l'élan des séparatistes. A

onze heures, Meade ayant reçu deux brigades de troupes fraîches, prenait l'offensive et voyait tous les régiments du Sud céder devant cette première attaque. A partir de ce moment, jusqu'à une heure de l'après-midi, le feu se ralentit.

Lee reformait ses masses désorganisées et préparait un nouvel assaut général. C'était la dernière ressource et l'effort suprême de Lee. Ses dispositions prises, il fit attaquer à la fois les deux ailes et le centre des fédéraux. Mais les efforts désespérés de l'armée du Sud devaient échouer contre la solidité des soldats de l'Union, dont le résultat des attaques précédentes avait excité l'enthousiasme autant qu'il avait jeté le découragement dans les rangs de leurs adversaires. Le combat dura cinq heures. Les hommes du Sud firent des efforts désespérés pour entamer l'ennemi, mais inutilement. Les soldats de l'Union ne reculèrent pas d'une semelle, et on les vit pendant tout le temps de la bataille, tout en maintenant un feu de mousqueterie des plus meurtriers, ouvrir leurs rangs avec un ordre parfait pour laisser passer de terribles décharges de bombes, de boulets, de mitraille, d'obus et de boîtes à balles.

Vers six heures du soir, les confédérés, battus sur tous les points, lâchaient pied, en abandonnant, comme ils l'avaient fait la veille, leurs morts et leurs blessés sur le champ de bataille. A peu près vers la fin de l'affaire, Lee, voyant sa déroute imminente, avait envoyé un parlementaire au général Meade, pour lui demander une suspension d'hostilités de quelques heures, afin de pouvoir enterrer ses morts et échanger ses prisonniers. Meade avait répondu en demandant sans conditions la reddition de l'armée du Sud, « et je compte bien, si la lutte continue, avait-il ajouté, en regardant fixement le parlementaire de

Lee, reprendre les fédéraux faits prisonniers sans avoir besoin de les échanger.» Quand le parlementaire était revenu au camp, les confédérés s'étaient empressés de profiter de la nuit pour battre en retraite vers les montagnes.

Ainsi finit la bataille de Gettysburg, qui coûta 42 000 hommes aux confédérés et 20 000 aux fédéraux. Quelques jours après, Lee mettait en liberté sur parole tous les soldats du Nord qu'il avait fait prisonniers.

Ce fut le 4 juillet, jour anniversaire de l'indépendance des États-Unis, que la nouvelle de la victoire de Gettysburg se répandit dans tout le Nord.

Ainsi, la guerre d'Amérique comptait, depuis deux ans, dix grandes batailles : Bull's-Run, Pittsburgh-Landing, Williamsburg, Fair-oack, Gaine's-Hill, Fredericksburg, Murfreesborough, Chancellorsville, Gettysburg.

Dans chacune de ces batailles, chacun des généraux en chef avait à mettre en ligne une armée dépassant 100 000 hommes ; il faut compter aussi une multitude de combats où 60 à 80 000 hommes s'étaient souvent trouvés aux prises.

Tandis que Meade triomphait à Gettysburg, Grant entrait en vainqueur dans Wicksburg, le boulevard des rebelles sur le Mississipi (4 juillet).

Le général Johnston, disposant de trop peu de troupes pour attaquer les fédéraux, avait ordonné à Pemberton d'évacuer Wicksburg. Mais Pemberton refusa, résolu à défendre la ville jusqu'à la dernière extrémité. On ne put lui porter de secours efficace. Le célèbre Mac-Culloch essaya d'enlever le camp fédéral établi à Milli-Ken's-Bend, mais il fut repoussé par les régiments de couleur (6 juin), et le général Price tenta une expédition tout aussi infructueuse sur Helena au nord de Wicksburg. Le 9 juillet, Pember-

ton capitula et les troupes fédérales entrèrent le 4 juillet dans la ville, en jouant l'air national du Sud, pour rendre hommage à la vaillante résistance de la garnison. On trouva dans Wicksburg deux cents canons et cent mille fusils. Les prisonniers étaient au nombre de 30 000.

Port-Hudson tomba également le surlendemain au pouvoir de Banks, qui prit 6000 hommes et 50 canons.

Désormais, par le Mississipi, libre depuis la Nouvelle-Orléans, l'Union enfermait, dans un cercle qui devait se resserrer de plus en plus, la confédération du Sud.

§ VI. ÉMEUTE A NEW-YORK.

Vers le 13 juillet, huit ou dix jours après la glorieuse bataille de Gettysburg et la prise des deux forteresses du Mississipi, une émeute ensanglantait les rues de New-York. Les émeutiers se composaient principalement d'Irlandais, gens de mauvaises passions s'il en existe, fanatiques faciles et forcenés. L'émeute paraissait surtout dirigée contre la population de couleur, car la plupart des maisons habitées par des nègres avaient été envahies, pillées et mises à feu. Des hommes sans défense, des femmes et des enfants avaient été impitoyablement massacrés. On avait vu les émeutiers, ivres de carnage, se ruer sur un cocher nègre, l'arracher de son siége, et, après l'avoir traîné par les jambes à travers les rues, le pendre à un arbre; un feu de paille alimenté par des torches avait été placé au-dessous de la victime; et, pendant qu'elle se débattait dans une atroce agonie, les Irlandais avaient dansé autour de l'arbre en chantant un cantique et en poussant de temps en temps des hurlements sauvages.

Entre autres incidents curieux qui se produisirent pendant ces troubles, on ne peut passer sous silence celui dont l'archevêque de New-York, M. John Hugues, se rendit l'auteur. Dans la journée du 16 juillet, on vit affiché à profusion dans New-York l'appel suivant.

« *Aux hommes de New-York que quelques journaux appellent des émeutiers.*

« New-York, 16 juillet 1863.

« Hommes! retenu chez moi par un violent rhumatisme, il m'est impossible d'aller à vous, mais il n'y a pas de raison pour que tous, tant que vous êtes, vous ne veniez pas me rendre une visite. Venez demain, vendredi 17 juillet, à deux heures, ldevant ma maison, au coin nord-ouest de l'avenue Madison et de a trente-sixième rue. J'aurai un discours tout prêt pour vous. Il y a devant ma maison un grand espace libre où vous pourrez vous tenir, et je vous adresserai la parole du coin de mon balcon. Comme il m'est impossible de me tenir debout, vous me permettrez de rester assis pour vous parler : ma voix est plus forte que mes jambes. Je prends sur moi de vous garantir que pendant que vous viendrez me faire votre visite, ou pendant que vous vous retirerez, vous ne serez troublés par l'apparition d'aucune force municipale ou militaire. Vous qui êtes catholiques, ou ceux d'entre vous qui le sont, vous avez le droit d'aller rendre visite à votre évêque sans être inquiétés.

« John Hugues,

« *Archevêque de New-York.* »

En effet, le 16, à deux heures, quatre ou cinq mille personnes se trouvaient au rendez-vous de l'avenue Madison. Alors M. Hugues avait paru sur son balcon revêtu de ses habits pontificaux, et avait prononcé un long sermon tout rempli d'anecdotes et de bons conseils.

Mais le pieux homme s'y était pris trop tard. Le mal était fait. Dans les journées du 13, du 14, du 15 et

dans la matinée du 16, la populace irlandaise avait eu le temps de donner libre carrière aux instincts stupidement féroces qui la caractérisent. A New-York, dans la cinquième avenue, l'un des beaux quartiers de la ville, l'hospice des jeunes orphelines de couleur, qui est le plus bel établissement de bienfaisance de la cité, avait été envahi par une foule de trois à quatre mille émeutiers, parmi lesquels on comptait beaucoup de femmes et d'enfants.

Cet asile avait été attaqué le 14 juillet, vers quatre heures de l'après-midi. Aussitôt que la populace, ayant à sa tête quelques meneurs, avait fait mine de se diriger du côté de l'orphelinat, le directeur de l'établissement, prévenu en toute hâte de l'arrivée du flot et de ses desseins hostiles, avait fait arborer le drapeau blanc, et, accompagné de quelques personnes courageuses, il s'était présenté devant la foule pour faire appel à des sentiments qu'elle méconnaissait dans une heure d'égarement; il lui avait exposé, en des termes faits pour attendrir les hommes les plus durs, qu'elle allait détruire le seul asile de plus de mille pauvres petits nègres orphelins. Mais la foule était restée sourde à la voix d'un honnête homme,sourde à des paroles de conciliation et de miséricorde. Des volées de pierres et de morceaux de briques avaient été sa seule réponse. Le drapeau blanc avait été abattu, déchiré, foulé aux pieds, et quelques minutes plus tard, l'hospice envahi. Il se passa alors des scènes d'horreur indescriptibles. Ces dévots Irlandais, ces fidèles enfants de la charitable Église, ou pour mieux dire ces brutes, pillèrent, incendièrent, puis brisèrent, mirent en pièces ou lancèrent dans la rue, par les fenêtres, tous les objets qu'ils n'auraient pu emporter. On aurait encore pu se croire à Pérouse, le jour du pillage de cette ville par les troupes pontificales.

Quand vint le tour de l'édifice, on vit des groupes d'hommes presque nus, couverts de sang, n'ayant plus la force de se tenir debout, se ruer dans la rue. D'autres groupes, des torches à la main, les manches de la chemise retroussées, et comme devenus fous, allumaient l'incendie de tous côtés, aux grands trépignements de joie des femmes et des enfants, dignes femelles et dignes petits de cette nuée d'Irlandais assassins, incendiaires et pillards.

Lorsque l'incendie fut allumé, un courageux citoyen, l'ingénieur Decker, s'élança à la tête de quelques personnes pour l'arrêter. Il réussit d'abord à éteindre les flammes, mais elles s'élevèrent bientôt en colonnes épaisses sur un autre point. M. Decker poursuivit avec ardeur sa tâche si bien commencée, et ses efforts, ainsi que ceux de ses braves et dévoués compagnons, furent une seconde fois couronnés de succès. C'était trop de dévouement accompli sous les yeux de forcenés. Les Irlandais irrités, et craignant que l'hospice n'échappât à l'incendie, voulurent se saisir de l'ingénieur Decker, et sans l'intervention de ses amis, des employés et de plusieurs pompiers, cet homme courageux eût infailliblement péri. S'il échappa à la mort, lorsqu'on l'arracha au lieu de la lutte, il était néanmoins couvert de blessures.

Enfin, l'asile, ce bel établissement, situé dans la cinquième avenue et entouré de jardins, et qui occupait tout l'immense espace compris entre la quarante-troisième et la quarante-quatrième rue, fut totalement brûlé. Pendant le pillage, le massacre des employés et l'incendie, les orphelins des deux sexes, au nombre de mille, avaient eu heureusement le temps de fuir, par une porte donnant sur la sixième avenue. Les émeutiers avaient conçu l'horrible projet de brûler ces enfants. Mais un seul d'entre eux le fût vif. Les

autres furent recueillis dans les stations de police les plus voisines, et le lendemain on les conduisit à l'arsenal de la septième avenue, où des milliers de nègres, poursuivis par l'émeute, avaient déjà reçu asile et protection. Trois jours après, lorsque l'émeute, après s'être livrée aux débordements les plus ignobles, fut vaincue, tous les nègres réfugiés à l'arsenal furent embarqués sur deux grands bateaux à vapeur qui s'éloignèrent aussitôt à toute vitesse.

Les pertes causées par le pillage furent évaluées à 2 500 000 fr.

§ VII. LES COPPER-HEADS.

Quelques émeutes, bien vite comprimées, troublèrent en même temps Baltimore, Boston et plusieurs autres villes, comme si le mot d'ordre eût été donné par les Copper-heads. (Copper-heads ou serpents à tête cuivrée, est le nom que se donnaient à eux-mêmes les démocrates du Nord, partisans perfides de la paix.)

Cependant M. Jefferson Davis venait d'envoyer vers le président Lincoln, le vice-président de la confédération du Sud, M. Alexander Stephens. La mission de ce personnage demeura inexpliquée, car il ne fut pas admis à Washington. On présume que, confiant dans une victoire de Lee, Davis proposait un traité de paix à Lincoln, lorsque les défaites de Gettysburg et de Wicksburg vinrent donner à ses espérances le plus cruel démenti, douleur qui fut encore aggravée par le rejet, à la Chambre des communes de Londres, de la motion de M. Noebuck, tendant à faire reconnaître les États confédérés. Les pertes du Sud en hommes se montaient alors à 200 000. La dette était de trois milliards.

§ VIII. DEUXIÈME ATTAQUE DE CHARLESTON. PRISE DE L'ILE MORRIS.

L'échec de l'amiral Dupont devant Charleston n'avait point découragé les Nordistes. Le 10 juillet, l'amiral Dalhgren, soutenu par les troupes de débarquement du général Gillmore, bombarda l'île Morris, tandis que les soldats de terre se glissaient d'îlots en îlots jusqu'à l'île Folly, sur laquelle ils dressèrent une batterie en face même de Morris qui, surprise, tomba en leur pouvoir. On donna aussitôt l'assaut au fort Wagner, où l'ennemi s'était replié; mais en dépit de l'élan des régiments nègres qui, commandés par Robert Shaw, se firent tuer 1 200 hommes et leur chef, on dut renoncer à cette capture, évacuer même Morris, où la position était dangereuse.

Le 17 août, l'attaque fut reprise par Gillmore contre les forts Sumpter et Wagner, tandis que Dolghren bombardait les forts Gregg et Sullivan. Les forts Wagner et Gregg, au bout de huit jours, pendant lesquels ils avaient reçu sans relâche des boulets de 200 kilogrammes, n'offraient plus qu'un amas de ruines. Les confédérés les évacuèrent et Gillmore, les investissant, s'occupa de les reconstruire afin de bloquer complétement le port de Charleston, dont l'entrée est commandée par l'île Morris, désormais en son pouvoir.

Il tenta vainement un coup de main sur le fort Sumpter, dont la prise aurait eu un effet moral plutôt qu'un résultat matériel, car le fort se trouvait sous le feu de vingt batteries de la côte. Mais le but de l'expédition était obtenu. L'entrée de la ville était fermée par la mer.

Examinons maintenant les opérations des armées — qui sont ainsi divisées : — à l'est, armée du Potomac;

à l'ouest, armée du Mississipi ; au centre, armée du Tenessee.

§ IX. BATAILLES DE CHATTANOOGA.

Grant, sur le Mississipi, était tombé malade et n'avait pu commencer ses opérations. Il expédia seulement Steele et Davidson dans l'Arkansas avec mission de reprendre la capitale de cet État, occupée par la général Price. Ils y réussirent (10 septembre) et non-seulement s'emparèrent de Little-Rock, mais encore repoussèrent les confédérés jusqu'aux frontières de la Louisiane et du Texas. — Mais toutes ces provinces, surtout le Kansas et Missouri, étaient infestées de brigands qui, sous prétexte de servir la cause du Sud, assassinaient et pillaient.

Rosencranz, dans le Tenessee, était resté longtemps inactif après la bataille de Murfreesborough... Dès qu'il eut appris le succès de Grant à Wicksburg, il s'ébranla, tourna le corps d'armée de Braxton-Bragg et le força de battre en retraite jusqu'à Chattanooga.

Chattanooga, est une petite ville située aux confins de la Caroline du Nord, de l'Alabama, de la Géorgie et du Tenessee. C'est en ce lieu que se croisent toutes les grandes lignes ferrées du Sud ; sa possession était donc d'un grand intérêt pour les deux partis.

Rosencranz en commença le bombardement le 21 août, tandis que le gros de son armée occupait les hauteurs dominant la ville. Mais Bragg, sans coup férir, évacua Chattanooga.

Burnside au même instant venait de s'emparer de Knoxville, et d'occuper le défilé de Cumberland (Tenessee), il devait de là opérer sa jontion avec Rosencranz. Celui-ci, au lieu de l'attendre, s'avança vers la Géorgie, quand il fut atteint par les généraux sudistes Bragg et Longstreet. Les fédéraux étaient divisés

en trois corps : à droite, le général Mac-Cook ; au centre, Crittenden ; à gauche, Thomas. La bataille commencée le 19 novembre dans la vallée de Chickamanga se continua le 20, l'attaque portant surtout contre l'aile gauche fédérale. Celle-ci tint ferme, mais les confédérés ayant réussi à la séparer du centre, coupèrent en deux l'armée fédérale qui se débanda et s'enfuit à Chattanooga. Thomas résistait toujours; Longstreet essaya de le tourner, mais la réserve unioniste le repoussa après un conflit sanglant, et Thomas se retira en bon ordre le surlendemain dans Chattanooga. 30,000 hommes avaient succombé.

Le général Bragg investit la ville aussitôt de tous côtés, coupant toutes ses communications et la menaçant de la famine, qui bientôt sévit horriblement. Aux propositions de capituler, Thomas répondit : « Quand je n'aurai plus de pain. »

Grant, Hooker et Sherman reçurent de Washington l'ordre de délivrer la ville. Hooker arriva le premier et délogea l'ennemi des hauteurs de Lookout, après trois jours de combat.

Sherman et Grant arrivèrent peu après et livrèrent une bataille rangée à l'armée rebelle entre Missionary-Ridge et Lookout, les deux hauteurs qui dominent l'entrée de la vallée où Chattanooga est bâtie. Hooker s'empara seul de la première, et toute l'armée fédérale entoura la seconde. Bragg, attaqué en flanc, en tête et en queue, fut culbuté avant d'avoir pu même se servir de son artillerie, 40 pièces de canon, qui restèrent aux unionistes. Les pertes ne s'élevèrent pas à plus de 4,000 hommes.

En même temps, Longstreet, qui, après l'engagement de Chickamanga, s'était rejeté sur Knoxville dans l'espérance d'en chasser Burnside, était repoussé, malgré un grand sacrifice d'hommes.

Partout, dans le Tenessee, la victoire demeurait aux fédéraux.

Au Texas, la brigade de Banks s'était emparée de Brownsville dont la prise arrêtait le commerce sudiste dans cet État et dans la Louisiane.

La campagne de 1863 était finie.

§ X. LE MESSAGE.

Le président Lincoln, malgré l'heureuse terminaison de cette campagne pour les armes de l'Union, n'abusa point de ses succès. Par une proclamation, en date du 9 novembre, il invitait les États rebelles conquis à rentrer dans le sein de l'Union, leur accordant amnistie pleine et entière, excepté toutefois aux chefs confédérés et aux meneurs sur lesquels il se réservait de statuer. La seule condition imposée était de donner leur parole de maintenir la constitution des États-Unis et de reconnaître tous les actes du Congrès concernant l'émancipation des noirs.

Les États conquis étaient le Tenessee, l'Arkansas, la Louisiane, la Géorgie, la Floride, la Caroline du Sud et une partie de la Caroline du Nord.

Dans son message, il annonçait que la France et l'Angleterre avaient refusé l'entrée de leurs ports aux corsaires, grave sujet de contestation en 1862, que 500,000 nègres avaient été enrôlés au service du Nord et par leur courage s'étaient élevés à la hauteur des blancs.

Son discours se terminait par ces paroles :

« Tant que j'occuperai ma position actuelle, je n'essaierai jamais de rétracter ou de modifier, l'édit d'émancipation, et je ne permettrai point qu'aucune personne libérée par cet édit ou par les actes du Congrès soit ramenée en esclavage.

De son côté, le président Jefferson Davis, déployant une confiance et une outrecuidance extraordinaires, disait à son armée : « Soldats, un succès assuré couronnera notre sainte lutte pour la liberté, l'indépendance et tout ce qui rend la vie chère à des hommes honorables. »

Et cependant, ses armées n'avaient essuyé que des échecs, ses finances étaient dans un désarroi tel qu'on avait dû recourir à un emprunt de cinq milliards 400 millions, et imposer une taxe de 5 pour 100 sur toute les propriétés du Sud.

Mais le congrès de Richmond, ainsi que celui de tous les États rebelles, vota ces mesures par acclamation et décida la guerre à outrance.

CHAPITRE VII

CAMPAGNE DE 1864

Ulysse Grant. — Expéditions diverses. — Opérations de l'armée du Potomac. — Bataille de Wilderness. — Les prisons de Richmond. — Exécution de soldats confédérés. — Combat de l'*Alabama* et du *Kearseage*. — Opérations de l'armée du Mississipi — Prise d'Astanta. — Siége de Pétersburg. — La *Florida* et le *Wachussett*. — Suite des opérations de Sherman. — Bataille de Nashville, prise de Savannah. — Réélection du président Lincoln.

§ I. ULYSSE GRANT.

Au printemps de 1864, le général Meade passa le Rapidan et se dirigea à grandes journées sur Richmond tandis que le général Kilpatrick essayait de couper les chemins de fer confédérés qui aboutissent à cette ville. Meade, par sa célérité, arriva sous les murs même de Richmond, sans que Lee ait eu le temps de se replier sur elle. Mais cette pointe hardie ne pouvait avoir un grand résultat. Les troupes sudistes accoururent promptement et Meade fut forcé de se retirer (27 février).

Le gouvernement de Washington, fatigué de toutes ces escarmouches et marches inutiles, résolut de frapper un coup décisif et pour donner plus de cohésion aux mouvements de ses armées, mit à leur tête, en qualité de général en chef, Ulysse Grant, le héros de Wicksburg.

Grant, né le 27 avril 1822, à Point-Pleasant, dans l'Ohio, était entré en 1839 à l'École militaire de West-Point, dont il sortit sous-lieutenant dans le 4ᵉ régi-

ment d'infanterie. Il fit, avec le général Scott, dans la division Taylor, la campagne du Mexique, assista aux batailles de Talo-Alto, de la Palma, de Monterez, de Chapultepec, y conquit ses grades de lieutenant et de capitaine. Après la fin de la guerre, fatigué de la vie oisive de garnison, il quitta le service, devint agriculteur dans l'Illinois, puis directeur d'une corroierie, à Saint-Louis. Lorsque la guerre éclata entre le Nord et le Sud, il s'offrit à l'Union et le gouverneur Yakes le nomma colonel du 24e régiment de volontaires de l'Illinois. Il avait été nommé général peu après et major général après la prise du Sidet-Donelson (Tenessee), dent il s'était emparé en 1862, de concert avec l'amiral Foot.

A ce siége, les confédérés ayant hissé le drapeau blanc et demandé à capituler sans condition, il leur avait fait répondre qu'ils devaient se rendre à discrétion ou que l'assaut serait donné sur-le-champ. Cette réponse lui valut le surnom qu'il conserva de : Un Conditional Surrenger Grant (celui qui ne fait pas de conditions). Il se distingua plus tard à Pittsburg-Londing, près de Corinthe ; mais la prise de Wicksburg avait mis le comble à sa popularité.

Aussi nul protesta contre le titre de lieutenant général qui lui fut conféré par le Congrès sur la proposition de Lincoln. Ce titre n'avait jamais été porté que par deux hommes, George Washington et Winfield-Scott.

Grant prit en main l'armée du Potomac et confia celle du Mississipi à Sherman. Son premier soin fut de réarganiser l'état major et de faire reconnaître, à l'aide d'expéditions envoyées sur tous les points, l'état des forces conférédées.

Ainsi Sherman, traversa tout le Mississipi en détruisant les chemins de fer, et s'arrêta aux frontières de

l'Alabama, parce que la cavalerie qui le devait rejoindre avait été dispersée en route par les bandes sudistes de Soriest. En Virginie, le général Kilpatrick détruisit également les voies ferrées autour de Richmond Dans la Floride, Gillmore s'empara de Jacksonville et de tout le cours du fleuve Saint-John, mais un de ses lieutenants, Seymour, fut surpris par les confédérés à Olustee et mis en déroute complète.

A l'ouest du Mississipi, les généraux Banks, Smith accomplissent la mission que Sherman accomplissait à l'est. Ils s'emparent de plusieurs batteries établies sur le fleuve, occupent Alexandrie et continuent leur marche jusqu'au Texas. Mais au moment où ils s'y attendaient le moins, dans les bois de pins de Sabine-Cross-Roads, leur armée est surprise par le général sudiste Birby-Smith (8 avril). Saisis d'une panique soudaine, les unionistes s'enfuient de tous côtés, laissant quelques régiments à peine soutenir le choc, lesquels furent obligés de battre en retraite à leur tour, après avoir perdu 2,000 hommes. Toutefois, cette résistance avait permis aux fuyards de se rallier sur les collines de Pleasant-Kill, et les confédérés, le lendemain, voulant renouveler l'attaque, furent repoussés avec perte. Le général Banks n'en continua pas moins son mouvement de retraite, privé qu'il était d'approvisionnements. L'amiral Porter le suivait, avec sa flottille, quand le manque d'eau le fit échouer sous le feu même de Birby-Smith et du corps esclavagiste commandé par un Français, le prince de Polignac. Ce fut le colonel Bailey qui sauva la flotte en construisant un barrage en amont et dans le milieu du barrage une ouverture par où les eaux, précipitées en courant rapide, soulevèrent les bâtiments et les portèrent jusqu'au point navigable.

§ II. OPÉRATIONS DES CONFÉDÉRÉS.

Cependant, les confédérés ne restaient point inactifs, Lee élevait autour de Richmond des fortifications puisqu'à 80 milles de distance.

Dans le Kentucky, Forrest, ancien marchand d'esclaves, devenu général, s'emparait de la ville de Paducah, qu'il mettait au pillage ; mais de la ville seulement, car le fort, défendu par des nègres, ne put être enlevé et force fut aux sudistes de battre en retraite. Ils se jetèrent alors sur le fort Pillow, construit sur la rive gauche du Mississipi et défendu par 500 hommes avec 4 canons.

Malgré ce peu de défenseurs, le fort résista tout un jour ; mais leur commandant ayant été tué, et les munitions étant épuisées, on ne put repousser l'assaut. La garnison mit bas les armes ; l'infâme Forrest n'accorda aucun quartier, les blessés furent massacrés à coup de crosse, les malades égorgés dans leurs lits, les ambulances incendiées, les fuyards poursuivis jusque dans le fleuve, ceux qu'on prit furent enterrés vifs. Les femmes et les enfants furent torturés et mis à mort. Quelques blessés laissés pour morts racontèrent cette boucherie dont Forrest osa tirer vanité. Son œuvre faite, il détruisit les remparts du fort et s'enfuit à la hâte, apprenant l'arrivée des généraux nordistes Grierson et Sturgis.

Dans la caroline du Nord, le général sudiste Hokle, s'empara de Plymouth, dont les fortifications commandent en partie le détroit d'Albemarle, conquis en 1861 par les fédéraux.

§ III. BATAILLE DE WILDERNESS.

L'armée du Potomac s'ébranla le 4 mai au soir vers

Richmond, tandis que Sherman, pénétrait en Georgie, se dirigeant vers Atlanta. — Les deux armées avaient enfermé dans un cercle infranchissable le centre militaire des Etats esclavagistes.

L'armée de Grant se divisait en trois corps, le corps principal sous les ordres de Meade devait marcher en droite ligne sur Richmond, l'aile droite commandée par Butler devait se diriger par le sud-est sur le même point, tandis que l'aile gauche commandée par Siegel, remontait la vallée de la Shennadoah.

Le soir du 4 mai, Grant et Meade traversent sur un pont de bateaux le Rapidon, affluent du Rapahannock, qui les sépare de l'armée de Lee, campé un peu plus à l'est. Le 5 mai, les éclaireurs apprirent à Grant que les confédérés approchaient et son premier soin fut de faire couronner les hauteurs qui dominent la route. On se trouvait alors dans les solitudes sauvages de Wildernen, semées de fourrés inextricables. Lee se lance avec toutes ses troupes sur la droite des fédéraux commandée par Sedgwich. Sedgwich les reçoit avec un feu terrible de mousqueterie et soutient choc jusqu'au soir, sans reculer d'un pas. Les confédérés se retirèrent, opérant un mouvement de conversion rapide, afin de couper la route au général Hancock qui arrivait renforcer Grant. Mais la division Getty empêcha ce mouvement, et la bataille continua jusqu'à la nuit.

Le 6 mai, vendredi, Lee reprit l'attaque, cette fois sur le centre et la gauche, mais impuissant à les rompre, il se rejeta sur la droite, épuisée par le combat de la veille. Sedgwich faillit, et quelques bataillons se débandent, mais il est promptement secouru ; la lutte devient acharnée, le général Wadsworth est tué, le général Webb blessé, dans les rangs du Nord ; le général sudiste Jones succombe aussi la nuit. La nuit

vient suspendre le combat demeuré indécis, mais qui avait coûté 20,000 morts.

Pendant cette nuit, Grant fit changer de front à son armée et se prépara à commencer l'attaque de Lee sur le flanc droit. Mais au jour, Lee voyant la position bien établie de Grant, préféra battre en retraite et changer de champ de bataille (samedi 7).

Grant le poursuivit immédiatement jusqu'à Spoksylvania, sans autre incident qu'une escarmouche de cavalerie à Todd's Tavern. Le dimanche 8, les deux armées étaient de nouveau en présence, et Grant attaquait l'ennemi sur le champ; après trois assauts, les premiers retranchements confédérés furent enlevés au prix de 1 500 hommes, mais Lee tenait toujours dans le village de Spoksylvania et sur la vallée du Pô. Le 9 mai, aucun engagement sérieux ne s'effectue avant le soir. Le général Sedgwich qui s'était illustré les jours précédents tombe frappé mortellement à la tête de sa division. Hancock parvient à franchir le Po, et menace les derrières de Lee.

Le 10, la bataille recommence. Les confédérés reprennent l'offensive, ils sont repoussés dans les bois très-épais qui garnissent les hauteurs. Les fédéraux tentent l'assaut, soutenus par une forte artillerie. Le feu prend à la forêt, le champ de bataille devient un immense brasier, au milieu duquel le combat ne s'arrête point. Burnside enfonce le cercle des séparatistes formés en triangle, leur prend trois brigades et quatre pièces de canon, et s'établit dans les retranchements occupés encore le matin par le général Lonstreet. Le 11 les deux armées se reposent; Grant pendant la nuit suivante donne à Hancock qui commandait la droite, l'ordre de se porter avec toutes ses troupes sur la gauche et de cerner silencieusement les brigades Johnston et Stonewall (celle que jadis

commandait Jackson). Le 12 matin, Hancock fait jouer son artillerie, culbute ces deux brigades et les fait en grande partie prisonnières. Les confédérés furieux se portent sur le centre des fédéraux, mais leur élan vient se briser contre la solidité de l'ennemi. Ils sont forcés pendant la nuit de battre en retraite et d'évacuer Spoksylvania, d'où ils se portent sur le North-Anna, affluent du Pamunkey.

Grant écrivit le soir même à Washington : « Le huitième jour de la bataille se termine laissant entre nos mains trois à quatre mille prisonniers et plus de trente pièces de canon.

Nous n'avons pas perdu de corps, pas même une compagnie, tandis que nous avons détruit et pris une division, une brigade et un régiment ennemis. »

Durant ces huit jours de marche et de combats incessants les fédéraux avaient montré que le progrès ils avaient fait depuis le début de la lutte. Peu de guerres offrent l'exemple d'un courage et d'une ténacité semblable.

Toutefois la guerre est loin de s'effectuer encore d'après les principes de tactique européenne. Voci ce que dit à ce sujet le colonel Éméric Szabad, officier d'état-major de Grant ; dans son histoire encore inédite de la guerre des États-Unis.

« Tandis que la grandeur et la variété de nos engins de guerre dénotent toute la perfection de la science moderne, nos batailles et nos rencontres, non moins que les scènes d'horreur qui les ont marquées vous reportent aux temps du moyen-âge. C'est ainsi que de gros détachements, comprenant parfois des soldats de trois armes, sont envoyés au loin, en plein territoire ennemi, loin de la base d'opération et de la ligne de retraite, pareil à des caravanes armées, afin de détruire les propriétés des ennemis ou leurs chemins

de fer. D'un autre côté, des armées nombreuses sont expédiées en d'énormes wagons d'un point à un autre du vaste théâtre de la guerre, comme s'il s'agissait de simples passagers pour aller livrer un combat acharné dans quelque bois obscur ou quelque sombre marais. En un clin d'œil, les carabines, les revolvers, les pistolets à sept coups, les fusils Parrot crachent leur charge de plomb. Les hommes tombent morts ou mutilés, les arbres fracassés craquent, l'horizon s'obscurcit et la victoire est enfin complète ; c'est-à-dire que chaque parti est vainqueur. Dans bien des cas, on trouve ce triste résultat ; pertes énormes, victoire douteuse. Si l'un ou l'autre obtient un avantage marqué, c'est généralement par surprise et le seul fait que ces surprises ne sont pas rares, prouve suffisamment combien sont imparfaites la tactique et la discipline de nos armées.

« Les troupes servent au combat, soit en ligne, soit en colonnes, avec un cynique dédain de la topographie. Il importe peu que le terrain soit une plaine, un bois ou une montagne. Il est de règle que la cavalerie ait ses défaites et ses triomphes particuliers ; elle mène une existence à part et l'on voit souvent des charges désespérées qui durent tout un jour en pure perte. Cependant la cavalerie américaine est une arme splendide et l'on aurait pu en user avec plus de profit. »

Tandis que Grant s'avançait ainsi petit à petit vers Richmond, le général Butler opérait au sud-est. Il trompa l'attention des confédérés en exécutant des grands travaux près de West-Point sur le Yorck-River, dont les bords étaient mal gardés, s'empara, sans perdre un seul homme, de tous les forts établis sur le fleuve de City-Point, et de toute la péninsule de Bermuda-Hundred au sud-est de Richmond. De ce point, défendu à l'ouest par des marécages, au

nord et à l'est par le James-River, au sud par l'Appomatox, et les fortifications connues sous le nom de Fort-Darling, il menaçait le chemin de fer de Pétersburg à Richmond, sans craindre beaucoup pour lui-même.

Pendant ce temps, l'armée du général Siegel, qui était divisée en trois colonnes sur une étendue de plus de cent milles, descendait avec un de ces détachements dans la vallée de la Shennadoah, dans l'intention de se rapprocher du chemin de fer central de Virginie. C'était, nous l'avons vu, l'ordre donné par Grant. Mais il fut rencontré par le général rebelle Freckenridge qui le défit et le força à battre en retraite ; événement fatal sans doute, bien que la faute principale consiste à n'avoir pas dès le début, concentré dans la Virginie occidentale toutes ses forces afin de menacer puissamment le flanc gauche de l'ennemi. Après ce désastre, les troupes furent placées sous les ordres du général Hunter qui, au lieu de les diriger sur Richmond, leur fit faire inutilement des marches de plus de cent milles à l'ouest pour couper des chemins de fer et maintes opérations de peu d'importance.

Cependant Grant, après avoir attendu quelque temps ses approvisionnements se remit à la poursuite de Lee. N'ayant pu forcer le passage de la North-Anna, en présence de l'ennemi, il se porta vers la gauche par un mouvement oblique et traversa le Pamunkey, tributaire de l'Yorck, d'où reprenant sa marche vers le Sud, il atteignit Hanoverton. En cet endroit,le chemin de fer était coupé et l'armée dut être transportée par le Yorck-River. Une marche encore et les troupes fédérales arrivaient au lieu où deux ans plus tôt elles avaient combattu sous le général Mac-Clellan. Cette marche s'effectua bientôt. Quinze milles

seulement et le Chickahoming séparaient l'armée de Richmond. Une marche faite jusqu'à Cold-Herbor diminua encore la distance de cinq milles. L'ennemi se trouvait là, campé derrière de solides retranchements. Le général Grant se décida à l'attaquer (30 mai). Un combat sanglant s'ensuivit, les fédéraux se précipitèrent à plusieurs reprises sur l'ennemi et ne purent réussir à rompre ses lignes. Alors le général Grant se décida à transporter l'armée entière sur la rive méridionale du James-River, au lieu de joindre l'armée de Butler. Il parvint à s'établir enfin dans la péninsule comprise entre le James-River et l'Appomatox, d'où il menaçait Pétersburg.

Mais cette opération ne s'accomplit point sans de grandes pertes subies dans de nombreux escarmouches où beaucoup de fédéraux tombèrent aux mains de l'ennemi, et s'il était triste pour eux d'être tués ou blessés, le plus grand malheur peut-être qu'ils eussent à craindre était d'être faits prisonniers.

§ IV. LES PRISONS DE RICHMOND.

Les fédéraux capturés étaient jetés sur l'îlot de Belle-Isle, près de Richmond, entassés au nombre de plusieurs milliers. Tandis que les prisonniers sudistes, étaient, dans le nord, l'objet de bons traitements, qu'ils recevaient une nourriture abondante, de l'eau-de-vie, des rations de tabac, les fédéraux, étaient traités au Sud avec la plus grande inhumanité. Ils étaient couverts de haillons, on voyait les malheureux se traîner en proie à la fièvre et à la faim, n'ayant pour tout abri que des gîtes exposés aux intempéries de l'air. Encore devaient-ils se les construire eux-mêmes. Chaque jour les maladies faisaient de grands ravages

parmi eux et les mourants étaient encore moins à plaindre que les survivants.

§ V. EXÉCUTION DE SOLDATS CONFÉDÉRÉS.

Les chefs confédérés n'étaient guère plus humains pour leurs propres soldats.

J'ai été témoin, nous a écrit un des rédacteurs de l'*Echo du Pacifique*, d'une scène dont l'horreur ne sortira jamais de ma mémoire. C'est l'exécution de seize hommes condamnés par une cour martiale.

Lorsque j'arrivai sur le lieu de l'exécution, je trouvai la division du général Stevenson sous les armes, formant les côtés d'un vaste carré. En face, seize poteaux étaient dressés, un cercueil était placé au pied de chacun de ces poteaux; et derrière une fosse était creusée. Un roulement de voitures annonça bientôt l'approche des condamnés; ils arrivaient en effet montés sur quatre wagons. A l'exception d'un seul qui sanglotait, tous paraissaient calmes et indifférents à ce qui allait se passer.

Sur l'ordre du général, ils furent mis en ligne; plusieurs chapelains s'avancèrent vers eux pour les engager à reporter une dernière fois leurs pensées vers Dieu.

La lecture du psaume 23 commença : elle fut suivie d'une prière à haute voix qui parut émouvoir fortement les condamnés; après quoi le général Reynolds leur demanda s'ils avaient quelque chose à dire; pendant quelques minutes il conserva la parole pour leur faire sentir la gravité de leur faute et l'obligation pour la société d'en faire justice pour en éviter le retour dans l'armée. Quelques-uns avouèrent avoir agi sans réflexion, un autre par dépit d'avoir été cassé de son grade à Missionary-Ridge, un autre enfin

avait déserté à cause de sa famille, qui n'attendait que de lui son pain quotidien. Plusieurs soldats sortirent avec permission de leurs rangs, et vinrent dire adieu à ces malheureux, dont quelques-uns étaient leurs parents, leurs amis.

Dans ce moment, à l'exception d'un seul qui resta calme jusqu'au bout, chacun des condamnés offrait un spectacle déchirant ; les sanglots s'échappaient de leurs poitrines, tous se tordaient et pleuraient. Le général se tourna vers eux et leur dit d'une voix qu'il s'efforçait de rendre ferme : « Puisse Dieu avoir pitié de vos âmes ! » Il s'éloigna vivement ensuite, laissant ces hommes aux mains des soldats qui les attachèrent à leurs poteaux respectifs.

Un peloton de cent vingt hommes s'avança alors ; un officier marchait sur le côté, tenant un mouchoir blanc pour commander le feu silencieusement. On vit comme un frisson agiter le corps des condamnés, lorsque cet officier, pour signifier à ses hommes de s'apprêter, éleva le mouchoir.

Le craquement des batteries de cent vingt fusils, produisit un effet galvanique sur tous les assistants. La respiration s'était arrêtée dans ma poitrine, mes yeux ne pouvaient se détacher du fatal mouchoir qui en s'abaissant devait donner le signal de mort attendu par les victimes. Le mouchoir s'abaissa, une détonation se fit entendre ; deux hommes seuls étaient tombées privés de la vie, les autres se tordaient dans les convulsions de la souffrance et de l'agonie, et poussaient des cris déchirants pour demander qu'on les achevât vite.

En cet instant, un jeune soldat s'avança, son fusil à la main, vers une des victimes pour l'achever. Pauvre jeune homme ! au moment de décharger son arme un sanglot sortit de ses lèvres ; il plaça néanmoins le

canon du fusil sur la poitrine du blessé et fit feu en détournant la tête. La garde prévotale s'avança pour finir l'œuvre si mal commencée. Le cœur brisé, la gorge oppressée, je remontai à cheval et m'éloignai vivement. Une forte détonation annonça bientôt que tout était terminé.

§ VI. COMBAT DE L'ALABAMA ET DU KEARSEAGE.

Sur ces entrefaites un combat naval avait lieu, près de la rade de Cherbourg entre un corsaire du Sud et une corvette fédérale.

L'Alabama, dont les déprédations et les captures opérées sur quarante-six navires marchands des États-Unis, avaient causé au Nord un grand dommage se trouvait à Cherbourg le 11 juin 1864, afin de réparer quelques avaries, lorsque le *Kearseage* qui depuis longtemps le poursuivait arriva en face de la rade et croisa, en l'attendant.

M. Semmes, capitaine de l'*Alabama* fit prévenir M. Winslow, commandant du croiseur, qu'il lui livrerait combat dès que ses réparations seraient terminées.

L'*Alabama* était une corvette, jaugeant 1040 tonneaux et monté par 120 hommes. Il était armé d'un canon rayé de 68, d'un canon de 100, et de six canons de 32.

Le *Kearseage* ne jaugeait que 0031 tonneaux ; son armement se composait de deux canons de 150, à pivots, de quatre de 32 et d'un de 30,son équipage était de 157 hommes.

Ce fut le 18 que l'*Alabama* sortit du port de Cherbourg, accompagné de la frégate cuirassée la *Couronne* qui le conduisit à la distance de neuf milles, point où finissent les eaux françaises. Le *Kearseage*

était éloigné de deux milles environ. Les deux bâtiments s'avancèrent l'un vers l'autre et à la distance d'un mille, l'*Alabama* ouvrit le feu. De nombreux spectateurs garnissaient la côte et regardaient ce duel maritime. Tout à coup le *Kearseage* vira de bord, se rapprochant de la côte, sans répondre au feu du corsaire qui continuait toujours. A la portée d'un demi-mille, son artillerie tonna, afin de ne pas s'éloigner à des distances trop considérables, chacun des bâtiments évoluait en face de l'autre dans un demi-cercle peu étendu. Le combat durait depuis plus d'une heure quand l'*Alabama* criblé de boulets audessous de la ligne de flottaison, s'aperçut qu'il coulait et baissa pavillon. Le *Kearseage* lui envoya encore deux bordées, et le corsaire sombra à pic. Ses canots et ceux du yacht anglais le *Deerhound* qui assistaient à la lutte, recueillirent le capitaine, le lieutenant, quelques officiers et plusieurs matelots. Le chirurgien, occupé à panser un malade, ne voulut pas quitter son poste et périt. Les canots du *Kearseage* de leur côté sauvèrent soixante-huit matelots.Les pertes de l'*Alabama* étaient de trente hommes, neuf tués et vingt et-un blessé, le navire fédéral n'avait eu que trois blessés.

Le *Kearseage* avait au moment du combat, suspendu toutes ses chaînes le long de ses flancs, sorte de blindage qui le préserva de graves avaries.

Aux État-Unis, le bombardement de Charleston continuait toujours sans grand résultat.

L'esprit des populations était surtout excité par l'approche des élections nouvelles.

§ VII. CANDIDATURE DE LINCOLN.

Le 7 juin, la convention des délégués républicains réunie à Baltimore choisissait par acclamation Abra-

ham Lincoln comme candidat à la présidence en 1865, et M. Indrew Johnson comme vice-président.

Le sénat, adoptait quelques jours après, une loi proposée par la Chambre des députés et qui avait pour but d'abroger les lois de 1793 et 1850 sur l'extradition des esclaves.

Quelques membres influents de la confédération du Sud, MM. Clay, Thompson, Holcomb et Sanders, unis à plusieurs démocrates du Nord dont le plus influent était M. Horace Greely, s'assemblèrent à Clifton-Howe et proposèrent à Lincoln une conférence dans le but de rétablir la paix. Mais le président ne voulut pas fléchir sur ces deux points : *Rétablissement de l'union ; abolition de l'esclavage.* On se sépara sans avoir pu s'entendre.

La guerre reprit avec vigueur, et Lincoln fit un nouvel appel de 50 000 hommes.

§ VIII. CAMPAGNE DE SHERMAN EN GÉORGIE. — PRISE D'ATLANTA.

Comme nous l'avons expliqué au début du chapitre, les troupes fédérales avaient été réunies en deux grandes armées, l'armée du Potomac, sous les ordres de Grant chargée de s'emparer de Richmond, l'armée du Mississipi sous les ordres de Sherman chargée de s'emparer d'Atlanta en Géorgie, place importante à cause de sa position centrale, au point d'intersection de nombreux chemins de fer.

Sherman partit de Chattanooga le 5 mai, au moment même où Grant franchissait le Rapidan. Son armée était forte de 100 000 hommes et de 250 pièces de canon.

Le général confédéré Johnston qu'il avait à combattre avait moins d'artillerie, mais plus de cavalerie. Il était campé à Dalton, à quarante milles de Chatta-

nooga dans une forte position entourée de marécages et de fortifications. Sherman l'ayant fait tourner par un de ses lieutenants Mac-Pherson, il dut évacuer cette place et se transporter à Resaca. Il ne put demeurer longtemps dans cette position nouvelle. Sherman recommença la même opération, le tournant par la gauche, tandis qu'une division de cavalerie se frayant un passage par la droite menaçait les places d'armes de l'intérieur. Johnston reprit son mouvement de retraite jusqu'à Kingston, à soixante milles d'Atlanta, derrière la rivière d'Otowah dont il brûla les ponts.

Sherman franchit cette rivière le 20 mai et renouvela ses approvisionnements. Des trains chargés de provisions et de munitions suivaient l'armée pas à pas.

Il divisa ses troupes en trois colonnes : l'aile gauche commandée par le général Scoffiel, le centre par le général Thomas, l'aile droite par le général Mac-Pherson. Au bout de trois jours de marche, ils rencontrèrent les confédérés à New-Hope Church, au confluent des routes de Dallas et d'Altoona. Une première attaque dirigée par Hooker n'eut aucun succès et le général Howard ne fut pas plus heureux. Par une manœuvre habile, Sherman tourna le flanc droit de l'ennemi, menaçant le chemin de fer, qui servait de ligne de ligne de retraite à Johnston. Celui-ci évacua aussitôt les défilés d'Altoona et recula, toujours suivi par Sherman, jusqu'à Marietta, située à 25 mille d'Atlanta, au sommet d'un triangle formé par trois montagnes. Les fédéraux après plusieurs engagements délogèrent les sudistes de deux de ces montagnes et les forcèrent à se masser sur la troisième.

On donna l'assaut de celle-ci, le Kersaw-Moutain, le 27 juin, mais on fut repoussé avec une perte de trois

mille hommes. Sherman employant alors sa tactique habituelle, réussit à tourner l'aile gauche de l'ennemi qui se retira derrière la large rivière de Chattahochee.

Sur ces entrefaites, Johnston, accusé d'incapacité, était remplacé par le général Hood. Celui-ci prit immédiatement l'offensive le 20 juillet, il s'élança furieusement contre le centre fédéral mais il fut battu et perdit 5 000 hommes : le surlendemain nouvelle attaque, nouvelle défaite avec une perte de 8 000 hommes. Il dût se retirer sous les murs d'Atlanta, dans de fortes positions retranchées.

Sherman s'empressa de manœuvrer pour couper ces lignes de communications. Tandis que le général Slocum surveillait la rive du Chattahochee, le gros de l'armée faisait une conversion à gauche pour couper les voies ferrées en deçà d'Atlanta. Ce plan réussit à merveille. Hood sortit de ses lignes pour arrêter les fédéraux, mais Howard le battit complètement et le reste de l'armée approchant força les sudistes à battre en retraite vers le sud, dans la direction de Tonesboro (1er septembre),abandonnant Atlanta. Le général Hocum qui s'en trouvait le plus près, y pénétra le premier (22 septembre). Sherman la fit évacuer par les habitants et la fortifia de manière à en faire une place d'armes importante.

La prise d'Atlanta, opérée en quatre mois à l'aide de manœuvres habiles (Sherman était surnommé le grand marcheur), sur une étendue de 150 milles, jeta l'épouvante parmi les populations du Sud.

§ IX. SIÉGE DE PÉTERSBURG.

Grant de son côté, dès qu'il eut appris la marche triomphante de Sherman sur Atlanta, avait repris l'of-

§ XI. SUITE DES OPÉRATIONS DE SHERMAN EN GÉORGIE. PRISE DE SAVANNAH.

Sherman, après la prise d'Atlanta, avait résolu de s'emparer de Savannah et de marcher de là sur Charleston.

Le général Hood, avec 45 000 hommes d'infanterie repassait le Chattahochee et détruisait le chemin de fer, tandis que sa cavalerie, sous les ordres de Forrest, essayait de couper les communications entre Chattanooga et Hosleville. Il opérait sur cette dernière ville. Deux échecs successifs à Altoona et à Resaca le forcèrent à changer de direction sur la gauche, et à tenter jonction avec Forrest que le général unioniste empêchait d'avancer.

Sherman, après avoir envoyé à Hosleville une division sous les ordres du général Thomas, divisa son armée en deux corps : la droite commandée par Howard, la gauche commandée par Hocum. Ces deux corps montaient ensemble à 58,000 hommes soutenus par cinquante-huit pièces de canon. La cavalerie sous les ordres du général Hilpatrick avait 5 000 hommes et huit canons.

L'aile droite se dirigeait sur Macon, l'aile gauche sur Augusta. La marche, fort difficile à cause des marécages sur lesquels ont était forcé d'établir des routes en bois (cordurogroads), ne fut guère inquiétée par l'ennemi, sauf en deux endroits, à Mâcon et sur les bords de la rivière Ogeechee, escarmouches dans lesquelles il eut le dessous. L'armée rassemblée continua sa route entre les rivières de Savannah et d'Ogeechee, tandis que deux détachements s'écartaient, l'un pour détruire le chemin de fer de Charleston, l'autre pour s'emparer du fort Mac-Allyster, qui em-

pêchait la communication de l'armée avec la flotte de l'amiral Dahlgreen.

Savannah était défendue par 12 000 hommes sous les ordres du général Hardee. Sherman l'assiégea.

Le général Thomas, qu'il avait, nous l'avons vu, envoyé à Nashville venait de remporter une victoire complète sur Hood qu'il repoussa jusqu'à Francklin, à huit milles de distance, lui enlevant vingt wagons, seize pièces de canons, et faisant deux mille prisonniers. Le lendemain, il le battit encore, lui prit quarante caissons et le mit en pleine déroute (16 décembre). Le fort Mac-Allysta tombait en même temps au pouvoir des fédéraux.

Sherman alors poussa vigoureusement l'attaque contre Savannah. Le général Hezen donna l'assaut (21 décembre) et Hardee, se voyant sur le point d'être capturé, préféra évacuer la ville, Sherman y entra le jour même. Il y trouva de nombreuses balles de coton, quarante pièces de canons, et fit 4 000 prisonniers. Savannah était la métropole commerciale de Géorgie.

Sherman écrivit à Lincoln la lettre suivante :

« Permettez-moi de vous offrir, comme présent de Noël, la ville de Savannah avec cent cinquante pièces de grosse artillerie, une grande quantité de munitions et environ vingt-cinq mille balles de coton.

W. T. Sherman, major général.

Le général fédéral n'avait plus que Wilmington et Charleston à prendre, pour arriver sur Richmond.

§ XII. REÉLECTION DE LINCOLN.

Tandis que les armées fédérales s'avançaient victorieusement vers le dernier centre de la rébellion, les États du nord, lui enlevaient tout espoir d'accommo-

dement par la réélection à la dignité de président d'Abraham Lincoln.

Mac-Clellan, soutenu par les partisans de la paix, était son plus sérieux concurrent, mais il n'était soutenu que par trois états, le Delaware, le New-Jersey, le Kentucky.

Lincoln fut élu, à la majorité de quarante mille voix.

Ce fut un véritable triomphe pour lui à Washington. Ses partisans parcouraient les rues en battant des mains et en poussant des cris de victoire, et en peu de temps cette manifestation avait pris les proportions d'une fête officielle. Des voitures, portant des bannières et des flammes de bengale, sillonnaient en tous sens les avenues et les carrefours. Derrière venaient des milliers d'hommes marchant sous un dais de bannières brochées de suscriptions et de devises. On y lisait : *Grant, — Sherman, — Sheridan, — Ferragut, — Que la paix nous soit rendue, — Dieu protége notre brave armée, — Liberté pour tous, — Aux négociateurs de la paix,* etc., etc.; et enfin, sur un magnifique étendard frangé d'or aux armes de l'Union :

Droit des sécessionistes, droit à la corde.

A dix heures du soir, le cortége arrivait à Union-Square, où différents discours étaient prononcés, puis a journée se terminait par un feu d'artifice, dont la principale pièce, surmontée d'une aigle américaine, offrait en caractères de feu, les noms de Washington et de Lincoln.

Lincoln, est le seul qui, depuis vingt-quatre ans, ait occupé successivement le fauteuil pendant deux périodes présidentielles. Le premier qui eût cette honneur fut l'immortel Washington.

Après Washington, les quatre présidents qui suivi-

rent MM. Jefferson, Madisson, Monroë, Jackson l'eurent aussi. Puis vinrent MM. Van-Buren, Taylor, Polk, Fillmore, Pierce, Buchanan qui ne furent pas réélus.

Abraham Lincoln est donc le sixième président qui ait été acclamé deux fois.

Sa réélection signifiait : abolition définitive de l'esclavage dans tous les États-Unis. Déjà, dans le Maryland, le congrès siégeant à Baltimore avait pris les devants et le 1er novembre, publié une loi fondamentale ainsi conçue : « A partir de ce jour, 1er novembre, il n'y a plus d'esclaves dans le Maryland. »

Les confédérés, réduits aux abois, vaincus partout, à bout d'intrigues politiques, en venaient déjà aux expédients de la vengeance. Des incendies furent allumés à New-York sur tous les points de la ville qu'on espérait réduire en cendres. Mais les secours habilement et promptement distribués éloignèrent les flammes et il ne resta rien au Sud de cette tentative qu'une indignation universelle contre l'emploi d'aussi odieux moyens.

Le jour suprême de leur défaite approchait.

---

dement par la réélection à la dignité de président d'Abraham Lincoln.

Mac-Clellan, soutenu par les partisans de la paix, était son plus sérieux concurrent, mais il n'était soutenu que par trois états, le Delaware, le New-Jersey, le Kentucky.

Lincoln fut élu, à la majorité de quarante mille voix.

Ce fut un véritable triomphe pour lui à Washington. Ses partisans parcouraient les rues en battant des mains et en poussant des cris de victoire, et en peu de temps cette manifestation avait pris les proportions d'une fête officielle. Des voitures, portant des bannières et des flammes de bengale, sillonnaient en tous sens les avenues et les carrefours. Derrière venaient des milliers d'hommes marchant sous un dais de bannières brochées de suscriptions et de devises. On y lisait : *Grant, — Sherman, — Sheridan, — Ferragut, — Que la paix nous soit rendue, — Dieu protége notre brave armée, — Liberté pour tous, — Aux négociateurs de la paix,* etc., etc. ; et enfin, sur un magnifique étendard frangé d'or aux armes de l'Union :

Droit des sécessionistes, droit à la corde.

A dix heures du soir, le cortége arrivait à Union-Square, où différents discours étaient prononcés, puis a journée se terminait par un feu d'artifice, dont la principale pièce, surmontée d'une aigle américaine, offrait en caractères de feu, les noms de Washington et de Lincoln.

Lincoln, est le seul qui, depuis vingt-quatre ans, ait occupé successivement le fauteuil pendant deux périodes présidentielles. Le premier qui eût cette honneur fut l'immortel Washington.

Après Washington, les quatre présidents qui suivi-

rent MM. Jefferson, Madisson, Monroë, Jackson l'eurent aussi. Puis vinrent MM. Van-Buren, Taylor, Polk, Fillmore, Pierce, Buchanan qui ne furent pas réélus.

Abraham Lincoln est donc le sixième président qui ait été acclamé deux fois.

Sa réélection signifiait : abolition définitive de l'esclavage dans tous les États-Unis. Déjà, dans le Maryland, le congrès siégeant à Baltimore avait pris les devants et le 1er novembre, publié une loi fondamentale ainsi conçue : « A partir de ce jour, 1er novembre, il n'y a plus d'esclaves dans le Maryland. »

Les confédérés, réduits aux abois, vaincus partout, à bout d'intrigues politiques, en venaient déjà aux expédients de la vengeance. Des incendies furent allumés à New-York sur tous les points de la ville qu'on espérait réduire en cendres. Mais les secours habilement et promptement distribués éloignèrent les flammes et il ne resta rien au Sud de cette tentative qu'une indignation universelle contre l'emploi d'aussi odieux moyens.

Le jour suprême de leur défaite approchait.

CHAPITRE VIII

CAMPAGNE DE 1865

Abolition de l'esclavage. — Prise de Charleston. — Bataille de Goldsborougr. — Bataille et prise de Pétersbourg. — Réinstallation de Lincoln à la présidence. — Entrée des fédéraux à Petersburg. — Occupation de Richmond. — Bataille de Burkesville.— Capitulation de Lee. — Fin de la guerre.

§ I. ABOLITION DE L'ESCLAVAGE.

L'année 1865 s'ouvrit, à la Chambre des représentants à Washington, par l'adoption de l'acte législatif le plus important du siècle.

Le président Abraham Lincoln proposa la loi suivante, renfermant un seul article :

« Ni l'esclavage, ni la servitude involontaire, excepté pour la punition d'un crime dont une personne aura été légalement convaincue, n'existeront dans les États-Unis, ni dans aucun lieu soumis à leur gouvernement.

« Le congrès aura pouvoir de faire faire des lois nécessaires à l'application de cet article. »

La mesure fut adoptée par 119 voix contre 56, et lorsque le speaker, suivant l'usage, proclama le résultat du vote, les acclamations furent si violentes et si impossibles à réprimer qu'on dut lever la séance pour ce jour-là.

L'esclavage était aboli (30 janvier 1865).

Si Abraham Lincoln, malgré les conseils de ses amis, avait attendu jusqu'à ce jour pour proclamer ce

grand principe, ce n'est point que ses convictions eussent été un moment chancelantes. Républicain abolitioniste depuis le premier jour de sa vie politique, il n'avait jamais varié, mais à la plus grande fermeté d'opinions, il joignait la plus grande prudence. Il avait procédé peu à peu par une suite de décrets et de proclamations tendant à l'émancipation; et maintenant que la réllellion était réduite à jouer son va-tout, maintenant que Grant marchait sur Richmond, que Sherman marchait sur Richmond, il avait cru l'heure favorable.

Il est à remarquer, d'autre part, que parmi les États demeurés fidèles à la cause du Nord, plusieurs avaient des esclaves, et régulièrement, d'après les termes de la constitution, aucune institution particulière des États ne peut être abolie par le congrès. Il n'en était point de même à l'égard des États révoltés qui ayant, les premiers, violé la constitution, ne pouvaient plus en réclamer la protection.

Comme nous l'avons dit, Lincoln commença par abolir l'esclavage dans le district de Colombie; il traita ensuite avec l'Angleterre pour l'extinction de la traite. A son instigation, le Maryland avait émancipé tous ses noirs. Dans diverses proclamations, il avait accordé la liberté aux esclaves fugitifs, brisant le bill d'extradition, proposé l'abolition aux États fidèles moyennant une idemnité convenable, fait aux États rebelles la même proposition. Il avait décrété la peine de mort contre les capitaines négriers, envoyé des chargés d'affaires dans les républiques nègres d'Haïti et de Libéria, honneur qui les assimilait désormais aux républiques blanches. Il avait enrôlé, dans l'armée, les noirs jusque là bannis de toutes fonctions, surtout des fonctions militaires, organisé dans divers États le travail libre des esclaves émancipés, travaux dont les

résultats furent excellents, et donné à ceux qui voulaient sortir d'Amérique, des facilités pour l'émigration.

Toutes ces mesures préparatoires, édictées avec une sagesse prévoyante devaient amener, sans secousse, la grande loi de l'extinction totale de l'esclavage.

Honneur soit donc rendu à la fermeté prudente, à l'énergie, à l'honnêteté de celui qui venait d'essuyer du front de la grande République américaine la tache hideuse, qui faisait se mêler à l'admiration des nations pour elle, une instinctive horreur.

Cependant les confédérés, sentant la victoire leur échapper, tentèrent de nouvelles négociations. Une conférence eut lieu au fort Monroë, dans la rade de Hampton, au mois de janvier, entre le président Lincoln et MM. Stephen Hunter et Campbell, commissaires du Sud. Ceux-ci demandaient une trêve immédiate, proposition perfide, au moment où les armées fédérales marchaient de succès en succès, et dont la réussite eut donné le temps au Sud de recommencer ses armements.

Lincoln émit les trois propositions suivantes :

1° Rétablissement de l'autorité centrale sur tous les États ;

2° Maintien de la position prise par le président des États-Unis sur la question de l'esclavage dans son dernier message annuel au congrès ;

3° Continuation des hostilités jusqu'à ce que les forces des États rebelles soient mises complétement hors de combat.

Mais, non moins que les précédentes, cette conférence demeura infructueuse et la guerre recommença.

§ II. PRISE DE CHARLESTON.

Sherman, maître d'Atlanta et de Savannah, se dirigeait sur Charleston, tandis que la flotte de l'amiral Porter, avec les troupes de débarquement du général Scofield, mettaient le siége devant Wilmington, dans le Sud, dernier port d'approvisionnement qui restait aux confédérés. Wilmington, que défendait le général Hood, fut bombardée pendant trois jours; le général Terry s'empara d'abord du fort Fisher et la ville capitula.

En même temps, Sherman occupait Branchville sur le chemin de fer d'Augusta à Charleston. Sherman continua sa route et mit le siége devant Charleston.

Il y entra le 21 février. Voici la lettre qu'écrivait à ce propos le général Gillmore au major généralHalleck:

« Général, la ville de Charleston et toutes ses défenses sont tombées en notre pouroir, le 18 février au matin, avec environ 200 pièces de canon et un approvisionnement considérable de munitions.

« L'ennemi a commencé à évacuer les fortifications de la place, le 17 au soir, et le major Macbeth a rendu la ville au général Schimmelpfennig le 18 au matin à neuf heures. Elle a été aussitôt occupée par nos forces. Notre mouvement offensif de Bull's Bag sur l'Edist, a déterminé les confédérés à la retraite.

« Les entrepôts de coton, les arsenaux, les ponts de de chemin de fer et deux navires cuirassés ont été incendiés par l'ennemi. Quelques bâtiments en construction, dans les chantiers maritimes, ont également été détruits.

« Presque tous les habitants qui sont restés dans la ville appartiennent à la classe pauvre.

A. GILLMORE. »

Grant, avec un désintéressement exemplaire, écrivait en même temps une lettre au Congrès, dans laquelle il déclarait que dans l'histoire militaire, Sherman n'a pas de supérieurs et n'a que très-peu d'égaux.

Charleston, on s'en souvient, était la ville qui, la première, s'était séparée de l'Union; la ville qui, contre le fort Hunter, avait tiré le premier coup de canon, signal de la guerre civile, la ville où l'on avait pendu John Brown.

Sherman s'empara ensuite de Columbia, d'où il délogea Beauregard, qui se replia vers Charlotte, à cent milles dans le Nord. Mais Sherman ne s'amusa point à le poursuivre et marcha tout droit vers l'Est, afin d'opérer sa jonction avec les généraux Schofield et Terry, revenant de Wilmington. Le 11 mars, il arriva devant Fayetteville, sur la rive gauche de la rivière Cape Fear. Sans essayer de combattre, le général confédéré Hardee évacue la place, abandonnant tout son matériel de guerre. Sherman resta deux jours à Fayetteville pour donner quelque repos à ses troupes, fatiguées par de longues marches, et reprit son mouvement en avant, vers Goldsborough, ville située à soixante milles de là, sur le chemin de fer de Weldou et Richmond.

§ III. BATAILLE DE GOLDSBOROUG. — BATAILLE ET PRISE DE PÉTERSBURG.

Dans la première quinzaine de mars, Sherman arriva près de Goldsborough. La prise de cette ville devait relier Sherman à Schofield, lui donner la ligne de la Neuse, et obliger Johnston et Bragg à se porter en arrière sur le Roanoke. En effet, à la date du 21 mars, Schofield occupait Goldsborough, pendant

que Sherman, opérant son mouvement avec Terry, partait de New-Bern en faisant mine de menacer Raleigh, et se portait à l'ouest de Goldsborough. Johnston, lorsqu il devina les intentions de Sherman, essaya, mais trop tard, de se placer entre son adversaire et le point d'attaque; avec une rare habileté, Sherman ne lui prêta que sa gauche et fit filer son armée du côté de Goldsborough. Les deux combats où la gauche de l'armée de Sherman fut engagée furent assez sanglants. Ils eurent lieu à Bentonville et à Owerysborough. Johnston envoya à Richmond de pompeux bulletins où il représentait ces deux combats comme deux victoires; ils n'empêchèrent cependant pas la prise de Goldsborough, où Sherman et Schofield firent leur jonction. Il leur restait maintenant à passer le Rounolle à Weldon.

Sur ces entrefaites, Lee, dans le but de tenir Grant sur le qui-vive, et, en le menaçant, de l'empêcher de porter une partie de son armée sur les derrières de Johnston, tentait de forcer la ligne fédérale, en face de Petersburg. Le 25 mars, à quatre heures et demie du matin, il avait lancé trois divisions commandées par le général Gordon sur la brigade du corps unioniste de Park. Les confédés étaient entrés dans le fort Steadman et en avaient pris possession; ils avaient essayé ensuite d'entrer dans le fort Haskell, gardé par une partie de la brigade de Mac-Laughin; mais là, ils avaient été repoussés. A ce moment, la première brigade de la division de Hurtsaff était arrivée au pas de course, la baïonnette en avant, et avait essayé, deux fois, mais sans succès, de reprendre d'assaut le fort de Steadman. La surprise de Lee eut certainement réussi si la seconde brigade eût tardé à se présenter sur le champ de bataille. Quand celle-ci s'était montrée, on avait chargé l'ennemi et on l'avait délogé du

fort en lui faisant beaucoup de prisonniers. Toutes les lignes avait été reprises en peu de temps, tous les canons retrouvés. Les pertes des confédérés dans cette entreprise furent de 3,000 bommes tués ou blessés, et on leur fit 2,000 prisonniers. Quant aux fédéraux, ils eurent 2,080 tués ou blessés. Cette affaire, qui fut très-vive, n'eut d'autre résultat que d'obliger les fédéraux à une plus grande vigilance.

A partir de ce moment Grant n'eut d'autre but que de tenir Lee enfermé dans Petersburg et Richmond : les grands mouvements devaient être opérés par Sherman et par Sheridan. De la ville de Petersburg rayonnent dans l'angle que fait l'ouest avec le sud trois routes : Southside-Railroad (chemin de fer de la rive sud), White-Oak, Boydtown-Plank-Road. Ces deux dernières traversent le torrent du Hatchers-Run, qui court du nord-ouest au sud, et qui, entre le White-Oak-Road et le chemin de fer, se termine comme en patte d'oie par cinq branches (Five-Forks). Grant, pour forcer enfin la droite des confédérés, et pour s'établir sur le chemin de fer de la rive du sud, songea d'abord à affaiblir l'armée de James ; il ne laissa donc sur la rive gauche de la rivière que les troupes nécessaires pour garder les lignes, porta le gros des forces sur la gauche devant Petersburg, envoya Sheridan, par un détour vers le sud, sur Southside-Railroad, puis appuya le grand mouvement de Sheridan par une attaque des lignes de Petersburg. Sheridan, après une marche de quatre cents milles de Winchester à White-House et de là à l'armée du Potomac, avait rallié Grant, le 27 mars. Le lendemain, l'ordre de marche était donné. Les trois divisions de cavalerie se dirigeaient vers le village de Dinwiddie par Ream's-Station, puis traversaient le Rowanty-Creeck, qui n'est autre chose que la continuation du Hatcherr's-Run. Les

troupes passèrent la nuit dans le village de Dinwiddie, et le lendemain, au point du jour, Sheridan, tournant au nord-ouest, s'avança vers la position des Cinq-Fourches (Five-Forks) où le Hatcherr's-Run a ses sources. Le général confédéré Pickett l'y attendait; ses lignes étaient couvertes à droite par un marais, à gauche par les fortifications naturelles du Hatcherr's-Run.

La cavalerie de Sheridan dut faire halte et attendre des renforts. Pickett se mit aussitôt en devoir de la battre. Il lança dix mille hommes armés de carabines contre les cavaliers qui n'avaient que des mousquetons. Ceux-ci, Sheridan à leur tête, se battirent à la façon de l'infanterie, élevèrent à la hâte quelques travaux et se maintinrent de leur mieux avec le secours de quelques pièces d'artillerie légère. L'issue de ce combat eût certainement été fatale pour les fédéraux si, durant la nuit du 30 avril, Grant n'eût envoyé le corps de Warren pour dégager Sheridan en attaquant l'arrière de Pickett. Ce corps se rencontra avec les sudistes sur le Gravelly-Run, aux environs de Five-Forks. Un combat sanglant se donna pour la possession du lit de ce torrent.

Le 31 mars, au matin, les divisions Wise, Johnson, et une partie des troupes de Pickett, attaquèrent la gauche de Sheridan dans l'espérance d'empêcher sa jonction avec Warren. Pendant un moment ils réussirent à y jeter la confusion. Les division Ayres et Crawford furent mises en déroute, mais les fédéraux se reformèrent sur la route de Bogdtown.

Le 1er avril eut lieu une nouvelle bataille. Sheridan, irrité contre Warren, qui l'avait laissé exposé trop longtemps aux coups de Pickett et de la cavalerie de Fizhugh, lui avait ôté son commandement, en présence de ses troupes, en face de l'ennemi. Il l'avait

donné à Gibbon. Celui-ci s'en montra digne. L'armée fédérale s'avançait à travers un pays extrêmement défavorable : partout des ruisseaux, des bois touffus, des taillis, des vallées marécageuses, des ravins où il était presque impossible de remuer l'artillerie. En dépit de ces obstacles, Sheridan devait parvenir à dooner une bataille décisive.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, le 1er avril, dans la matinée, l'ennemi fût attaqué de nouveau. Pendant toute la journée, Sheridan, vaillamment soutenu par Gibbon, resta à cheval et sous le feu. Sa présence enflammait les troupes; plusieurs fois il ramena au combat des compagnies qui se débandaient, et sa victoire fut complète : on fit cinq mille prisonniers, on prit tous les canons et tous les trains de la division Pickett. Le soir, l'armée des fédéraux commençait la destruction du chemin de fer de la rive du Sud, et faisait prisonnières toutes les troupes que Lee avait envoyées pour le défendre. Grant avait compté que Sheridan ferait, avec sa belle cavalerie, un *raid* vers Burkesville. Au lieu de cela, Sheridan, après le combat dont nous venons de parler, se faisait l'extrême gauche de l'armée de Grant ; il ne s'isolait point et travaillait à percer la droite de Lee, étendue vers le sud-ouest. Cette grande et habile manœuvre de Sheridan était appuyée, au reste, par l'attaque même des lignes de la ville de Petersburg.

Ce fut le neuvième corps, qui tenait les lignes depuis l'Appomatox jusqu'au chemin de fer de Weldon, que le général en chef désigna pour l'attaque principale des lignes de Petersburg. La première division de ce corps devait, sous les ordres de Wilcox, faire une démonstration sur l'extrême droite, en face même du fleuve. Wilcox attaqua en effet, au milieu de la nuit du samedi 1er avril au dimanche 2, les lignes en-

nemies; ces lignes furent forcées, les bataillons ennemis poussés l'épée aux reins dans la place, et les fédéraux entrèrent en assez grand nombre dans les faubourgs de Petersburg. Wilson eut bien voulu profiter de cet avantage inespéré, mais il n'avait reçu d'ordre que pour exécuter une feinte, il dut à regret rappeler ses hommes.

A la même heure se massaient des troupes nombreuses en face du fort Mahon. Le colonel Harriman, à la tête de ses troupes, sortait du fort Emary et fondait à l'improviste sur la première ligne des piquets ennemis. Quelques instants après, on entendait les feux de la mousqueterie, et l'artillerie commençait à tonner.

Après avoir forcé la première ligne des piquets ennemis, Harriman, protégé par la nuit, arrivait dans le fort Mahon, et en prenait possession à la tête du 27e Michigan et des artilleurs du 1er Connecticut.

Les Sudistes firent alors des efforts prodigieux pour reprendre le fort Mahon, mais la petite garnison qui s'y était installée par un coup de main hardi, le défendit héroïquement, et repoussa toutes les attaques. A partir de la prise du fort, les troupes du sixième et du vingt-quatrième corps se précipitèrent sur les confédérés, une foule de combats partiels s'ensuivirent pendant toute la journée du dimanche 2 avril jusqu'à l'heure où le quartier-général de Lee tomba lui-même au pouvoir des Unionistes. Pendant la nuit du dimanche, de nouvelles attaques eurent lieu de la part des confédérés, mais ce n'était plus qu'une feinte pour protéger leur retraite. Le lundi, de grand matin, le colonel Ely, à la tête des tirailleurs du 1er Michigan, entrait dans la ville complétement évacuée. Ainsi, les manœuvres de Sheridan à gauche, et les deux attaques simultanées de Wright et de Park, devant Petersburg,

avaient, en quatre jours, fait tomber l'avant-dernier rempart de la rébellion. Au neuvième corps revint l'honneur des journées du 1[er] et du 2 avril : pendant que le deuxième et le cinquième corps se battaient à l'extrême gauche, il avait percé les lignes ennemies, et ouvert enfin la brèche dans les redoutables travaux de Lee. Au corps de Wrigt (le 6e), revient aussi une part de cet honneur. Celui ci, pendant que le corps de Park perçait la ligne ennemie au fort Mahon. la crevait sur la gauche en face des forts Weleh et Fisher. Ces deux attaques de Park et de Wright eurent lieu à la même heure, dans la nuit du samedi au dimanche.

La grande armée confédérée était détruite ; descendue du chiffre de 80 mille hommes à 30 mille environ, mais éparpillés çà et là, et divisés en quatre groupes séparés les uns des autres.

Depuis Waterloo, on n'avait point vu pareil désastre.

§ IV. RÉINSTALLATION DE LINCOLN A LA PRÉSIDENCE.

Cependant, le 4 mars 1865, Lincoln, solennellement réinstallé en qualité de président des États-Unis, avait de nouveau prêté serment au Capitole. Dans le discours qu'il avait prononcé en cette occasion, il proclama au nom de l'humanité, supérieure à toutes les constitutions, juste et honnête, la loi modificatrice de la constitution américaine, en date du 30 janvier, accomplissant la destruction de l'esclavage. Il terminait par ces mots : « Sans malveillance envers personne, avec charité pour tous et avec fermeté dans le droit. autant que Dieu nous permet de voir juste, finissons l'œuvre dans laquelle nous sommes engagés, pour panser ensuite les blessures de la nation, prendre soin

de celui qui aura affronté les batailles, de sa veuve et de ses orphelins, et faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour atteindre une paix juste et durable. »

Il quitta ensuite Washington, et se rendit à City-Point, sur la rivière James, d'où il surveillait les opérations du théâtre de la guerre, opérations dont nous avons résumé la plus grande partie dans le paragraphe précédent.

25 mars. — A ce moment, et comme le succès du Nord paraissait assuré, le congrès confédéré publia un manifeste tendant à encourager la population, et déclarant que la conquête du Sud était géographiquement impossible. Le manifeste se montrait plein de confiance dans le maintien de l'indépendance du Sud.

Chose remarquable, plus la situation des confédérés empirait, plus leur attitude indiquait de confiance et d'ardeur. Mais ce n'était là qu'une ruse, une pure tactique destinée à déconcerter l'ennemi.

Un homme, dégagé des préventions de race et des jalousies puériles qui se sont donné tristement carrière en Europe, au mépris des droits de l'impartiale justice, écrivait, dès le 5 février, au ministre des États-Unis à Copenhague :

« Il me semble qu'il s'est produit des symptômes d'épuisement chez les confédérés, et on pourrait, sans beaucoup d'imprudence, prédire, dès maintenant, que le fameux « quatre-vingt-dix jours » sera témoin d'événements vraiment décisifs sur la continuation de la guerre. Jefferson Davis gouverne à Richmond, mais les armées fédérales commandent dans son territoire.

. . . .

« Je m'attends à voir prochainement la perte des grandes villes amener la dispersion totale des armées du Sud. »

L'homme auquel nous empruntons ces prophétiques paroles s'appelait Richard Cobden.

§ V. ENTRÉE DES FÉDÉRAUX A PÉTERSBURG.

Ainsi que nous l'avons vu précédemment la brigade Ely était entrée la première dans Pétersburg aux premières lueurs du jour. Comme les rebelles refusaient le combat et qu'il n'en restait que quelques-uns, éparpillés sur le pont de la ligne, lorsqu'on atteignit les faubourgs de la cité, le feu cessa. Les troupes s'élancèrent et capturèrent la plupart de ces tirailleurs qui s'étaient repliés au fur et à mesure devant elles. Alors Pétersburg leur appartint sans conteste et à quatre heures et demie, le colonel Ely en prévint le général Wilcox qui y entra aussitôt.

Les rues semblaient désertes, de prime abord, mais les clameurs joyeuses des soldats de plus en plus exaltés à mesure qu'ils s'avançaient à travers les rues firent bientôt surgir des essaims de nègres, hommes, femmes et enfants qui témoignaient leur allégresse par toutes les démonstrations possibles. Ces pauvres gens en délire agitaient leurs tabliers, leurs mouchoirs, des nappes, des draps de lit, en signe de bienvenue. Ils s'inclinaient humblement, faisaient les révérences les plus gauches, dansaient, poussaient des hourrahs, chantaient des hymnes, jetaient leurs chapeaux et leurs turbans en l'air, riaient, pleuraient. On aurait dit qu'ils étaient fous de joie. « Béni soit Jésus, s'écriaient-ils, les Yankees sont venus. Vous voici arrivés, dieu merci, nous vous avons attendu de longs jours. Nous sommes heureux tous de vous voir, nous vous aimons infiniment mieux que les rebelles. » Ces exclamations et mille autres semblables retentissaient de toutes parts. Les négresses baisaient les mains

des soldats ou leur présentaient leurs enfants à toucher.

La plus grande partie du matériel appartenant aux chemins de fer dans la ville avait été détruite. Les magasins n'avaient pas été incendiés, mais le matériel roulant qu'on n'avait pu emmener était devenu la proie des flammes. D'épaisses colonnes de fumée flottaient encore au-dessus de la ville provenant de l'incendie des magasins de tabac; 500 boucauts avaient été brûlés, mais il en restait encore des masses considérables; on trouva d'immenses approvisionnements de toute espèce pour l'armée. Les sudistes avaient voulu les livrer aux flammes en se retirant, mais craignant un embrasement général de la ville, les habitants s'y étaient opposés.

Le bombardement avait causé peu de dommages. Presque toutes les maisons avaient été atteintes, mais le dégât pouvait se réparer aisément. La canonnade n'avait tué que peu de monde dans la ville, à peine vingt personnes.

A six heures, la ville était en plein réveil et en plein mouvement, les troupes affluaient de partout, chantant, poussant des acclamations et des hourrahs, mais du reste gardant l'attitude la plus louable et la plus régulière. Ni maraudage, ni pillage, ni destruction de propriétés, aucune introduction dans les maisons particulières. Des gardes nombreux stationnaient en tous lieux avec l'ordre rigoureux d'interdire aux soldats l'entrée des édifices publics ou privés et de veiller au respect de la propriété.

Les habitants apparaissaient en foule au seuil ou en dedans de leurs portes et aux fenêtres de leur maison, preuve évidente qu'il y en avait bien peu parmi eux, si même il y en avait, qui eussent pris la fuite et la plupart d'entre eux montraient par leur conte-

nance qu'ils étaient fort aises de l'arrivée des fédéraux.

Une des raisons de leur satisfaction était l'absence des vivres, qui pendant le siége avaient été réservées pour l'armée.

Le général Lee était resté à Pétersburg jusqu'à la nuit précédente, surveillant la retraite de ses troupes, mais il avait eu soin de ne pas indiquer le point où il comptait se retirer. Quelques-uns des habitants lui ayant demandé s'ils ne feraient pas bien de se réfugier à Richmond, Lee les endissuada, disant que Richmond allait être aussi évacuée.

Avant de se retirer, il avait fait célébrer en grande pompe les funérailles du général Hill, tué dans l'attaque précédente, puis il avait fait détruire tous les navires à flot ou en construction.

Au moment où les troupes fédérales entraient dans Pétersburg, elles entendirent plusieurs explosions formidables. C'étaient les vaisseaux confédérés à l'ancre dans le James-River que l'on faisait sauter.

§ VI. OCCUPATION DE RICHMOND.— BATAILLE DE BURKESVILLE.

Immédiatement après l'occupation de Pétersburg, Grant se dirigea vers Richmond, tandis que Lee s'échappait par la route de Danville la dernière qui restât libre dans la direction de Lynchburg au sud-ouest. Mais sa retraite était loin de s'opérer en bon ordre ; les chemins étaient jonchés d'armes, de munitions, de fourgons, de caissons, etc., et l'on rencontrait à chaque instant des fuyards que l'on faisait prisonniers ; on en prit plus de 1 500.

Le 3 avril, les troupes fédérales entrèrent à Richmond. Ce fut le général Weitzel qui y pénétra le premier avec ses régiments noirs.

De même qu'à Pétersburg, les fédéraux furent accueillis avec joie. Le gouvernement esclavagiste avait fui, sans avoir eu le temps de détruire les grands approvisionnements amassés dans la ville. Après avoir délibéré avec ses ministres et le général Lee, et reconnu l'impossibilité de résister, Jefferson Davis avait mis sa famille en sûreté dans la ville de Charlotte (Caroline du Nord), que Beauregard protégeait encore et était revenu à Richmond. Le 2 avril, tandis qu'il assistait aux offices du dimanche à Saint-Paul Church, il reçut un avis de Lee qui se déclarait forcé d'évacuer immédiatement Pétersburg et Richmond. M. Davis partit avec l'armée de Lee pour Danville. La plupart des familles riches imitèrent son exemple. Les commerçants, les artisans, demeurèrent.

Mais à minuit en partant, le général Ewell qui commandait l'arrière garde sudiste mit le feu à la ville, et se retira en faisant sauter les ponts du James-River. Le quart de la ville fut réduit en cendres (1), le général Weitzel, craignant les machines infernales et les mines dont le terrain devait être semé, attendit le jour pour envoyer un détachement de cavalerie en reconnaissance. Heureusement que les mines étaient indiquées par des morceaux d'étoffe rouge. Cela permettait aux cavaliers de s'avancer sans encombre lorsqu'une voiture arriva vers eux avec M. Mayo, maire de Richmond qui, assisté des notables, venait rendre la ville à l'armée du Nord, son offre était conçue en ces termes :

« Nous proposons de rendre simplement aux autorités fédérales la ville de Richmond, ci-devant capitale des États confédérés d'Amérique avec les fortifications par lesquelles elle a été défendue jusqu'à ce jour.

(1) Dans sa dernière proclamation le Congrès sudiste avait fait allusion à l'incendie de Moscou, sa menace s'accomplissait.

Weitzel accepta aussitôt et entra dans Richmond à huit heures du matin. On arbora sur les édifices publics le drapeau de l'Union qut fut salué avec enthousiasme, puis l'on s'occupa d'éteindre l'incendie, mais tous les entrepôts de tabac furent brûlés et beaucoup de tabac appartenant au gouvernement français, périt en cette circonstance. Ainsi qu'à Pétersburg, les habitants manquaient de vivres, — on leur en distribua, — on découvrit le jour même un complot dont le but était de rallumer l'incendie et de faire sauter la poudrière. Les fauteurs arrêtés furent aussitôt punis.

Le président Abraham Lincoln arriva de City-Point le lendemain et s'établit dans la maison même que venait de quitter en si grande hâte M. Jefferson Davis. Il nomma le général Shepley gouverneur militaire de Richmond.

Il publia aussitôt l'ordre du jour suivant :

1. Les armées de la rébellion, ayant renoncé à l'entreprise d'asservir le peuple de la Virginie, se sont efforcées de détruire par le feu la capitale qu'ils ne pouvaient, plus longtemps, retenir en leur pouvoir.

Le lieutenant-colonel Manning, marshal de l'armée du James, et maintenant marshal de Richmond, enverra immédiatement un détachement de la garde prévôtale pour arrêter, s'il est possible, les progrès des flammes. Les pompiers de Richmond et tous les citoyens intéressés à la conservation de cette belle cité, doivent immédiatement se mettre aux ordres de cet officier et travailler de tout leur zèle à arrêter le progrès de l'incendie.

Le premier devoir des armées de l'Union sera de sauver la ville que les armées de la rébellion avaient condamnée à périr.

2. Personne ne quittera la ville sans un permis obtenu dans les bureaux du marshal.

3. Tout citoyen, soldat ou individu quelconque qui pillera, détruira ou détournera ce qui tient aux propriétés publiques ou particulières, sera arrêté et puni sommairement.

4. Les soldats sous mes ordres s'abstiendront de toutes paroles ou gestes offensants à l'égard des citoyens.

5. On ne permettra l'usage d'aucune expression offensante ou insultante pour le drapeau, la cause ou les armées de l'Union.

6. Pour un exposé de leurs droits, de leurs devoirs et de leurs privilèges, les citoyens de Richmond sont respectueusement renvoyés aux proclamations émanées du président des États-Unis, au sujet de la présente rébellion.

6. Toute personne qui a en son pouvoir ou sous son contrôle un objet quelconque appartenant à la soi-disant confédération ou à un fonctionnaire de cette confédération, ou les registres ou les archives d'un tel fonctionnaire, devra immédiatement rendre compte desdits objets au colonel Manning, marshal.

Les citoyens de Richmond reçoivent ici l'assurance qu'avec le retour au drapeau de l'Union, ils peuvent attendre le rétablissement de la paix, de la prospérité et du bonheur qui étaient autrefois leur partage sous l'Union dont ce drapeau est le glorieux symbole.

Fait à Richmond, le 3 avril 1865.

G. F. SHEPLEY,

Brigadier-général, Gouverneur.

On trouva dans la ville outre les munitions et approvisionnements ving-huit locomotives et cent cinquante wagons. Les ateliers militaires étaient détruits. Les prisonniers fédéraux qui se trouvaient internés à Richmond, avaient été au moment de la retraite, expédiés à Varuna Landing sur le James-River afin d'être échangés au nombre de sept cents. On apprit par eux combien avait été grand l'enthousiasme des habitants et, quelles actions de grâces ils rendaient au ciel pour le départ de l'armée confédérée ; ce fut surtout l'entrée du président Lincoln à Richmond qui provoqua une explosion de joie chez les habitants, surtout chez les nègres. Ceux-ci venaient lui baiser les mains, l'appelaient le second Messie, se jetaient à genoux

en remerciant le ciel qui leur avait envoyé le libérateur.

La nouvelle de la prise de Richmond et de Pétersbourg arriva à Washington le lendemain, quelques minutes avant onze heures et provoqua le plus grand enthousiasme. Entre onze heures et midi, la foule se porta devant le ministre de la guerre, où elle reçut la confirmation de la nouvelle. Le ministre de la guerre, appelé par ses cris, s'exprima en ces termes :

« Amis et concitoyens ! dans ce grand triomphe, mon cœur et les vôtres sont pénétrés de reconnaissance envers le Dieu Tout-Puissant pour la délivrance de cette nation (*Longue explosion d'applaudissements*). Notre gratitude est due au président (*Applaudissemenls*), à l'armée et à la marine (*Applaudissements*), aux braves officiers et soldats qui ont exposés leur vie sur le champ de bataille et abreuvé la terre de le sang (*Applaudissements*). Notre compassion et notre assistance sont dues aux blessés et aux souffrants. Offrons nos humbles actions de grâces à la Providence divine, pour sa sollicitude envers nous, et pour qu'elle continue à nous diriger dans nos devoirs comme elle nous a conduits à la victoire, et pour qu'elle nous aide à assurer les fondations de la république cimentées dans le sang, pour que la république vive à jamais. (*Explosion d'enthousiasme.*)

« N'oublions pas aussi les millions d'hommes laborieux des autres contrées qui, dans cette épreuve, nous ont accordé leurs sympathies, leur aide et leurs prières, et prions-les de se réjouir avec nous de notre triomphe. Ensuite, cela fait, confions-nous pour l'avenir à celui qui nous a guidés, jusqu'à présent, dans sa bonté infinie. »

Puis, le secrétaire de la guerre donna lecture des

dépêches du général Grant, qui furent accueillies par de bruyants applaudissements.

La foule se porte ensuite devant le ministère d'État, et appela M. Seward, qui s'exprima en ces termes :

« Je remercie mes concitoyens de l'honneur qu'ils me font en me félicitant de la chute de Richmond. (*Applaudissements.*) Je suis maintenant au moment d'écrire une dépêche aux puissances étrangères. Que dirai-je à l'empereur de Chine ? Je le remercierai en votre nom de n'avoir jamais permis au pavillon pirate d'entrer dans les ports de son empire. (*Applaudissements.*)

« Que dirai-je au sultan de Turquie? Je le remercierai d'avoir toujours rendu les rebelles qui se sont réfugiés dans ses États. (Cri : *C'est cela.*) Que dirai-je à l'empereur des Français? (Une voix : *Qu'il s'en aille de Mexico.*) Je dirai à l'empereur des Français qu'il peut aller demain à Richmond et chercher son tabac qui y a été longtemps bloqué, à moins que les rebelles ne l'aient consommé. A lord Russell je dirai que le commerce anglais trouvera du coton à exporter de nos ports, sous l'empire des traités, à meilleur marché que par la rupture du blocus. Quant à ce qui le touche lui-même, je n'ai pas besoin de lui dire que ceci est une guerre pour la liberté et l'indépendance nationale, et non une guerre pour l'empire, et que si l'Angleterre veut seulement être juste envers les États-Unis, le Canada ne sera pas troublé par nous, aussi longtemps qu'il préférera l'autorité de la noble reine à l'incorporation aux États-Unis. (*Applaudissements. C'est cela, vous avez raison.*)

« Que dirai-je au roi de Prusse? Je lui dirai que les Allemands ont été fidèles à l'étendard de l'Union et que son excellent ministre, le baron Gerolt, a été con-

stant dans son amitié pour les États-Unis, pendant sa longue résidence parmi nous.

« A l'empereur d'Autriche, je dirai qu'il a agi en homme sage en nous déclarant dès le début qu'il n'avait aucune sympathie pour la rébellion. (*Applaudissements.*) Je ne doute pas, mes concitoyens, que finalement, vous n'approuviez la théorie par laquelle je me suis conduit pendant la durée de la guerre, à savoir : que la rébellion finirait en quatre-vingt-dix jours. J'ai pensé que c'était la vraie théorie, attendu que je n'ai jamais connu de médecin capable de ramener son malade à la santé s'il ne se persuadait que, dans les plus défavorables circonstances, il n'en viendrait à bout en quatre-vingt-dix jours. (*Rires et applaudissements.*) Enfin, si le peuple américain le veut bien, je dirai que notre devise sera dans la paix ce qu'elle a été dans la guerre : chaque nation a le droit de régler ses affaires domestiques à sa guise, et toutes sont tenues de se conduire de façon à répandre la paix sur la terre et l'amitié entre les hommes. »

Après ce discours, la foule se dispersa en poussant des hourras pour le président, le ministre et l'Union.

Plus tard, elle se réunit devant Willards-Hotel, chez le vice-président Johnson, qui prononça également un discours vivement applaudi.

A Baltimore, à Philadelphie, à New-York, à Boston, l'enthousiasme n'était pas moindre. On organisait des meetings, des promenades aux flambeaux. Les cloches sonnèrent, l'artillerie tonnait. Partout s'entendait le cri : Richmond is ours! Richmond est à nous!

§ VII. CAPITULATION DE LEE.

Cependant Grant marchait dans la direction de Danville. Road, afin de couper la retraite à Lee retiré

au Nord de la rivière Appomatox, près de Lynchburg, tandis que Sheridan détruisait le Southside Railway. Le but de Lee était d'opérer sa jonction avec Johnston dans la Caroline du Nord. Mais la manœuvre de Grant réussit pleinement et força Lee de battre toujours en retraite. Sheridan le poursuivait et le harcelait avec sa cavalerie. Enfin, Grant lui-même l'atteignit à Burkesville et lui livra une dernière et décisive bataille.

Les confédérés perdirent plusieurs centaines de fourgons et quatorze pièces d'artillerie. Treize mille hommes, dont sept généraux, furent faits prisonniers.

Grant proposa à Lee de capituler, ce qui donna lieu à l'échange des lettres suivantes, remarquables par leur grandeur et leur simplicité :

Au général R. E. Lee, commandant les armées des États confédérés.

Appomatox-Court-House, 9 avril 1865.

Conformément à la substance de ma lettre a vous adressée le 8 courant, je me propose de recevoir la capitulation de l'armée de la Virginie septentrionale aux conditions suivantes :

Conjointement avec les listes de tous les officiers et hommes (listes en duplicata, dont un exemplaire sera donné à un officier que je désignerai et l'autre gardé par les officiers que vous pourrez désigner), les officiers donneront leur parole individuelle de ne pas prendre les armes contre les États-Unis après avoir été convenablement échangés.

Chaque chef de compagnie ou commandant de régiment signera un engagement semblable pour les hommes sous ses ordres. Les armes, l'artillerie et les objets appartenant à l'État devront être réunis et délivrés aux officiers que je chargerai de les recevoir. Ceci ne s'étendra pas aux sabres des officiers ni à leurs chevaux et bagages personnels. Après quoi, chaque officier et homme sera libre de rentrer dans ses foyers, où il ne sera

pas inquiété par l'autorité des États-Unis, tant qu'il tiendra sa parole et qu'il exécutera les lois en vigueur là où il pourra résider.

Très-respectueusement,

U.-S. GRANT, lieutenant-général commandant.

Au lieutenant-général U.-S. Grant, commandant les armées des États-Unis.

Quartier-général ; armée de la Virginie du Nord, 9 avril.

J'ai reçu votre lettre d'aujourd'hui, renfermant les conditions de la capitulation de l'armée de la Virginie septentrionale proposées par vous. Comme elles sont essentiellement les mêmes que celles spécifiées dans votre lettre du 8 courant, elles sont acceptées.

Je vais désigner les officiers qui seront chargés d'exécuter les stipulations.

Très-respectueusement. R. E. LEE.

Le dimanche 9 avril, la capitulation fut signée. Elle était honorable pour les deux partis. Cette nouvelle provoqua une recrudescence d'enthousiasme dans toutes les villes du Nord. La capture de l'armée de Lee était plus importante encore que celle de Richmond. Johnston, réduit à ses seules forces, ne pouvait plus rien, et Sherman le tenait en échec.

Au moment de quitter ses soldats, Lee leur adressa la prochamation suivante :

« Soldats ! après quatre ans de pénible service marqués par une bravoure et une valeur sans égales, l'armée de la Virginie septentrionale a été forcée de céder au nombre et aux ressources accablantes. Je n'ai pas besoin de rappeler aux survivants de tant de terribles batailles, qui sont restés fermes jusqu'au bout, que j'ai consenti à cette reddition, non par méfiance d'eux, mais par la conviction que leur valeur et leur dévouement n'auraient pu accomplir quoique ce soit qui pût compenser les pertes occasionnées par la continuation de la guerre. Je me suis décidé à

éviter un sacrifice inutile de l'existence à ceux que leur courage passé rend chers à tous leurs compatriotes.

« D'après les conditions de la reddition, les officiers et soldats peuvent rentrer dans leurs foyers et y rester jusqu'à ce qu'ils soient échangés. Vous emporterez avec vous la satisfaction du devoir fidèlement accompli, et je prie sincèrement qu'un Dieu miséricordieux vous accorde sa bénédiction et étende sur vous sa protection.

« Avec une admiration sans bornes pour votre constance et votre dévouement, à votre patrie, et avec un souvenir reconnaissant de votre bonne et généreuse considération envers moi.

« Je vous fais mes adieux,

« Général R.-E. LEE. »

Chaque officier personnellement, et chaque chef pour ses soldats, prêta ensuite le serment suivant :

« Je soussigné, prisonnier de guerre, appartenant à l'armée de la Virginie septentrionale, dont le général Robert Lee, commandant de ladite armée, a effectué la reddition au général Grant, commandant les armées des États-Unis, donne ma parole d'honneur solennelle que je ne servirai désormais dans aucune armée des États confédérés, ni dans aucune entreprise militaire quelconque contre les États-Unis d'Amérique; qu'en outre, je ne rendrai aide à aucun ennemi desdits États, jusqu'à ce que j'aie été convenablement échangé, de telle manière qui aura été mutuellement approuvée par les autorités respectives. »

Chaque officier et soldat reçut alors du marshal des États-Unis un sauf conduit conçu en termes :

« Le titulaire ci-dénommé ne sera pas molesté par les États aussi longtemps qu'il observera les conditions de sa reddition et qu'il se conformera aux lois en vigueur dans le pays où il aura fixé sa résidence. » (11 avril 1865.)

Lee se retira ensuite à Richmond, que madame Lee

n'avait point quitté, malgré l'entrée des troupes fédérales. Il y vit maintenant dans la plus grande pauvreté.

La guerre était à peu près terminée. Johnson était acculé par Sherman, Mobile sur le point d'être pris.

Le chiffre des dépenses faites pour la guerre s'élevait à ce moment, d'après l'exposé mensuel du mois de mars, publié par le secrétaire du Trésor, à la somme de :

2,366,955,077 dollars, soit onze milliards, huit cent trente-quatre millions sept cent soixante-quinze mille, trois cent quatre-vingt-cinq francs.

CHAPITRE IX

Assassinat du président Lincoln. — Assassinat de M. Seward. — Obsèques de Lincoln. — Installation du nouveau président, M. Andrew Johnson. — Affaire Jefferson Davis.

§ I. ASSASSINAT DU PRÉSIDENT LINCOLN.

Le vendredi saint, 14 avril 1865, le président Abraham Lincoln, après avoir assisté à un conseil de guerre dans lequel se trouvait Grant, se rendit au théâtre Ford, où se jouait la pièce intitulée : *Our American cousin* (Notre cousin d'Amérique).

Au moment où il venait de monter en voiture, il était environ huit heures du soir, M. Ashmun, ami de Lincoln, se présenta pour le voir, mais il ne put être reçu, et Lincoln écrivit au dos d'une de ses cartes : « M. Ashmun sera reçu près de moi demain matin à neuf heures. »

M. et madame Lincoln prirent, en passant, dans leur équipage, madame Harris, femme du sénateur Harris, et leur gendre, M. Rathburn.

Ils arrivèrent bientôt au théâtre, et prirent place dans l'avant-scène du deuxième rang, à gauche de la scène.

La loge était double, c'est-à-dire formée de deux loges dont on avait enlevé la cloison. On y arrivait par un couloir épais et obscur séparé du «*dress-circle*» ou couloir public par une petite porte. Cette porte avait été condamnée avant la représentation au moyen d'un morceau de bois, épais d'un pouce sur six pouces de large et de trois pieds de long. Ce taquet était arc-bouté d'un côté dans une entaille creusée dans le mur, et de l'autre dans la moulure du chambranle de la

porte, de sorte qu'il était impossible de le déplacer en poussant la porte du dehors. On avait pratiqué un trou à la vrille dans cette porte, trou évidé en dehors de manière à permettre de voir ce qui se passait à l'intérieur. De plus, comme il y avait en dedans des verrous de sûreté qui auraient pu être poussés, les vis en avaient été à demi retirées, de façon à céder, au besoin, sous une pression extérieure.

L'assassin avait disposé les fauteuils avec soin, avant le spectacle, pour faciliter l'exécution de son projet.

Le président était à droite, madame Lincoln à gauche, madame Harris se trouvait à l'angle opposé dans la seconde loge, et le major Bathburn, à quelques pieds, en arrière sur le sofa. Les autres siéges avaient été rangés de côté, laissant au milieu un large espace dans lequel un homme pouvait manœuvrer à l'aise.

On jouait la seconde scène du troisième acte de la pièce. Le président était penché en avant, la tête appuyée sur sa main. Il semblait s'intéresser beaucoup au jeu des acteurs, et riait avec sans-façon.

Déjà, un individu était venu à la porte de la loge et y avait jeté un long coup d'œil. On avait pris cet homme pour un curieux indiscret, et l'on avait fait peu d'attention à cet incident. Soudain quelqu'un pénètre à pas de loup dans la loge. C'est le même homme que tout à l'heure. Le major Rathburn se lève et lui demande ce qu'il veut. Celui-ci, sans répondre, place un pistolet à bout portant derrière la tête du président, et fait feu. A travers la fumée de la poudre, Rathburn se jette sur l'assassin, le saisit. Mais l'autre se dégage de son étreinte, le frappe d'un coup de poignard qui l'atteint au bras gauche près de l'épaule, lui laissant dans la main un pan de son habit. Le meurtrier s'élance alors en criant : « Liberté ! » sur la rampe de la loge, d'où il lance en arrière un coup de

poignard destiné à atteindre M. Lincoln au visage ou à la poitrine, et saute sur la scène où, brandissant son arme ensanglantée, il s'écrie, blasphème odieux : « *Sic semper tyrannis* (périssent ainsi tous les tyrans! » Il ajouta : « Le Sud est vengé. »

Ces mots, prononcés avec une emphase tragique, retentirent au milieu de la salle stupéfaite, qui ne savait encore que croire. Mais un avocat, M. J.-B. Stewart, qui avait vu le meurtre s'accomplir, se précipita sur la scène, à la poursuite du meurtrier. Il allait l'atteindre, quand celui-ci lui ferma brusquement une porte au visage.

L'actrice Laura Keene entrait en scène du côté opposé au moment où le meurtrier sautait sur les planches, il passa près d'elle, la repoussa durement, rencontra le machiniste qu'il écarta en le frappant d'un coup de poignard, et disparut, tandis que la salle, dans une confusion indicible, criait : « Arrêtez l'assassin ! »

La chose s'était alors accomplie si vite, que madame Lincoln ne voyant qu'une forme humaine au milieu, crut que c'était son mari qui tombait en dehors. Elle se pencha et aperçut à peine le meurtrier; puis, regardant près d'elle, elle vit M. Lincoln affaissé, la tête tombant sur la poitrine.

Le major Rathburn courut aussitôt à la porte qu'il trouve barricadée, et démolit à grand'peine, afin que les médecins pussent entrer. Il pria ensuite le major Crowford de veiller à ce qu'aucune autre personne ne pénétrât dans la loge.

Les médecins reconnurent l'état désespéré du président, dont les yeux injectés de sang saillaient hors des orbites. Pendant le temps qui s'écoula entre le coup de pistolet et le saut de l'inconnu sur la scène, il n'avait point prononcé une parole.

On transporta le corps dans la maison de M. Pa-

terson, située en face du théâtre, dans la dixième rue. Pendant le trajet, M. Rathburn s'évanouit, par suite de la grande quantité de sang qu'il avait perdu.

Les secrétaires d'État de la guerre, de la marine, de l'intérieur, l'attorney général arrivèrent et se pressèrent autour du moribond. Les généraux Todd et Farnsworth, le sénateur Summer, le major Clay s'y trouvaient également. Madame Lincoln et son fils Tadd, madame Harris, M. Rufus, M. Andrews, et deux dames amies de madame Lincoln, se tenaient dans une pièce voisine.

Vers sept heures du matin, l'état du président empira. Sa respiration était pénible et saccadée.

A sept heures vingt-deux minutes, ses membres s'affaissèrent, et sa poitrine exhala le dernier souffle. Il était mort sans convulsions, presque sans agonie, et ses traits conservaient une douce sérénité.

On le porta à la Maison-Blanche, et les médecins procédèrent à l'extraction de la balle, logée dans le lobe antérieur du cerveau. Elle portait gravées au couteau ces initiales : A. L. Puis le corps fut embaumé et exposé sur un lit funèbre.

L'assassin, comme on le sut bientôt, était un acteur nommé J. Wilkes Booth.

§ II. ASSASSINAT DE M. SEWARD.

Au moment où Lincoln tombait mortellement frappé, un homme de taille herculéenne et d'aspect sauvage, le nommé Payne, se présentait chez M. Seward, ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères, et se faisait introduire près de lui comme porteur d'une prescription médicale. M. Seward, en effet, était fort souffrant depuis un accident de voiture qui lui était arrivé peu après la prise de Richmond. Il

s'était jeté hors de sa voiture, dont les chevaux avaient pris le mors au dents; et, dans cette chute, avait eu le bras gauche cassé et la mâchoire fracturée.

Comme à l'approche du malade on voulait l'arrêter, Payne frappa tous ceux qui lui barraient la route, entre autres le fils même du ministre, M. Frédéric Seward, qu'il assomma avec la crosse de son revolver, dont le coup avait raté. Il entra alors dans la chambre et frappa M. Seward de son couteau; celui-ci put se jeter dans la ruelle du lit et parer les coups avec ses couvertures. Il ne reçut que deux coups à la figure. Un soldat ayant essayé de se saisir de l'assasin, reçut une blessure dans le flanc. Le major Seward et un domestique furent également blessés. Le meurtrier put s'échapper et sauter à cheval, en criant comme Booth : *Sic semper tyrannis !*

Il avait abandonné dans la maison son pistolet et son couteau. Payne fut arrêté peu de jours après dans la maison de madame Surratt, et confronté avec M. Seward, ses fils et sa fille, mademoiselle Fanny Seward, ainsi qu'avec les deux infirmiers présents au moment du crime. Ils l'ont tous reconnu, et d'ailleurs les lettres saisies sur lui indiquaient clairement sa complicité avec Booth.

Payne, à l'audience, a montré un front d'airain. Sa taille athlétique, la forêt de cheveux noirs en désordre qui couvre son front jusqu'à ses yeux, lui donnent l'aspect d'un bandit redoutable. Son costume se compose d'un pantalon et d'une chemise de flanelle bleue, sans col, sans linge apparent, sans gilet, sans aucun vêtement de dessus. Il pose pour le coquin de bas étage, toujours prêt pour un mauvais coup.

M. Seward est né le 16 mai 1801 à Orange (État de New-York). Avocat, puis homme de loi à Auburn, il fut nommé, en 1830, sénateur au congrès de New-

York, puis gouverneur en 1849. Il entra comme sénateur au congrès de Washington, où il fut réélu en 1855. M. Buchanan l'envoya comme chargé d'affaires en Angleterre. Nous l'avons vu en 1860 concurrent de Lincoln, qui le choisit ensuite pour ministre des affaires étrangères. C'est un homme d'une haute intelligence et d'un grand désintéressement, qui est demeuré toujours fidèle au parti républicain et n'a jamais cessé de combattre l'esclavage.

M. Seward et ses deux fils sont maintenant hors de danger.

M. Johnson, vice-président, ainsi que le général Grant, ont évité le même sort par un grand hasard.

M, Wrowing, secrétaire particulier du président Johnson avait, le soir de l'assassinat, trouvé, dans sa boîte aux lettres, une carte adressée à M. Johnson et portant ces mots : « Je ne voudrais pas vous déranger. Etes-vous chez vous ? — J. WILKES BOOTH. » — Mais on ne put lui accorder audience.

Le major Knox et le sergent Hutter ont déclaré que le 13 avril la résidence du secrétaire de la guerre, M. Stanton, était illuminée en l'honneur des récentes victoires. Le général Grant et sa femme se trouvaient dans la maison. Le nommé O'Laughlin, ami de Booth, s'y présenta, déclarant être un homme de loi parfaitement connu de M. Stanton. Il demanda à voir le général Grant ; mais cela ne put lui être accordé.

Il fut arrêté le surlendemain.

On arrêta également le nommé Atzeroth, à Relay-House, près de Baltimore. C'est un homme d'aspect sauvage, Allemand de naissance. Il était en relations suivies avec madame Surratt. Il avait habité longtemps à Port-Tobaico, d'où le surnom lui en est resté. Un détachement d'éclaireurs du 1er régiment du Delaware le découvrit chez ses parents à Germantown. Les sol-

dats qui l'arrêtèrent faillirent l'assommer, et il ne dut la vie qu'à l'intervention de l'officier commandant le détachement. On arrêta aussi M. Surratt, Harold, le frère de Booth, Junius et le docteur Mudd.

§ III. OBSÈQUES DE LINCOLN.

Le corps du président Lincoln fut exposé le 19 avril au Palais-Exécutif dans la salle de l'Est.

Un bataillon du corps de la réserve en gardait les abords.

Le cercueil était recouvert d'un drap orné d'argent avec quatre médaillons d'argent de chaque côté, auxquels étaient fixées les poignées, et doublé en satin blanc sur lequel se détachait la tête de Lincoln, calme et noble, comme si la mort l'eut respecté. Aux croisées étaient pendues des draperies de barège noir.

Des guirlandes de chêne, de japonica et de roses blanches, décoraient le catafalque placé sur une haute estrade, jonchée de camélias blancs et d'immortelle.

Le major général Hitchoock, le général Eaton et des officiers de chaque corps formaient la garde d'honneur. M. Hall, de l'église épiscopale, fit le service funèbre, assisté de l'évêque méthodiste, de MM. Gurley et Gray.

Le corps demeura exposé jusqu'à deux heures, puis le cortége se mit en marche vers le Capitole, suivi de toute la population de Washington, sur un quart de mille de longueur. Le char funèbre était traîné par six chevaux, et surmonté d'un baldaquin avec une aigle d'or voilée d'un crêpe noir. Les tambours, revêtus de crêpes, marchaient en avant. Derrière venaient le cheval du président, la famille et les amis du défunt, les députations de l'Illinois et du Kentucky. La voiture du président Johnson suivait, accompagnée d'un

détachement de cavalerie, puis venaient les ministres, le corps diplomatique, les officiers de l'armée de terre et de mer, entre autres l'amiral Ferragut, les généraux Grant et Butler, les juges des cours suprêmes, les sénateurs, les membres des congrès et les différentes corporations de Washington et autres villes. Les employés des administrations de l'État avaient été tous convoqués. Quinze cents nègres fermaient la marche, en tout vingt mille personnes.

Le défilé dura une heure et demie.

Dans tous les États du Nord, les affaires furent, ce jour-là, complètement suspendues. Ce jour funèbre fut également observé dans les principales villes des provinces anglaises, où la plupart des magasins demeurèrent fermés, ainsi que les établissements publics.

De Washington, Abraham Lincoln devait être transporté dans les principales villes du Nord, où des honneurs publics lui seraient rendus. Le 12 avril, on le déposa au chemin de fer de Baltimore, dans un wagon tendu de draperies blanches et noires. Neuf voitures, drapées de noir et frangées d'argent, formaient le convoi. Le cercueil, arrivé à Baltimore le matin, fut exposé dans la rotonde de la Bourse, sur un riche catafalque préparé par la municipalité.

A deux heures, il fut conduit à la gare du chemin de fer d'Harrisburg, suivi par les milices et les députations de la ville. Toutes les maisons étaient tendues de deuil, et le canon, tiré de minute en minute, joignait son grondement au glas funèbre des cloches. Il traversa de même Harrisburg, Philadelphie, New-York, toujours escorté d'une foule nombreuse et recueillie. A New-York, le catafalque était haut de dix-huit pieds, drapé de satin noir, et surmonté de trophées que dominait un aigle d'argent. La salle des gouverneurs, où il était exposé, reçut plus de deux cent mille vi-

siteurs en deux jours. Le cortége se réunit dans Union-square à une heure de l'après-midi, et M. Hancroft prononça un éloge funèbre. Puis les milices, les autorités et toute la population accompagnèrent le convoi jusqu'à la gare d'Albany.

Après les mêmes honneurs rendus dans six autres villes, le corps fut déposé au cimetière d'Oak-Ridge, à Springfield, dans un caveau construit au pied d'une petite colline. Le monument a la forme d'un temple grec, soutenu par des colonnes d'ordre dorique, de 15 pieds de haut, en pierre calcaire. Le cercueil repose à deux pieds du sol, sur une plaque de marbre. Une grille de fer, luxueusement ouvragée, entoure l'édifice. Une porte massive, couverte d'ornements sculptés, ferme l'entrée du caveau, et porte au fronton l'inscription suivante :

A LA MÉMOIRE

D'ABRAHAM LINCOLN,

16e président des États-Unis,

1809-1865.

Les restes mortels du président, après avoir traversé successivement Baltimore, Harrisburg, Philadelphie, New-York, Albany, Buffalo, Cleveland, Columbus, Indianapolis, Chicago, reposent donc maintenant dans son État adoptif, l'Illinois, à Springfield.

On voit encore dans cette ville la maison qu'il habitait avant son élection à la présidence. C'est une construction en bois, à deux étages, d'apparence très-simple; elle est peinte en gris et garnie de jalousies vertes. Quelques citoyens se proposent de l'acheter et d'en faire don à madame Lincoln, en témoignage de la sympathie du peuple américain pour la veuve

et les orphelins de l'illustre victime du fanatisme esclavagiste.

Les blancs et les noirs l'ont pleuré, les pauvres surtout, dont il était l'ami. Il demeurait pour tous, le type d'un homme humble et vaillant, dont le cœur n'avait jamais failli à cette loi suprême : « Le Devoir. »

Il avait, au sein d'une crise redoutable, en face de la guerre civile, eu toujours en vue son serment de fidélité à la constitution, et s'il la viola une seule fois (encore ne le fit-il qu'avec des scrupules qui l'honorent), ce fut pour en effacer la seule tache qui la déshonorait, l'esclavage.

Aussi mérita-t-il le plus beau surnom qu'aucun chef de gouvernement ait jamais obtenu :

« Abraham Lincoln, l'HONNÊTE HOMME. »

Puissent, les démocraties, dans leur marche périlleuse sur la voie du progrès, rencontrer souvent pour les guider, de pareils hommes !...

La nouvelle de l'assassinat du président Lincoln produisit une émotion profonde dans toutes les villes d'Angleterre particulièrement à Londres, Liverpool et Manchester dont le commerce est sans cesse en rapport avec les Etats-Unis.

D'abord ou refusa d'y croire, on y vit un bruit perfide répandu par les gens du Sud. Mais bientôt les drapeaux étoilés qui surmontent les consulats américains ayant été descendus à mi-mât, en signe de deuil, on ne put plus douter de la fatale nouvelle. Les affaires furent immédiatement délaissées et l'on se réunit en meetings pour donner des marques publiques de l'horreur causée par cet attentat.

Elle ne produisit pas moins d'horreur dans les autres États de l'Europe et particulièrement en France.

Voici le texte de la dépêche que M. Drouyn de

Lhuys, notre ministre des affaires étrangères transmit aussitôt à notre ambassadeur à Washington :

Paris, le 28 avril 1865.

« Monsieur,

« La nouvelle de l'attentat dont M. le président Lincoln vient d'être la victime a causé au gouvernement impérial un profond sentiment d'indignation.

« Sa Majesté a chargé immédiatement un de ses aides de camp de se rendre auprès de M. le Ministre des États-Unis pour l'inviter à en transmettre l'expression à M. Johnson, qui se trouve actuellement investi de la présidence.

« J'ai voulu moi-même, par la dépêche que je vous ai adressée en date d'hier, vous faire connaître sans aucun retard l'émotion douloureuse que nous avons ressentie, et je tiens aujourd'hui, et conformément aux intentions de l'Empereur, à rendre un hommage mérité au grand citoyen dont les Etats-Unis déplorent la perte.

« Élevé à la première magistrature de la République par le suffrage de son pays, M. Abraham Lincoln avait porté dans l'exercice du pouvoir remis entre ses mains les plus solides qualités, la fermeté du caractère s'alliant chez lui à l'élévation des principes.

« Aussi jamais son âme vigoureuse n'a fléchi devant les redoutables épreuves réservées à son gouvernement ; au moment où un crime atroce l'a enlevé à la mission qu'il remplissait avec le sentiment religieux du devoir, il avait conscience que le triomphe de sa politique était définitivement assuré.

« Ses récentes proclamations sont empreintes des pensées de modération dont il était inspiré en abordant résolûment la tâche de réorganiser l'Union et d'affermir la paix. La suprême satisfaction d'accomplir cette œuvre ne lui a point été accordée ; mais en recueillant ces derniers témoignages de sa haute sagesse, aussi bien que les exemples de bon sens, de courage et de patriotisme qu'il a donnés, l'histoire n'hésitera pas à le placer au rang des citoyens qui ont le plus honoré leur pays.

« Par ordre de l'Empereur, je transmets cette dépêche à M. le ministre d'Etat, qui est chargé de la communiquer au

Sénat et au Corps législatif; la France s'associera unanimement à la pensée de Sa Majesté.

« Recevez, etc...

« DROUYN DE LHUYS. »

Voici le discours prononcé au Corps législatif par M. le président Schneider :

« Messieurs, je veux être l'interprête de votre pensée, en exprimant publiquement la douleur et l'indignation que nous avons tous ressenties à la nouvelle de la mort sanglante du président Lincoln.

« Cet exécrable attentat a révolté tout ce qu'il y a de noble dans le cœur de la France. Nulle part, l'émotion n'a été plus profonde ni plus universelle que dans notre pays.

« Aussi, nous nous associons avec énergie aux sentiments et aux sympathies qui ont été manifestés par le gouvernement. (*Oui! oui! très-bien!*)

« Appelé à diriger les affaires dans un temps de crise à jamais mémorable, M. Abraham Lincoln s'était maintenu à la hauteur de sa difficile mission. Après avoir montré son inébranlable fermeté dans la lutte, il semblait, par la sagesse de son langage et de ses vues, devoir amener bientôt, entre les enfants de la patrie américaine, une féconde et durable réconciliation. (*Très-bien! très-bien!*) Ses derniers actes sont le couronnement de sa vie d'honnête homme et de grand citoyen.

« Espérons que sa volonté et ses sentiments survivront à lui-même et inspireront au peuple américain de pacifiques et généreuses résolutions. (*Nouvelles marques d'approbation*).

« La France a gémi de ces luttes sanglantes qui ont affligé l'humanité et la civilisation. Elle désire avec ardeur le rétablissement de la paix dans le sein de cette grande nation, son alliée et son amie. (*Très-bien! très-bien!*)

« Que nos prières soient entendues et que la Providence mette un terme à de si douloureuses épreuves. (*Mouvement unanime d'approbation.*)

« Le Corps législatif donne acte au gouvernement de la communication qu'il vient de lui faire et demande qu'un extrait du

procès-verbal de cette séance soit officiellement adressé au ministre d'Etat. » (*Assentiment général.*)

Le même jour, 1er mai, M. Vuitry, ministre présidant le conseil d'État, donnait au Sénat la communication de la dépêche adressée par M. Drouyn de Lhuys à notre représentant à Washington.

M. Troplong, président du Sénat, prenait la parole après lui et, s'adressant au premier corps de l'Etat, s'exprimait en ces termes :

« Messieurs, en donnant acte à M. le ministre de sa communication, je demande au Sénat de me permettre d'exprimer en son nom un sentiment qui, par son unanimité et son énergie, s'impose de lui-même à tous les cœurs. Le Sénat a éprouvé une profonde émotion à la nouvelle de l'attentat commis sur le chef illustre d'une nation amie. M. Lincoln, placé depuis 1861 à la tête de l'État américain, avait traversé les plus douloureuses épreuves que puisse rencontrer un pouvoir fondé sur la liberté. C'est au moment où la victoire s'offrait à lui, non comme un signal de conquête, mais comme une heure de réconciliation, qu'un crime, encore obscur dans ses causes, a brisé l'existence de ce citoyen élevé si haut dans le choix de ses compatriotes. M. Lincoln est tombé lorsqu'il croyait toucher au terme des maux de son pays et qu'il nourrissait le patriotique espoir de le voir bientôt reconstitué et florissant. Le Sénat, qui a toujours déploré la guerre civile, déteste à plus forte raison ces haines implacables qui en sont le fruit et ensanglantent la politique par l'assassinat. Il n'y a dans son sein qu'une voix pour s'unir aux pensées exprimées par ordre de l'Empereur, au nom d'une politique généreuse et de l'humanité. (*Très-bien! très-bien !*)

« Je propose au Sénat d'ordonner qu'un extrait du procès-verbal de la présente séance sera officiellement adressé à M. le ministre d'État. (*Nouvelles et très-vives marques d'approbation*).

Les journalistes de la presse politique française transmirent l'adresse suivante au président Johnson :

« Monsieur le Président,

« La Constitution de votre pays a placé pour jamais la démocratie américaine au-dessus des coups dirigés contre les personnes. Où la liberté règne, où la loi seule gouverne, les premiers magistrats peuvent périr sans que les institutions soient ébranlées ou seulement menacées. Le regret et l'indignation peuvent agiter le peuple : la crainte ne saurait l'atteindre.

« Nous savons que ce sont là les heureuses conditions faites au peuple des États-Unis par ses institutions.

« Permettez-nous, cependant, de vous exprimer la douleur que nous fait éprouver la mort du citoyen qui vient d'être frappé. Abraham Lincoln sera regretté comme il était admiré par la démocratie française. Quel plus beau modèle, en effet, que ce grand homme du peuple, ce travailleur parvenu du rang le plus humble à la première magistrature de son pays, et demeuré le fidèle serviteur des lois !

« Dites au peuple de l'Union, monsieur le Président, que nous nous associons à son deuil comme nous partageons ses espérances. L'esclavage est mort, la liberté ne périra jamais ; le triomphe de la grande République est assuré. »

Les rédacteurs du Temps, *de* l'Avenir national, *du* Siècle, *de* l'Opinion nationale.)

Voici celle du journal *le Courrier du Dimanche*, adressée à M. Bigelow, ministre des Etats-Unis à Paris :

Monsieur le ministre,

A. Lincoln est tombé victime du plus exécrable attentat au moment où le rétablissement de l'Union était assuré grâce à sa fermeté, à sa patriotique énergie et à sa modération.

Le *Courrier du Dimanche*, entre tous les journaux français, peut revendiquer l'honneur d'avoir été, dès le premier jour de la lutte, et sans aucune hésitation, le défenseur des idées dont Lincoln est le martyr, et nous venons aujourd'hui vous exprimer la profonde douleur qu'a fait éprouver à tous nos collaborateurs la mort de ce grand citoyen.

Ce n'est pas seulement à l'Amérique, c'est à l'humanité tout

entière qu'il appartenait : le coup qui a frappé Lincoln a été ressenti par tous ceux qui, dans notre vieille Europe, croient à la liberté, au droit, à la justice. Il y a peu de jours encore quand les armées du Nord rentraient dans Richmond, nous éprouvions, en pensant que le dernier rempart de l'esclavage venait de tomber, toutes les joies de la victoire; nous venons vous demander aujourd'hui le droit de prendre part à votre deuil.

L'Amérique voudra-t-elle que le marbre transmette aux générations futures le souvenir de cet homme de bien, qui est demeuré, malgré les plus redoutables épreuves auxquelles puisse être condamné un chef de gouvernement, le fidèle serviteur des lois?

Si votre patrie voulait consacrer cette grande mémoire par un monument digne d'elle, nous réclamerions l'honneur de nous associer les premiers à cet acte de reconnaissance, comme nous avons été les premiers à saluer la double élection de cette victime à jamais illustre.

Recevez, monsieur le ministre, l'assurance de nos sentiments respectueusement dévoués.

P. TARGET. E. VILLETARD.

La reine d'Angleterre écrivit elle-même une lettre de condoléance à madame Lincoln, et le peuple de Londres, réuni en meeting à Saint-James-Hall, sous la présidence de M. W. Evans, adopta la motion suivante :

Le meeting exprime les sentiments de douleur et d'horreur avec lesquels il a appris l'assassinat du président Lincoln et la tentative d'assassinat contre M. Seward. Il transmet à madame Lincoln, au peuple et au gouvernement des Etats-Unis l'expression de sa profonde sympathie et de sa profonde condoléance.

L'Allemagne, qui avait fourni aux Etats-Unis du Nord plus de cent mille combattants et vingt généraux (les généraux Weitzel, Schimmelpfennig, Schurz, Necker, etc.), pleura également la mort de Lincoln comme un deuil public.

Voici l'adresse que la Chambre des députés de Berlin a fait remettre au président des Etats-Unis :

Nous soussignés, membres de la Chambre des députés prussienne, vous prions d'accepter l'expression de la douleur que nous a causée la grave perte infligée au gouvernement et au peuple des Etats-Unis par la mort du président Lincoln. Acceptez en même temps l'expression de la profonde horreur que nous inspire le crime atroce dont il a été victime. Nous sommes d'autant plus émus de ce malheur, qu'il est arrivé au moment où nous nous réjouissions du triomphe des Etats-Unis. La tentative faite contre la vie de M. Seward, lequel a puissamment aidé M. Lincoln dans l'accomplissement de sa tâche difficile, trahit l'abominable but du crime, but qui est d'arracher par la mort de ces hommes aux peuples des Etats-Unis les fruits de sa longue lutte et de son courageux dévouement.

Vivant au milieu de nous,, monsieur le ministre, vous avez été le témoin du vif intérêt que le peuple allemand a conservé au peuple des Etats-Unis pendant cette longue et difficile lutte. Vous savez aussi qu'il a vu avec joie et orgueil des milliers de ses enfants se mettre résolûment du côté droit et de la loi. Vous avez remarqué avec quelle joie les victoires de l'Union sont saluées chez nous et avec quelle confiance inébranlable nous avons attendu, même pendant les désastres, la victoire définitive de la bonne cause, et le rétablissement de l'Union dans toute sa grandeur.

Nous vous prions, en outre, monsieur le ministre, de vouloir bien exprimer à votre gouvernement nos sentiments douloureux et nos sympathies pour le peuple et le gouvernement des Etats-Unis, et d'agréer l'expression de notre considération distinguée.

GRABOW, D'UNRUH, DE BOCKUM-DOLFFS.

Enfin, des adresses nombreuses, venues des Cortès d'Espagne et de Portugal, de Russie, d'Autriche, de Suisse, de Belgique, indiquèrent au peuple américain quelle sympathie l'Europe entière conservait pour la mémoire du président Abraham Lincoln.

Toutes ces adresses étaient-elles sincères, et les

vœux d'Etats régis par un despotisme absolu, pour la prospérité de la libre république américaine, ont-ils la signification qu'on a bien voulu leur prêter?

C'est ce qu'il ne nous est pas permis d'examiner ici.

§ IV. INSTALLATION DU NOUVEAU PRÉSIDENT, M. ANDREW JOHNSON.

Suivant la Constitution des Etats-Unis, lorsque le président meurt avant le terme fixé pour sa retraite, le vice-président le remplace, sans élections. C'est ce qui vient d'arriver. M. Andrew Johnson a prêté serment le 15 avril, entre les mains du juge suprême des Etats-Unis.

De même qu'Abraham Lincoln, M. Johnson n'est arrivé à la haute position qu'il occupe qu'après une dure vie de travail et des vicissitudes nombreuses.

Né le 29 décembre 1808, à Raleig (Caroline du Nord), il fut d'abord apprenti chez un tailleur, chez lequel il resta cinq ans. Comme il était depuis sa plus tendre enfance, orphelin, abandonné à lui-même, il dut apprendre seul à lire et à écrire.

En 1827, il émigra à Greenville (Tenessee), où d'abord il fut manœuvre. Il reprit son métier d'ouvrier tailleur et ouvrit, pour son compte, une modeste échoppe. Ce fut cette même année qu'il se maria avec une jeune fille pauvre dont il eut cinq enfants. Le tailleur, travaillant sans cesse, augmenta rapidement son instruction et devint professeur. En 1828, il fut nommé alderman, et en 1830, maire de Greenville. — Ses concitoyens l'envoyèrent bientôt au congrès du Tenessee en qualité de représentant, puis de sénateur (1835-1842). En 1843, il entra comme représentant au congrès de Washington, où son mandat fut prorogé jusqu'en 1853, époque à laquelle il devint gouverneur du Tenessee. En 1857, il rentra au congrès de Was-

hington avec le titre de sénateur, et fut nommé vice-président et par suite président du Sénat à la deuxième réélection de M. Lincoln.

C'est, comme on le voit, un homme rompu depuis longtemps aux affaires politiques; mais on craint qu'il ne suive pas à l'égard de la rébellion, qu'il lui incombe de réprimer, les principes de clémence de son prédécesseur.

Son premier acte a été de mettre à prix l'arrestation de Jefferson Davis, président de l'ex-confédération, et de ses ministres, comme prévenus de complicité dans le meurtre d'Abraham Lincoln. Capturés dernièrement, ils attendent dans les prisons de Monroë l'heure de leur jugement.

Enfin, le discours suivant, qu'il a adressé à une députation de l'Ohio, indique parfaitement quelles sont les idées du nouveau président, au sujet de la grande mission des États-Unis :

. . . .

J'applaudis spécialement à l'idée que ce gouvernement a une mission à remplir, et qu'elle n'a pas encore été remplie. L'histoire de cette contrée démontrera que notre nation, dans la marche du temps, est aussi permanente que le soleil.

Ce gouvernement a été fondé par nos pères sur le grand principe du droit, c'est-à-dire sur les principes d'un gouvernement libre avec toutes les conséquences essentielles qui en découlent. Il a reçu une grande mission qui n'a pas encore été remplie, mais, dans sa marche en avant, il s'en acquittera et consacrera le grand principe des gouvernements libres, non-seulement ici, mais à travers le monde civilisé. Je crois, — entraîné par ma superstition, qu'on appelle ainsi ou de toute autre manière ma croyance, — je crois, dis-je, j'ai pleine foi qu'il y a un grand principe de justice, base de toute chose.

Je crois qu'un temps viendra où cette nation, au lieu de recevoir, comme elle les a reçus pendant un si longtemps, les arts, les sciences, la religion des autres parties du monde et des émi-

grants de toute nature et de tout caractère, deviendra le point radieux, le centre d'où rayonneront les arts, les sciences, la religion sur tous nos frères, à travers le monde civilisé.

Nous regardons cette gigantesque rébellion, et nous voyons que le gouvernement l'a combattue, et qu'il en a triomphé. Cependant, à l'instant où nous avions la certitude que la rébellion était finie, quand la nation se réjouissait, déployait ses bannières, et faisait retentir dans chacune de ses villes et de ses hameaux le bruit du canon ; au milieu de cette joie et de l'exaltation d'un peuple libre, le premier magistrat est frappé de mort et tombe comme une étoile en dehors de sa sphère.

Ici, nous trouvons une preuve du caractère éternel que possède ce gouvernement, se réjouissant d'un côté de la fin de la rébellion, et de l'autre pleurant son chef assassiné ; et quoique ses présidents puissent disparaître, ce gouvernement ne se maintient pas moins, et continue sa grande mission à travers les nations.

Quand le moment de la justice sera venu, une grande clémence protégera tous ceux qui, entraînés et abusés, n'ont cédé qu'à la force et à l'erreur. Mais un sévère châtiment est réservé à ceux qui, comprenant très-bien la criminalité de leur entreprise, n'ont pas craint d'attenter à la vie de la nation. J'ai employé tous mes efforts à maintenir et à faire triompher les grandes idées que le gouvernement est fait pour l homme, et non l'homme pour le gouvernement. Le sabbat a été fait pour l'homme, et non l'homme pour le sabbat.

La guerre se termine peu à peu.

Sherman, par un traité en date du 18 avril, avait accordé à Johnston une capitulation à peu près analogue à celle de Lee, mais impliquant de plus une amnistie générale et des mesures pour le rétablisse-de la paix.

Malgré la gloire qui entourait son nom, Sherman fut désavoué par le cabinet de Washington, comme ayant outrepassé ses pouvoirs ; illustre exemple donné par une république où ni le talent militaire, ni la popularité même, dans les moments de crise, ne sauraient prévaloir contre les lois.

Le général Wilson avait pris Macon, le 20 avril, et fait prisonniers les généraux Dowell, Cobb et Smith.

D'un autre côté, Mobile se rendait. Le vieil amiral Farragut avait réussi à forcer la passe; attaché au mât d'une canonnière, à cause de ses jambes affaiblies, il n'en avait pas moins dirigé l'attaque. Le général Camby, commandant les troupes de débarquement, trouva dans les fortifications évacuées 150 pièces de canon, une énorme quantité de munitions et d'approvisionnements et près de 3,000 balles de coton.

Le président Johnston renvoie dans leurs foyers 400,000 hommes après une revue générale passée à Washington.

Un mois après, la capitulation des troupes rebelles du Mississipi est conclue entre les généraux Sterling-Price, Buckner et Brent, d'une part, et les généraux Camby et Herron, de l'autre. Les chefs rebelles avaient été envoyés à la Nouvelle-Orléans par Kirby-Smith avec des sauf-conduits signés par les autorités fédérales. Le département du Mississipi comprenait les districts du Missouri, de l'Arkansas, de la Louisiane occidendentale, du Texas, du Nouveau-Mexique et de l'Arizonia encore occupés par les rebelles, mais le gros des forces de Smith était massé à Sheverport, sur la Rivière Rouge. On évalue le chiffre de ces troupes à 25,000 hommes.

Outre les généraux nommés plus haut, la capitulation de Smith comprend celle du lieutenant-général Hood, l'ex-adversaire malheureux de Sherman et de Thomas; celle de six majors généraux, parmi lesquels se trouvent le prince de Polignac et Magruder, et enfin celle de trente-deux brigadiers généraux et de trente-sept colonels.

Le président proclame une amnistie dont sont exclus les fonctionnaires civils et militaires, ayant un rang

ou un grade supérieur à celui de colonel, les marins ayant un grade au-dessus de lieutenant, les gouverneurs des États révoltés, les citoyens dont la propriété dépasse 20 000 dollars, enfin les corsaires et pillards de frontières.

Les nègres émancipés continuent à se rendre dignes de la liberté qui leur a été donnée.

Nous empruntons au journal *l'Association* les détails suivants :

« Depuis que les Américains du Nord ont reconquis l'archipel des *Sea-Islands* entre Charleston et Savannah, les dix mille esclaves qui peuplaient ces îles sont devenus des hommes et ont dû demander la garantie de leur indépendance future à un travail librement choisi. Environ quinze cents se sont faits soldats pour aider par les armes à la libération de leurs frères du continent; d'autres se sont engagés comme matelots, d'autres encore ont entrepris un petit négoce; quelques milliers travaillent comme salariés dans les camps et les plantations; mais déjà le plus grand nombre des anciens esclaves ont employé le produit de leur industrie à s'acheter de petits champs où ils cultivent du coton, du maïs, des légumes. Ils sont assez à leur aise pour payer leurs propres écoles, et maintenant ils s'occupent de fonder une société de secours mutuels, pour prendre soin des vieillards et des infirmes.

« L'année dernière, les habitants de trois plantations, qui n'avaient certes point lu les œuvres de Fourier, de Cabet ou de Robert Owen, ont eu l'heureuse idée d'acheter les domaines de leurs anciens maîtres, et de cultiver, en qualité de propriétaires, le sol qu'ils cultivaient autrefois comme esclaves. Les résultats ont été des plus favorables; malheureusement les rapports publiés dans les journaux américains ne nous disent pas sur quelles bases ces diverses associations ont été

fondées. Les membres de l'association *James Tripp*, hommes et femmes, ont eu chacun pour leur part un bénéfice net au moins de 250 francs, sans compter une forte provision de *vivres* qu'ils peuvent vendre dans les villes voisines. La plantation *Reynolds* a produit dans l'année pour 21 000 francs de coton et une abondante récolte de maïs. Les sociétaires de la plantation *Edgerly* ont réalisé sur la vente de leur coton des bénéfices assez considérables pour que toutes les familles aient pu se bâtir, à la fin de l'année, de confortables cottages, et faire en outre cadeau d'une balle de coton (1 500 francs) à un ami, M. Hitchcock, qui les avait beaucoup aidés dans l'organisation de leur société. »

§ V. AFFAIRE JEFFERSON DAVIS.

Après l'assassinat de Lincoln, on avait également mis à prix l'arrestation (mais non la tête) de Jefferson Davis et de ses ministres, accusés de haute trahison et de complicité dans le crime de Booth (la seconde partie de cette accusation semble aujourd'hui abandonnée). 100 000 dollars étaient promis pour l'ex-président, 25 000 dollars pour les autres.

Jefferson Davis avait pris la fuite, et comptait, ayant un jour d'avance sur les fédéraux, pouvoir leur échapper. Mais l'événement trompa ses espérances.

Ce fut le mercredi, 10 mai, au point du jour, que les fugitifs furent surpris dans leur camp, auprès d'Irwinville (Géorgie), par la colonne de cavalerie du lieutenant-colonel Pritchard. Trois corps distincts s'étaient lancés à la poursuite de M. Davis, par trois routes différentes. L'un, composé du 1er régiment de Wisconsin, sous les ordres du lieutenant-colonel Harden, s'était jeté sur la trace directe des fugitifs, par Dublin, Cumberlandville et Irwinville; le second,

comprenant un détachement du 4e Michigan, commandé par le lieutenant-colonel Pritchard, avait poussé à travers champs, dans la direction de Hopewell et de House-Creek ; enfin, le troisième, sous le colonel Minty, s'était échelonné sur les rives méridionales de l'Ocmulgee et de l'Altamaha, pour garder les gués de ces rivières.

Arrivé pendant la nuit du 9 à Irwinville, le colonel Pritchard apprit d'un habitant que M. Davis et son escorte avaient paru dans la soirée, à deux milles de la ville, où ils avaient envoyé chercher des provisions. Il se porta aussitôt dans la direction indiquée, et à deux heures et demie, il cernait leur camp.

Au même instant la cavalerie de Harden débouchait par la route de Cumberlandville, et le colonel Pritchard la prenant pour l'escorte confédérée, dont on disait l'ex-président du Sud accompagné, fit ranger ses hommes en bataille et ouvrit le feu. Ce n'est qu'au bout d'un quart d'heure de fusillade, et lorsque sept hommes eurent été tués et blessés des deux côtés, que l'on s'aperçut de la méprise.

Cependant le bruit de la fusillade réveilla M. Davis en sursaut, et lui indiqua le danger qu'il courait. Il revêtit à la hâte une robe appartenant à sa femme, et prit sa course vers les bois, serré de près par les cavaliers fédéraux, qui avaient reconnu son sexe aux bottes qu'il portait. Cerné de tous côtés, l'ex-président se retourna contre ceux qui le poursuivaient en brandissant son *bowie-knife* (poignard), et faisant mine de vouloir résister. Mais quand il se vit entouré d'un cercle de revolvers, il se rendit. Il exprima une profonde indignation de se voir traqué comme une bête fauve, et déclara qu'il avait toujours cru le gouvernement assez magnanime pour ne pas donner la chasse à des femmes et à des enfants.

Le convoi qui accompagnait M. Davis se composait de cinq fourgons et de trois ambulances, dans lesquelles on n'a trouvé aucune des sommes extraordinaires qu'il était censé emporter avec lui.

Parmi les personnes arrêtées au camp d'Irwinville, on compte, outre M. Davis, sa femme, ses sœurs, son frère, un fils de M. Breckinridge, le directeur des postes Reagan, les colonels Harrisson, Johnson et Morris Lubbrick, ainsi que plusieurs personnages importants. Ils sont écroués au fort Monroë.

Jefferson Davis est un homme de six pieds, laid et borgne. Son sourire est singulier et inspire peu de confiance. Quand on lui parle de sa complicité dans l'assassinat de Lincoln, il se contente de hausser les épaules.

L'ex-vice-président du Sud, M. Alexandre Stephens a été arrêté également.

Voici quelques détails sur les autres personnages :

Harrisson est le secrétaire intime de Jefferson. Il manifeste pour son maître un attachement qui ressemble à un culte.

Les colonels Johnson et Morris étaient aides-de-camp de Jefferson.

Jacob Thompson a été longtemps membre du Congrès et ministre de l'intérieur sous M. Buchanan.

Clément C. Clay a été sénateur au Congrès pour l'Alabama. Il s'est livré lui-même pour qu'on le jugeât. Sa femme, en se présentant devant le colonel Pritchard, lui dit : « On a promis 25 000 dollars à qui livrerait mon mari, donnez-les-moi, je vous l'amène. » Elle ajouta : « Tous vos farceurs de Washington veulent satisfaire leurs petites vengeances personnelles. Nous verrons bien s'ils y réussiront.

George N. Saunders était agent naval du port de New-York sous Buchanan.

Beverly Bucker, ingénieur et journaliste, a été consul à Liverpool en 1858.

William C. Cleary est un ancien membre démocrate de la législature du Kentucky.

Ils attendent tous leur jugement avec un calme qui ne se dément point.

M. Jefferson Davis, conduit à Monroë, sur le bâtiment à vapeur *Pierce*, y est gardé à vue. D'après certains journaux, on l'aurait même chargé de chaînes, et c'est sur l'observation du médecin qui déclara que cette humiliation entraînerait chez lui la folie, qu'il en a été délivré.

D'ailleurs, l'opinion publique est favorable à la clémence.

M. Garrett Smith a déclaré dans un discours prononcé à l'institut Cooper que le Nord ayant pleinement accepté les lois de la guerre, ce serait une perfidie et un crime de punir un ennemi vaincu comme coupable de trahison.

M. Horace Greely a prononcé un discours dans lequel il dit que ce serait un odieux abus de confiance que de juger Lee et son armée. Un mandat d'arrêt a été, en effet, décerné contre lui et le général Longstreet.

Enfin, M. Wendels Philipp, au Congrès, s'est écrié, en parlant de Jefferson Davis :

« Il n'était pas assez fort pour faire dire de lui qu'il était trop puissant pour que l'Union lui permette de vivre. »

APPENDICE

JOHN WILKES BOOTH ET SES COMPLICES.

John Wilkes Booth naquit en 1838 à Baltimore.

Son père, Junius Brutus Booth, tragédien anglais, né à Londres en 1796, avait été le contemporain et le rival du célèbre Edmond Kean. Après avoir embrassé la métier de comédien contre la volonté de sa famille, il avait parcouru la Belgique et la Hollande. Ce fut à Bruxelles, n'ayant encore que dix-neuf ans, qu'il épousa une demoiselle Wilkes. Il avait débuté à Londres, à Covent-Garden, en 1814, dans Richard III. Sa ressemblance avec le tyran et le talent qu'il déploya dons son rôle, lui valurent un immense succès. Mais sa fortune dura peu. Il eut le malheur de quitter Covent-Garden pour Drury-lane, dont les directeurs l'admettaient à jouer concurremment avec Kean et quand il revint à son ancien théâtre, le public furieux de sa désertion, le reçut à coup de sifflets. Son caractère s'aigrit, et en 1820, ayant blessé grièvement un de ses confrères, il dut s'enfuir et partit en Amérique où il débuta sur le théâtre du Parc, à New-York, en 1832; son rôle favori était toujours Richard III. Il continua à jouer sur différents théâtres des États-Unis où son nom finit par être fort connu. Un jour, dans une querelle, il tua un de ses camarades, et se décida à revenir en Angleterre. La mort le surprit en route dans la traversée de la Nouvelle-Orléans à Cincinnati (décembre 1842).

Ses trois fils, John Wilkes, Junius Brutus et Edwin embrassèrent la carrière paternelle, et le premier fit

ses débuts, dès l'âge de seize ans, sur le théâtre de Philadelpbie. Il avait hérité du talent de son père, malheureusement aussi de ses goûts déréglés.

Booth, en effet, avait mené toujours une vie fort déréglée. Beau comme il est donné à peu d'hommes de l'être, il avait des milliers d'amis surtout parmi les femmes. Ses amours et ses intrigues avaient été très-nombreuses. Il fascinait les femmes à tel point qu'il était comme assiégé de leurs importunités. Il lui est souvent arrivé de dire qu'il avait été obligé bien des fois de changer de résidence pour éviter leurs poursuites. Des femmes qui passaient pour respectables le suivaient de ville en ville, et l'on dit que, dans quelques-uns de ses accès de vertu, il faisait des reproches à ces belles amoureuses, et les avertissait que les acteurs n'aimaient jamais que pour tromper. On raconte de lui une anecdote de ce genre au sujet d'une jeune demoiselle, fille d'un grand négociant de Baltimore. Malheureusement, on ne fit point cas de son avis et il n'eut jamais à le répéter, car la jeune fille, devenue sa maîtresse pour une heure, fut abandonnée quand il partit de la ville.

Il excellait dans tous les exercices du corps. Ecuyer consommé, nageur intrépide, boxeur émérite, il tirait à merveille l'épée et le pistolet. Trois jours avant la perpétration de son crime, à Boston, il s'était rendu, suivant son habitude journalière, dans une salle de tir tenue par MM. Floyd et Edwards, place Chapman. Il avait déployé une adresse extraordinaire et s'était amusé à tirer dans les positions les plus difficiles, entre ses jambes, derrière lui, couché, sans manquer une seule fois le but.

Il exerça quelque temps son métier en province, particulièrement à Mobile et à Washington (ce qui explique la facilité avec laquelle il put s'échapper après

le crime par les issues bien connues à lui du théâtre).

En 1860, il devint chef de troupe à Montgommery (Alabama). Dans cette ville, il passait pour fou. Cette même année, s'étant blessé assez gravement au pied avec une arme à feu, il vint dans le nord à New-York pour réparer sa santé.

Son frère, Edwin, remportait déjà de brillants succès dans cette ville. John se décida à rivaliser avec lui et fit sa première apparition au théâtre de Wallack dans Richard III. Il joua assez faiblement jusqu'à la scène du combat qui termine ce drame, mais là, il saisit les deux épées accrochées au mur avec une force et une vigueur qui étonnèrent le public. Jamais on n'avait vu cette scène mieux rendue. Un soir même, il la joua avec une telle animation, qu'attaquant M. Tilton qui remplissait le rôle de Richmond, il le jeta violemment dans l'orchestre et faillit lui casser un bras.

Dans maintes circonstances, d'ailleurs, emporté par son tempérament exalté, il lui arriva de blesser à coups de sabre les acteurs avec lesquels il jouait. Un de ses camarades, Renaud, qui devait remplir ce même rôle de Richmond, l'avertit que s'il lui faisait la moindre égratignure, il riposterait sérieusement. Ce jour-là, il se le tint pour dit.

Après Richard III, il joua *Shylock*, où il échoua, puis le bâtard dans *Robbers*, de Schiller. Il alla chercher alors un meilleur accueil à Boston.

Depuis quelques mois, il avait cessé de jouer, à cause d'une bronchite, et s'était enrichi dans des spéculations d'huile en Virginie. Il avait passé une assez grande partie de son temps à Washington, où la ville et les théâtres lui étaient familiers; puis à New-York, où, dans les moments d'ivresse qui suivaient ses fréquentes libations, il manifestait, dit-on, l'intention de tuer le président Lincoln.

En public, il ne cachait point sa partialité pour le Sud et la sécession, intempérance de langage assez dangereuse en ce moment. Edwin, son frère, lui en faisait souvent reproche, mais personne ne supposait que son projet d'assassinat fût sérieux.

Cependant le crime était prémédité depuis longtemps, comme le prouve l'annonce suivante publiée en décembre 1854 dans le *Dispatch*, journal de Selma, (Alabama) :

POUR UN MILLION DE DOLLARS,

On offre la paix à dater du 1er mars.

« Si les citoyens de la Confédération du Sud veulent me donner en espèces ou en promesses, avec de solides garanties, la somme de un million de dollars, je m'engage faire de telle sorte qu'Abraham Lincoln, W.-H. Seward et Andrew Johnson, n'existent plus le 1er mars prochain. Cela nous procurera la paix et donnera au monde cette satisfaction que les tyrans ne peuvent pas vivre sur une « terre de liberté. » Si cet engagement n'est pas rempli, rien ne sera réclamé au-delà d'une somme de 50 000 dollars à titre d'avance considérée comme nécessaire pour parvenir aux trois misérables (villains), et les tuer. Je fournirai moi-même 1 000 dollars pour ce but patriotique.

Les personnes qui désirent contribuer à l'exécution du plan, sont priées d'écrire à l'adresse suivante : Boxc X,, Cahaba, Alabama.

De plus, M. Clarke, beau-frère de Booth, a remis au marshal des États-Unis pour le district oriental de Pennsylvanie, la lettre suivante que Booth lui avait confiée en novembre 1864, et dans laquelle il songe déjà, non à l'assassinat, mais au rapt du président :

A ceux que cela peut concerner.

« Que j'aie tort ou raison, c'est Dieu qui doit me juger et non les hommes. J'ai toujours cru que le Sud avait raison. La

nomination d'Abraham Lincoln était une déclaration de guerre au Sud et à ses institutions. On disait qu'il fallait attendre Lincoln à l'œuvre. Attendre quoi? qu'on fut attaché et pillé? Le Sud a agi sagement.

« Peuple du Nord, haïr la tyrannie, aimer la liberté et la justice, frapper le mal et l'oppression, voilà ce que nous ont enseigné nos pères! Ce pays a été fait pour l'homme noir. Et, envisageant l'esclavage africain au même point de vue que les nobles auteurs de notre Constitution, j'ai toujours considéré cet esclavage comme étant pour nous et pour les noirs, l'un des plus grands bienfaits que Dieu ait jamais accordés à une nation favorisée.

« J'ai vécu au milieu des esclaves, et je les ai vus moins maltraités par leurs maitres dans le Sud, que leurs enfants par leurs parents dans le Nord. Le ciel sait que nul n'est mieux disposé que moi pour la race noire; mais je vois un meilleur moyen d'améliorer sa condition.

La politique de Lincoln aboutit à l'anéantissement complet des noirs. Le Sud ne combat pas, n'a jamais combattu, pour le maintien de l'esclavage. La bataille de Bull's-Run a fait disparaître cette idée. Quand même nous aurions eu tort en commençant, les cruautés et l'injustice ont transformé le tort en droit.

Quand j'ai coopéré à l'arrestation de John Brown (qui était un assassin, et qui a été justement jugé et condamné par un juge impartial et par un jury), j'ai été fier de la petite part que j'ai prise à cette affaire, car je croyais qu'il était de mon devoir d'aider notre patrie à accomplir un acte de justice. Mais ce qui était un crime pour le pauvre John Brown, devient maintenant une vertu pour le parti républicain. Etrange transformation! J'ai pensé et je pense encore que les abolitionnistes sont les seuls traîtres, et qu'ils méritent le sort de John Brown, non pas à cause de l'abolition de l'esclavage, mais à cause des moyens qu'ils emploient pour l'abolir.

J'ai cherché en vain a découvrir sur quoi on se fondait pour nier le droit de sécession. Je sais qu'on me tiendra pour fou: J'ai tout sujet d'être heureux. Ma profession me rapportait 20 000 dollars par an et mon ambition pouvait s'y donner car-

rière. D'autre part, je ne dois rien au Sud qui ne m'a fait aucun bien. Mais je suis pour le Sud et je ne crois pas que ce soit un déshonneur d'essayer de faire prisonnier cet homme qui lui a infligé tant de maux.

Si je réussis, je n'en tirerai aucun profit. Je m'étendrai dans la même tombe que le Sud. On dit qu'enfin le Nord l'a amené à ce dernier fossé, oubliant qu'il ne faut pas exaspérer un ennemi jusqu'à la folie. Je triompherai fièrement, ou je me coucherai dans le même fossé.

Signé : *Un confédéré qui a fait son devoir sous sa propre responsabilité,*

J. WILKES BOOTH.

Aussitôt l'assassinat commis, le ministre de la guerre Stanton publia l'avis suivant :

Département de la guerre.

Washington, 29 a.ril.

L'assassin de notre bien-aimé président Lincoln est encore en liberté. Une récompense de 50 000 dollars sera donnée par notre département à la personne qui parviendra à le saisir, sans préjudice des primes offertes par les autorités municipales ou les autorités exécutives des États.

Une récompense de 25 000 dollars sera délivrée pour l'arrestation de G.-S Atzeroth, connu aussi sous le nom de « Port-Tobacco », un des complices de Booth, et une récompense égale pour l'arrestation de C. Harold, autre complice.

En outre, sera récompensé libéralement quiconque fournira un renseignement pouvant conduire à la découverte d'un des criminels susnommés ou de ses complices.

Toute personne qui donnerait asile ou qui garderait le secret aux sudistes, qui aiderait à les cacher ou prêterait assistance à eur évasion, sera traitée comme complice du meurtre du président et de la tentative d'assassinat pratiquée contre le secrétaire d'État Seward, et sera jugé militairement et puni de mort.

La tache de sang innocent imprimée sur notre sol doit être effacée par l'arrestation et le châtiment des meurtriers.

Tous les bons citoyens sont invités à aider l'action de la jus-

tice dans cette circonstance. Chacun doit se faire un cas de conscience d'accomplir un pareil devoir et ne se donner pour cela de repos ni jour ni nuit.

EDWIN STANTON,
ministre de la guerre.

Les autres primes étaient 20 000 dollars offerts par les conseils de ville de Washington, 10 000 par le gouvernement de Pennsylvanie, 10 000 par les conseils de ville de Baltimore.

Des troupes furent également envoyées à sa poursuite.

Le jour de l'assassinat, Booth avait loué à l'écurie Cleaver le cheval le plus fort et le plus rapide qu'il ait pu trouver dans la ville. Ce cheval était tenu tout sellé et prêt à recevoir l'assassin, à trois pieds de la petite porte du théâtre. Il ne fut plus retrouvé dans le district de Colombie, et cette disparition fut un des premiers indices qui permirent de croire que Booth avait quitté Washington. Le samedi matin, 15 avril, à l'heure où le président expirait, Booth tomba avec son cheval, et se brisa la jambe au-dessous du genou. Vers minuit, ils arrivèrent à Surrathville, et frappèrent à la porte d'un nommé Lloyd, aubergiste qu'ils connaissaient. Lloyd, en descendant, aperçut deux hommes à cheval; c'était Booth, sur un cheval blanc clair et Harold, sur un cheval bai.

Celui-ci mit pied à terre, et, entrant dans la maison, prit une bouteille de whiskey; il en donna à Booth, en but lui-même, et rapporta la bouteille sur le comptoir. Booth n'était pas descendu de cheval. Harold dit : « Lloyd, pour l'amour de Dieu, dépêchons-nous, donnez-moi ces choses. » Il entendait deux carabines qu'une femme, Marie Surratt, avait apportées la veille pour eux. Lloyd les apporta, mais ils n'en prirent qu'une, Booth disant qu'il ne pouvait se charger de

l'autre, à cause de sa jambe cassée. Au moment de partir, Booth dit à l'aubergiste : « Je vais vous apprendre une nouvelle ; je suis bien sûr que nous avons tué le président et probablement M. Seward. » Sur ce, ils s'éloignèrent au galop.

Ils parvinrent à gagner de là la maison du docteur Mudd, dans le voisinage du Potomac. Le docteur n'avait pas, paraît-il, connaissance de l'assassinat, au moment de l'arrivée du meurtrier. Il pansa la blessure de Booth, et garda chez lui la botte qu il n'avait pu remettre. Sur la semelle de cette botte était écrit le nom du propriétaire : « J.-W. Booth. »

Pendant toute la semaine suivante, Booth resta caché dans un marais du comté de Sainte-Marie (Maryland). Mais la police était déjà sur sa trace, ainsi que l'on peut s'en convaincre en lisant la dépêche du secrétaire Stanton, du 22 courant. Cette dépêche se termine ainsi : « L'assassin du président a fui dans la direction des comtés de Charles et de Sainte-Marie. S'il parvient à s'échapper, ce sera grâce au concours des rebelles de cette contrée. »

Cependant, on craignait que les hommes qui avaient passé dans le Bas-Maryland n'eussent servi qu'à tromper les recherches de la police, et beaucoup de personnes croyaient que Booth était resté à Washington même.

Le dimanche 16, le colonel Baker reçut l'information positive que Booth et Harold avaient passé le Potomac entre Wan-Point, au-dessus de Leonard-Town et Bluff-Point, en Virginie. Ils avaient traversé sur une petite barque qu'ils dirigeaient eux-mêmes, et qu'ils avaient achetée trois cents dollars. Ils étaient parvenus à tromper la surveillance des vedettes de cavalerie établies le long de Potomac, et plusieurs d'entre elles arrivaient à Wan-Point quelques heures seulement après que Booth en était parti.

Le lundi, à une heure, le colonel Baker fit demander un peloton de cavalerie de vingt-quatre hommes. Le lieutenant Dogherty, commandant de la petite troupe, reçut l'ordre de se rendre en toute hâte à Belle-Plaine, près d'Aquia-Greek (Virginie), et de là à Bowling-Green. C'est la route que Booth et Harold devaient prendre, s'ils voulaient gagner Orange-Court-House, et échapper aux forces fédérales de la Virginie.

La troupe, après avoir quitté Belle-Plaine le lundi soir à dix heures, marcha d'abord trois milles dans la direction de Frederick-Burg, puis elle tourna au sud-est, du côté de Rapahannock. Elle arriva à Port-Conway, sur le Rapahannnock, le mardi à une heure de l'après-midi. Ils apprirent d'un nommé Rollins que, la veille, deux hommes, répondant exactement au signalement de Booth, et le signalement de Booth était : John-Wilkes Booth, taille 5 pieds 8 pouces, poids, 160 livres, corpulence solide, cheveux noirs de jais, un peu frisés, de moyenne longueur, séparés en arrière; yeux noirs, sourcils épais. Harold lui avait offert dix dollars pour les conduire à Bowling-Green, et il avait accepté. Harold revint quelque temps après, et lui dit qu'il avait trouvé des amis, et n'avait plus besoin de ses services.

Le lieutenant fit alors traverser la rivière à sa troupe, ce qui prit un certain temps. Elle quitta Port-Royal le mardi, à cinq heures de l'après-midi, environ. Arrivé à moitié chemin de Bowling-Green, on apprit par les femmes que, parmi les cinq hommes descendus la veille en cet endroit, il y en avait un boiteux, et que les quatre autres avaient repassé depuis sur la route. Comme on savait que Booth boîtait, on supposa qu'il avait été laissé à Bowling-Green. La troupe entoura l'hôtel de la ville vers onze heures du

soir, et l'on y prit un soldat rebelle du nom de Yek, qui avoua que, la veille, il avait aidé Booth et Harold à traverser le Rapahannock. Il ne voulait pas en dire plus, mais, menacé de mort, il consentit à conduire la troupe à l'endroit où l'assassin était caché.

A trois milles de Port-Royal, se trouve une ferme appartenant au nommé Garret. C'est jusque-là que Yek avait accompagné Booth. Le fils dit au lieutenant Dogherty qu'il y avait deux hommes cachés dans la grange.

Il était environ deux heures du matin. Le lieutenant, accompagné du fils Garret, marcha en avant vers la grange, et somma Booth de se rendre en lui disant que le jeune Garret entrerait dans la grange pour recevoir leurs armes.

Mais comme l'enfant approchait, Booth cria :

— Va-t-en, tu m'as trahi.

Le colloque suivant s'établit alors entre le lieutenant et Booth.

— Il faut que vous livriez vos armes. Nous venons vous arrêter. Nous vous donnons cinq minutes. Rendez-vous, ou nous mettons le feu à la grange.

— Qui êtes-vous et que voulez-vous ?

— Nous voulons vous faire prisonnier.

— Le cas est embarrassant. Je vais peut-être être pris par mes amis. Accordez-moi une seule chance. Je suis un pauvre estropié, je n'ai qu'une jambe. Éloignez vos hommes à cent mètres de la grange, et je sortirai pour me battre avec vous.

— Nous ne sommes pas venus ici pour nous battre avec vous, mais pour vous faire prisonnier.

— Donnez-nous le temps de réfléchir.

Booth et Harold se consultèrent alors, mais leurs paroles ne furent pas entendues du dehors. Au bout d'un quart d'heure, Booth cria :

— Qui êtes-vous? Je pourrais déjà avoir tué une dizaine d'entre vous, depuis le temps que vous êtes là; mais je ne veux tuer personne.

— Alors, livrez vos armes et rendez-vous. Nous sommes venus pour vous prendre.

— Je ne me rendrai jamais. On ne m'aura pas vivant.

— Nous allons mettre le feu à la grange.

— Eh bien! mes braves gens, préparez-moi une civière.

La conversation recommença alors entre Booth et Harold. On entendit le premier dire :

— Ah! misérable lâche, tu veux m'abandonner maintenant, va-t-en, va-t-en, je n'ai pas besoin que tu restes avec moi.

— Puis s'adressant au lieutenant :

— Voici un homme qui désire sortir.

— Qu'il jette ses armes et qu'il sorte.

Harold se présenta alors à la porte et demanda à être relâché. Mais le lieutenant lui répondit :

— Non, livrez vos armes.

— Je n'en ai pas.

— Vous aviez une carabine quand vous êtes entré là.

Booth cria :

— Il n'a pas d'armes. Elles m'appartiennent toutes. Je donne ma parole qu'il n'a pas d'armes. Le lieutenant s'approcha alors de la porte. Harold tendit ses mains, fut tiré dehors, attaché et mis sous bonne garde.

Il était évident maintenant qu'il était inutile de parlementer plus longtemps avec Booth, et qu'il ne se rendrait pas. Quelqu'un passant derrière la grange, tira d'une crevasse une poignée de paille, l'enflamma avec une allumette, et la rejeta dans la grange. En quelques minutes, l'intérieur s'enflamma, et l'incen-

die, grandissant, emplit la grange de ses clartés rouges.

Alors on vit Booth debout, appuyé sur sa béquille. Sa figure était résolue, empreinte d'une énergie terrible. Il jeta sa béquille, saisit sa carabine et s'avança, en rampant, vers le point par lequel on avait mis le feu. Il promena ses yeux au dehors, mais l'intense lumière du feu l'empêchait de voir. Booth s'arrêta, considéra les flammes un instant, d'un air sombre, et prenant une résolution prompte, se traîna vers la porte.

Mais il était à peine au milieu de la grange qu'une détonation éclata. Booth tomba roide sur le sol.

Le sergent Corbett, qui était parvenu à grimper sur le toit, lui avait tiré un coup de fusil à travers une fente. On entra aussitôt, on le transporta sur l'herbe. Il paraissait insensible, mais au bout de quelques minutes, il reprit connaissance et voulut parler. Le colonnel Conger, approchant son oreille tout près de la bouche de Booth, entendit ces mots : « Dites à ma mère que je meurs pour mon pays. »

On le porta devant la maison de Garrett et l'on envoya chercher un médecin à Port-Royal. En arrivant, il trouva Booth mourant. La balle l'avait frappé à la tête et avait déterminé une paralysie générale. Avant d'expirer, il put répéter encore : « Dites à ma mère que je meurs pour mon pays. » Lorsque le médecin tenta de lui faire reprendre connaissance, il murmura : « Useless, useless ! (Inutile, inutile !) »

Frappé à trois heures un quart du matin, il mourut un peu après sept heures. On avait trouvé sur lui deux revolvers de Colt, chacun à six coups, et le couteau, encore teint de sang, avec lequel il avait blessé le le major Rothburne. Il avait dans ses poches un peu de papier-monnaie et un billet de 60 livres sur la banque de Montréal.

On fit venir un chariot, sur lequel le corps fut placé, afin d'être transporté à Washington.

Harold, attaché par une longue corde à la charrette, suivait à pied, par les mauvais chemins, éclaboussé de temps à autre par le sang de son complice.

L'identité de Booth fut constatée à Washington. La fracture de la jambe gauche rendait facile cette constatation. Son corps fut déposé sur un des monitors mouillés dans la rivière du Potomac.

Le sergent Corbett qui a tué Booth, appartient à la compagnie I du 16e régiment de cavalerie de New-York. Il est né à Londres en 1832, et est venu en Amérique à l'âge de sept ans. Il demeurait à Troy (Etat de New-York), où il appris l'état de chapelier. Plus tard il a travaillé à Albany, Boston, Richmond et New-York et s'est engagé pour la première fois dans le 12e régiment de milice de cette dernière ville, commandé par le colonel Butterfield. On rapporte qu'un jour il a interpellé le colonel pour avoir juré. Corbett est un puritain de l'école de Cromwell. Il y a sept ans, il s'est converti et a passé à l'église méthodiste épiscopale à Boston. N'ayant jamais été baptisé, il a dû choisir son nom, il a fait une prière et a cru recevoir l'ordre d'en haut de prendre celui de la ville où sa conversion avait eu lieu. En conséquence il s'appela Boston Corbett, et c'est ainsi qu'il est désigné sur les rôles militaires.

Sa dévotion pourrait passer pour du fanatisme. Dans la nuit du vendredi de la semaine qui a suivi le meurtre du président, il a prié Dieu avec une grande ferveur pour que le sang innocent ne fut pas répandu, et que le vrai coupable fut seul puni. Depuis il a exprimé la certitude que Booth était tombé sous ses coups par une faveur spéciale accordée à ses prières. C'est du reste, un homme franc et intelligent et il est

recherché par ses camarades pour ses relations agréables et sa conversation intéressante.

On cite de lui un trait de bravoure qui, s'il faut en croire la chronique, lui a sauvé la vie. En juin de l'année dernière un détachement du 16e régiment cerné par Moseby dans le voisinage de Culpepper, avait été obligé de se rendre. Corbett seul refusa de se livrer et tint tête à toute la troupe. Il tira les six coups de son revolver et douze coups de carabine sans broncher, et ne posa les armes que quand il eût brûlé sa dernière cartouche. Moseby, saisi d'admiration pour son courage, ordonna à ses hommes de l'épargner et lui témoigna personnellement l'estime qu'il lui avait inspirée. Conduit prisonnier à Lynchburg, et de là à Andersonville, il est resté cinq mois dans ce dépôt, et au bout de ce temps il a été échangé : sur quatorze membres de sa compagnie qui ont partagé sa captivité, lui seul et un autre ont survécu. Quand il a été échangé, il était exténué par les privations et il n'a pas encore entièrement recouvré ses forces.

L'autopsie du cadavre de Booth a fourni quelques particularités intéressantes.La balle de Corbett est entrée par le côté gauche de la tête en arrière et en bas et est ressortie du côté droit. Booth, tombé comme une masse inerte avait, nous l'avons vu, survécu plusieurs heures. Plusieurs fois il demanda qu'on le retournât d'un côté sur l'autre, sur le dos, sur le ventre et supplié qu'on l'achevât d'une balle dans le cœur. La blessure avait affecté la moëlle épinière vers la seconde vertèbre cervicale qui fut fracturée. Une telle blessure a dû produire une paralysie complète des bras, des jambes et de la partie inférieure du tronc, tandis que l'action des poumons et du cœur n'était pas interrompue, attendu que les nerfs qui se rendent

à ces organes procèdent du cerveau et non de la moelle épinière.

L'esprit restait net et lucide et conservait intacte la perception des plus horribles douleurs qu'un corps humain puisse endurer, car c'était le système nerveux principalement qui était atteint et l'on sait quelles atroces souffrances détermine la moindre affection névralgique. Les seuls muscles qui restassent soumis à la volonté étaient ceux de la tête et de la face et ils réflétaient, dans ce moment suprême, toutes les angoisses physiques et morales de la misérable créature qui implorait la mort comme un bienfait.

On raconte, dit un journal américain, que le cadavre de Booth a disparu. Où? comment? allez le demander aux vents du ciel et aux entrailles de la terre ou aux abîmes des flots. Un homme seul pourrait le dire, le colonel Lafayette Baker, l'agent secret du département de la guerre. Ce qu'il y a de certain, c'est que, déposé à bord d'un monitor sur le Potomac, d'abord, puis débarqué à l'arsenal maritime, il y est resté jusqu'au jeudi soir 27 avril. Le lendemain matin, il n'y était plus. Que s'était-il passé dans la nuit?...

Voici ce que l'on a raconté :

A minuit une barque sans fanal, montée par deux hommes, était partie sans bruit de l'arsenal. Les hommes ramèrent silencieusement jusqu'à ce que la dernière étincelle du village et le dernier bruit des avirons eut disparu dans l'immensité de l'ombre et du silence. Depuis on ne les a pas revus. On sait qu'avant de partir, on leur avait fait prêter un serment solennel. C'était le sceau du secret qu'on mettait sur leur bouche.

Il y avait dans la barque une caisse de bois grossier de six pieds de long et de dix-huit pouces de large.

Qui pourra jamais dire ce qu'elle est devenue. Le meurtrier n'est pas seulement mort, il n'est plus rien, pas même une pincée de cendre; il est annihilé, et pas un être au monde, pas même sa mère, ne saura où verser une larme pour rafraîchir et consoler son ombre.

Est-il rien de plus lamentable que cette légende : Un homme qui avait tout ce que Dieu donne aux héros, qui était beau, fort, vaillant et aimé, qui était riche, qui aurait pu faire le bien et être glorieux; — il a méconnu les lois de la conscience humaine, il a suivi les inspirations d'un orgueil insensé, il a foulé aux pieds les lois sociales et divines, et maintenant il est, quelque part, dans un lieu innommé, dans les éléments, dans le mystère.

Et si un jour les flots le rejettent, si la terre le repousse et qu'une main charitable l'ayant reconnu, lui donne une sépulture chrétienne, ce sera une grande miséricorde, oubliant son crime et rappelant sa jeunesse si pleine de promesses — d'écrire sur sa tombe ces derniers mots qu'il a prononcés quand on voulait le scourir encore. « Useless! useless! » (Inutile! inutile).

Aussitôt après la constatation du crime, le frère de Booth, quoique déjà célèbre, se retira dans la vie privée. Il écrivit la lettre suivante en réponse à une adresse de sympathie que lui avait adressée la loge maçonnique dont il faisait partie :

« Frères,

« Votre missive consolante m'est parvenue à l'heure où j'en avais le plus grand besoin..... je vous remercie, frères pour le grand soulagement que vos encourageantes paroles m'apportent. Il a plu à Dieu de répandre sur ma famille une affliction comme aucune autre n'en a éprouvée.

« La nature, l'exécution et l'étendue du crime m'ont abattu

terrassé; l'horreur profonde que m'a causé cet acte détestable dans tous ses attributs est inexprimable; mon chagrin est sans nom et sans la sympathie d'amis tels que vous, il serait intolérable. Vous pouvez témoigner de ma loyauté; vous avez vu mes efforts constants et jusqu'à un certain point heureux pour élever notre nom, autant sous le rapport personnel que sous celui de notre profession. Comme preuve de ce que j'avance, j'en appelle au souvenir du passé. Quand à l'avenir, je ferai en sorte de lutter courageusement dans ma retraite, jusqu'à ce qu'une tombe, vivement désirée, se referme sur un cœur brisé, un souvenir écrasant et un nom souillé, — fardeau terrible à supporter.

« Votre ami et frère affligé.

EDWIN BOOTH.

LES COMPLICES DE JOHN WILKES BOOTH.

Le fragment suivant d'accusation, lu devant la commission militaire siégeant à Washington, sous la présidence du major-général David Hunter, nous donne les noms de tous les complices et instigateurs présumés du crime de Booth :

. . . .

Lesdits David E. Harold, — Edward, Spangler.— Lewis Payne, — John H. Surratt,— Michel O'Laughlin, — Samuel Arnold, — Mary E. Surratt, — George A. Atzeroth et Samuel A. Mudd ;

Incités et encouragés par Jefferson Davis, George H. Sanders, — Beverly Tucker, — Jacob Thompson, — William C. Cleary, — Clément C. Clay, — George Harper, — George Young, et autres, inconnus et qui étaient alors engagés dans une rébellion armée contre les États-Unis d'Amérique, ont, en aide de ladite rébellion, combiné, comploté et conspiré ensemble à Washington pour tuer Abraham Lincoln, président des États-Unis, Andrew Johson, appelé à lui succéder

en cas de mort, Ulysse Grant, commandant des armées et William Seward, alors secrétaire d'État à qui revenait la tâche de provoquer la nomination d'un nouveau président en cas de mort du président et du vice-président ; lesdits conspirateurs ayant dessein par les meurtres de Lincoln, Johnson, Grant et Seward de priver l'armée d'un commandant en chef constitutionnel, d'empêcher une élection légale d'un président et d'un vice-président ; et par ces moyens de donner confort aux insurgés et, par suite d'aider à bouleverser la constitution et les lois des États-Unis ;

Et les choses étant ainsi combinées et conspirées,

Le 14 avril 1866, vers dix heures quinze minutes au théâtre Ford, dans la ville de Washington, John Wilkes Booth a déchargé un pistolet contre et derrière la tête dudit Abraham Lincoln et lui a fait une blessure mortelle à laquelle il a succombé le 15 avril ;

Edward Spangler, charpentier a donné aide et assistance à John Wilkes Booth pour entrer dans la loge où était assis le président, embarrant et obstruant la porte de ladite loge pour empêcher l'arrivée des secours ; il en a outre aidé Wilkes Booth à s'échapper après le meurtre.

David Harold a aidé et assisté ledit J. Wilkes Booth à tuer Abraham Lincoln, l'a aidé à s'échapper au-delà des lignes militaires, et l'a accompagné et assisté dans sa fuite.

Lewis Payne a assailli ledit William Seward et l'a frappé à coups de couteau dans l'intention de le tuer; il a, en outre, avec le même couteau et un pistolet, tenter de tuer Frédérick Seward, Augustus Seward, Emrick W., Hansell et George H. Robinson qui cherchaient à protéger William Seward.

George Atzeroth a guetté et attendu le vice-président Andrew Johnson avec l'intention de le tuer.

Samuel Arnold a combiné, conspiré, etc., avec John Booth et ses complices, pour l'exécution de ladite conspiration.

Michael O'Langhlin a guetté et attendu le lieutenant général Grant avec l'intention de le tuer;

Mary E. Surratt a reçu, entretenu, hébergé, caché, aidé et assisté John Wilkes Booth, David E. Harold, Lewis Payne, John H. Surrah, Michael O'Langhlin, John Atzeroth avec intention de les aider et de les assister, soit à accomplir leurs desseins, soit à s'échapper, après les avoir accomplis.

Samuel A. Mudd a conseillé, encouragé, recu, traité, hébergé et caché John Wilkes Booth, David Harold, Mary E. Surratt et leurs complices et il les a ensuite, ayant connaissance de ladite conspiration, aidés, soit à assassiner Abraham Lincoln, soit à s'échapper après le meurtre.

Par ordre du président des Etats-Unis.

Signé : J. HOLT,

Juge avocat général.

On avait arrêté également le frère de Booth, Junius, Brutus Booth par suite de la découverte d'une lettre qu'il avait écrite à son frère. Cette arrestation présenta quelques particularités qui ne manquent pas d'intérêt, sans toutefois ajouter rien de sérieux aux charges qui peuvent s'élever contre le frère du meurtrier du président.

Après son arrestation par l'agent secret Krupp, à Philadelphie, il fut conduit au bureau du prévôt-marshal en attendant le départ du train pour Washington. Là, il fut commis à la garde de deux hommes, il parla peu, mais il fuma un cigare et pendant ce temps, on remarqua qu'il tirait de sa poche des rognures de papier pour rallumer ce cigare qui s'éteignait sans

cesse. On ne fit pas d'abord grande attention à ce fait, mais on s'avisa ensuite d'y réfléchir et on reconnut que ces petits papiers brûlés étaient des fragments de lettres et d'enveloppes. Quand il fut parti, le capitaine Lane et le commissaire Barrett raprochèrent ces fragments mais il n'était plus possible d'y distinguer l'écriture. L'angle d'une enveloppe portait encore cependant, en caractères imprimés, les mots : *British Provinces,* et sur un petit morceau de lettre on pouvait encore lire : *Your Brother.*

Tandis qu'il était dans le bureau, Junius Booth prit un carré de papier et y écrivit des deux côtés quelque chose que l'on croit être une lettre. Mais dès qu'il eut fini, il déchira le papier en petits morceaux et les jeta dans un crachoir. Ces fragments ont aussi été recueillis, mais ce que l'on a pu rapprocher était sans suite. On a vu seulement que la lettre de Junius était adressée à sa sœur, qu'il disait qu'il attendait dans le bureau du Marshal, et qu'il faisait allusion à deux psaumes, l'un, le quarante-neuvième, l'autre indéchiffrable.

Depuis l'arrestation de Junius-Brutus Booth, M. John Clarke, son beau-frère, fut aussi arrêté, on ne sait sous quelle inculpation. Sa femme sait seulement qu'il a été emmené par trois hommes, et que depuis il n'a pas reparu.

La dernière lettre écrite par Wilkes Booth était adressée à sa mère à Philadelphie. Elle est datée de Washington, le 14 avril. Elle ne contient rien de significatif, si ce n'est une allusion à l'illumination qui avait eu lieu la ville, et qui, disait-il, toute magnifique qu'elle était, aurait été plus belle encore si elle avait été faite pour une meilleure cause. Mais, ajoutait-il, force fait le droit.

On ne voit pas autre chose qui compromette la fa-

mille Booth. Wilkes avait pu se laisser pénétrer jusqu'à un certain point par quelques-uns de ses proches mais il n'est pas probable qu'il les ait mis dans sa confidence.

Le procès commença le 7 mai.

Les premières séances furent comme d'habitude consacrées à reconnaître l'identité des accusés.

On procède ensuite à l'interrogatoire des témoins à charge.

17 mai. — Le témoin William est introduit à la barre.

Le témoin William déclare que le docteur Mudd a catégoriquement nié qu'aucun étranger fùt entré dans sa maison ; il paraissait fort agité et peu disposé à donner des informations ; mais à la fin il s'est décidé à reconnaître qu'il avait remis la jambe de Booth.

Simon Gavacan dépose qu'il se trouvait chez Mudd le mardi qui a suivi l'assassinat, et que celui-ci lui dit qu'un homme, accompagné d'un autre, s'était présenté à sa porte avec une jambe cassée, et qu'il l'avait aidé à entrer dans sa maison ; qu'il la lui avait remise, et que, le lendemain matin, il l'avait accompagné un bout du chemin. « Ce jour-là, continue le témoin, il nia positivement connaître ces individus. Puis le vendredi suivant, quand je me présentai pour l'arrêter, il me dit que c'était Booth qui était venu chez lui. Les agents se disposaient à faire une perquisition dans la maison, lorsque Mme Mudd, qui est une gaillarde, nous jeta une botte du haut de l'escalier. Les mots J. Wilkes étaient inscrits dans l'intérieur. On crut d'abord que le mot Booth avait été gratté ; mais il n'en était rien.

Le juge-avocat passe à un autre ordre de faits.

On appelle W.-P. Jutt.

LE JUGE-AVOCAT : Regardez les prisonniers et dites-nous si vous en reconnaissez quelques-uns ?

— Un seulement.

— Lequel ?

— Harold.

— Dites quand vous l'avez-vu pour la première fois.

« Depuis le 25 octobre dernier, j'étais dans le comté de Caroline, comme employé du commissariat au service de la Confédération du Sud, lorsque, blessé le 9 janvier, je fus nommé commissaire adjoint. Au mois d'avril, comme je me rendais dans le comté de Fauquier, je descendis de cheval à Port-Conway, et j'aperçus une voiture arrêtée sur le quai. C'était le second lundi après l'assassinat. Nous étions trois ensemble. Je m'approchai de la voiture et un homme en sortit. Il nous sembla qu'il mettait la main dans son gilet pour en tirer un pistolet ; mais il se borna à nous demander de quel corps nous faisions partie. Le lieutenant Ruggles répondit : Nous servons sous Mosby. Cet homme était l'accusé Harold. Il nous dit qu'il avait avec lui son frère qui était blessé, et qu'ils cherchaient à rejoindre le corps confédéré du général Hill. Il me proposa de le prendre avec nous. Je lui répondis que je n'acceptais pour compagnons de route que des gens que je connaissais. Il s'écria brusquement alors : « Nous sommes les assassins du président. » Je fus tellement saisi que je ne trouvais pas un mot à répondre.

Enfin, pour abréger cette longue déposition, le témoin dit que Booth se montra à ce moment, et que Harold, qui prenait alors le nom de Boyd, le lui présenta comme son frère. Ils traversèrent la rivière tous ensemble jusqu'à Bowling Grenn, laissant Booth se diriger vers la ferme de Garrett, où il a été tué ; Harold devait l'y rejoindre.

LE JUGE-AVOCAT : Quand Harold s'écria : «Nous som-

mes les assassins du président!» lui aviez-vous dit que vous apparteniez au service des confédérés ?

— Il pouvait le voir à nos uniformes gris.

Dans son contre-interrogatoire, le témoin répond que Harold n'a pas dit qu'il était l'assassin, mais bien qu'ils étaient les assassins, et que, montrant Booth du doigt, il avait ajouté : Voilà l'homme qui a tué le président.

Pendant cette déposition, Harold a donné, pour la première fois, les signes d'une violente agitation.

Le reste de la séance a été consacré aux dépositions du colonel Conger et du sergent Corbett, relativement à l'arrestation de Harold à la mort de Booth, tué par ce sergent. Les détails ne différant que peu du récit que nous avons donné de cette tragédie, il serait superflu d'y revenir, tant qu'il ne se produira pas d'incidents nouveaux.

D'autres témoins ont encore été entendus, puis l'audience a été renvoyée au lendemain.

18 mai. — Le plan des conspirateurs se développe, mais lentement et au milieu de détails oiseux qui obscurcissent les plus importants.

Les dépositions des témoins ont principalement porté sur les accusés Atzeroth, Mudd, O'Laughlin et Arnold. On n'est pas encore arrivé à Payne, et l'attente où l'on était de voir comparaître contre lui sa victime, le secrétaire d'Etat Seward, remis suffisamment de ses nombreuses blessures, a été déçue.

A. Reeve, opérateur du télégraphe, demeurant à Brooklin, près de New-York, reconnaît une dépêche que Booth lui a remise le 23 mars pour être renvoyée à Lewis Weichman, témoin déjà entendu. Elle ne porte que ces mots : « Dites à John de télégraphier immédiatement le numéro et la rue.»

Weichman, rappelé, déclare avoir remis ce télé-

gramme à John Surrat, qui, lorsqu'il lui demanda de quoi il s'agissait, lui répondit avec brusquerie : « Ne soyez pas si diaboliquement curieux.»

Weichman, et non pas Reeve, comme des journaux l'indiquent en faisant confusion, a pris pension chez Mme Surratt après le 4 mars. Il raconte que Booth, John Surratt, Payne, Atzeroth et quelques autres sont rentrés un jour très-agités ; plusieurs étaient armés ; Surratt se serait écrié que toutes ses expérances avaient avorté. Il se montrait de fort mauvaise humeur. Le témoin ajoute que le lendemain de l'assassinat du président, il a cru devoir se mettre à la disposition de la justice, afin de l'aider à découvrir et à arrêter les coupables.

James Walker, homme de couleur, garçon de peine à l'hôtel de Pensylvanie, dépose qu'Atzeroth y est venu le 15 avril, à deux heures du matin, qu'il y a pris une chambre, et qu'il est reparti environ trois heures après.

William Clendinnin, après avoir reconnu un couteau qu'on lui représente, dit : « En descendant la rue F., le matin du lendemain du meurtre, je vis un homme de couleur ramasser un couteau dans le ruisseau (il désigne l'endroit exact). Une dame me dit d'une fenêtre du troisième étage, qu'elle avait aperçu ce couteau dans le ruisseau, et qu'elle avait envoyé son domestique le ramasser. Je le pris et le portai au chef de la police.»

-L'agent Mac Phail déclare qu'Atzeroth lui a avoué avoir jeté ce couteau, il ajoute que, dans un habit trouvé dans la chambre de cet accusé, il y avait un pistolet appartenant à Harold.

Un autre témoin, le lieutenant Klein, dépose que Atzeroth lui aurait dit à propos de ce couteau : « Ce qu'il n'a pas fait, j'en ai un autre qui le fera. »

On passe à un autre ordre de faits.

Le révérend Ryders, de Chicago, déclare que, se trouvant à Richmond dans le courant du mois d'avril, du 13 au 21, il a ramassé près de l'hôtel du gouvernement (*State house*) une lettre signée W. J. Oldham, portant la date du 11 février 1865, et adressée au président Jefferson Davis. Il s'y agissait de la découverte d'un procédé chimique au moyen duquel on pouvait détruire les bâtiments fédéraux et les principales villes du Nord, procédé qui obviait aux difficultés soulevées par un autre projet. L'écrivain demande à M. Davis de s'entretenir à ce sujet avec le général Harris. Sur le dos de la lettre se trouvent ces mots :

« Le secrétaire d'Etat, quand il en aura le loisir, verra le général Harris et apprendra de lui quel plan il a conçu pour surmonter les difficultés qu'on a rencontrées jusqu'ici.

« J. D. 17 février 1865. »

MM. John Pons et Nathan Ricé, employés du département de la guerre — à la tête duquel M. Davis était avant la rébellion — déclarent que, du mieux qu'ils en peuvent juger, ces lignes sont de l'écriture de Jefferson Davis.

D'autres témoins viennent déposer contre Samuel Arnold, qui, du reste, à ce qu'il paraît, a fait depuis son arrestation une confession générale d'après laquelle il ne se serait pas agi de tuer le président, mais seulement de le jeter de sa loge dans la salle, où des complices auraient été apostés pour l'emporter et l'enlever. Il est question aussi d'une lettre signée Sam, attribuée à Samuel Arnold et trouvée dans la malle de Booth. Il y est dit qu'il faut retarder l'exécution du complot jusqu'à ce que l'on sache ce qu'on pense à Richmond.

E. C. Sewart, opérateur de télégraphe à New-York,

reconnait avoir transmis lui-même la dépêche suivante

« 27 mars 1865.

« A M. O'Laughlin, 57, Exter-street, à Baltimore,

« Prévenez Sem et venez avec lui ou sans lui, mercredi matin. Nous vendons ce jour-là, sûr ; ne manquez pas. Signé : WILKES-BOOTH. »

Un autre télégramme à la même adresse et signé du même nom portait : « Ne craignez pas de négliger vos affaires. Vous ferez mieux de venir tout de suite. »

Audience du 19 mai.

Le colonel Taylor dépose au sujet de la lettre en chiffre trouvée dans la malle de Booth, qu'il a reçue des mains du lieutenant Tirrell, et que ce dernier a déclaré être écrite avec le chiffre employé par les autorités confédérées. Cette questionsera traitée plus à fond dans la séance.

Gifford, charpentier au théâtre Ford, subit un long interrogatoire relativement aux dispositions intérieures de la salle et de la scène, ainsi qu'à la place où se trouvait l'accusé Spangler au moment du meurtre. Cette déposition est plutôt favorable que contraire à cet accusé. Il en résulte, en effet, qu'il ne se trouvait pas du côté de la scène par où Booth s'est échappé.

Divers témoins sont ensuite entendus sur le chef d'accusation relatif à la tentative d'assassinat dont le secrétaire d'Etat Seward et son fils Frédéric ont failli être victimes. Le domestique de couleur qui reçut Payne à la porte de la maison reconnait cet accusé. Il résulte de sa déposition que, malgré son refus de le laisser pénétrer dans l'appartement du malade, il se fraya violemment passage, et que le témoin l'a vu ter-

rasser M. Frédéric Seward d'un coup de crosse de pistolet.

Le sergent Robinson, qui servait de garde-malade au secrétaire d'Etat, confirme le récit de la lutte qui s'est engagée dans la chambre à coucher ; il affirme que ce ministre était sur son séant quand il reçut tous les coups de l'assassin. et que ce n'a été que lorsque celui-ci a été finalement expulsé de la chambre, que M. Seward est sorti du lit et est tombé évanoui sur le plancher.

Le major A. H. Seward, fils du secrétaire d'Etat, dépose dans les termes suivants :

« Je me mis au lit le 14 avril, vers sept heures et demie du soir. Il était convenu qu'on me réveillerait à onze heures, afin de reprendre mon tour pour veiller mon père. Je m'endormis presque aussitôt, et ce ne sont que les cris de ma sœur qui m'ont réveillé. Je sautai à bas du lit en chemise et en caleçon, et je me précipitai dans la chambre de mon père. Le gaz avait été baissé fort bas, et je ne vis d'abord que deux hommes qui s'éteignaient et luttaient. Ma première impression fut que mon père avait été pris de délire, et que son garde-malade cherchait à le contenir. Je m'approchai, et je saisis l'homme que je prenais pour mon père ; mais, à sa taille et à sa vigueur, je reconnus bien vite que ce n'était pas lui. Je m'imaginai alors que c'était le garde-malade qui était devenu fou, et je m'efforçai de le pousser hors de l'appartement. Ce fut alors que cet individu me frappa cinq ou six fois à la tête avec quelque chose qu'il avait dans la main gauche et que je crus être une bouteille ou une carafe qu'il avait prise sur la table, — le chirurgien a constaté depuis que c'était le chien d'un pistolet.

« Pendant qu'il me frappait, il criait d'une voix retentissante que je crois entendre encore : « Je suis

« fou! je suis fou! » Quand nous eûmes atteint le corridor, il fit un violent effort, s'échappa de mes mains et disparut dans le bas de l'escalier. Mais, auparavant, lorsque nous fûmes hors de la chambre, et que la vive lumière que le gaz jetait dans le corridor éclaira la scène, j'eus le temps de voir de près l'individu et je remarquai que c'était un homme grand et robuste, aux cheveux noirs et droits, au visage uni, sans barbe. Cette physionomie s'est gravée pour longtemps dans ma mémoire. Je courus dans ma chambre pour prendre un pistolet, puis je descendis rapidement l'escalier à la poursuite de cet homme. Quand je fus à la porte de la maison, le domestique m'apprit qu'il était monté à cheval et qu'il avait disparu. Ce ne fut qu'alors que je compris que cet homme était un meurtrier qui avait voulu tuer mon père. »

Sur l'invitation du juge-avocat, le témoin décrit ensuite les blessures reçues par son père. Elles consistaient en deux larges entailles à la joue droite, plus, une profonde coupure du côté droit du cou, et une autre sous l'oreille gauche.

« Quelles étaient les blessures reçues par votre frère Frédéric?

— Je ne les ai pas vues cette nuit-là; j'ignorais alors qu'il eût été aussi terriblement atteint. Le lendemain, il était encore sans connaissance, et il est resté longtemps ainsi. Je n'ai pu voir ses blessures que quatre ou cinq jours plus tard. »

Ici le témoin décrit ces blessures.

« Etes-vous certain que l'accusé Payne, ici présent, est bien l'homme avec lequel vous avez lutté?

— Complétement ; ce n'est pas une de ces figures qu'on oublie. »

Nous avons déjà dit qu'on lui avait ôté ses fers et fait revêtir les habits qu'il portait le jour du crime,

afin que l'identité de cet accusé fût mieux constatée par le sergent Robinson et le jeune domestique, qui avaient d'abord hésité à le reconnaître, mais qui n'ont plus eu de doutes quand il est apparu devant eux tel qu'il était cette nuit-là, et coiffé d'un chapeau de feutre qu'on a ramassé dans la chambre du secrétaire d'Etat.

Le jeune nègre, en particulier, a manifesté un grand effroi en le revoyant ainsi : « Oui, c'est bien l'homme, s'écrie-t-il; je le reconnais! »

Payne ayant sourit alors, le jeune homme ajouta vivement : « C'est bien lui ; ne voyez-vous pas qu'il me reconnaît? »

Cette naïveté excite l'hilarité de la Cour, et Payne y prend part de bon cœur.

A dater de la séance du 15 mai on entend les témoins à décharge.

Trois prêtres catholiques déposent en faveur des sentiments pieux de madame Suratt. Ils ne l'ont jamais entendue exprimer de sympathies pour les rebelles.

Audience du 30 mai.

Jacob Ritterpaugh, témoin cité en faveur d'Harold, connaît l'accusé depuis longtemps, et l'a toujours regardé comme un jeune homme léger et inconstant, se laissant facilement influencer; il était toujours sobre néanmoins, et exact dans ses payements.

Le témoin ajoute qu'étant de service au théâtre Ford, le jour de l'assassinat du président, il a vu l'assassin traverser la scène et qu'il s'est lancé à sa poursuite. Il éprouva beaucoup de difficultés à ouvrir la porte. Lorsqu'il revint, Spangler le frappa en lui disant : « Puor l'amour de Dieu, ne dites pas par où il s'est échappé. »

Le général confédéré Edward Johnson est ensuite

appelé par la défense. Aussitôt, le général Howe, un des membres de la Cour, se lève et dit que Jonhson était un ancien élève de West-Point, traître à l'Union; qu'il était notoire que ledit Jonhson avait porté les armes contre le gouvernement des Etats-Unis et était revenu ici les mains souillées du sang de ses concitoyens loyaux et que citer un pareil témoin était faire insulte à la Cour. En conséquence, il propose de le mettre à la porte.

Le général Ekin a appuyé la proposition et déclaré qu'il considérait la comparution d'un pareil homme en qualité de témoin comme le comble de l'impertinence,

Ce à quoi M. Alken, conseil pour la défense, a répondu que la Cour, ayant fait comparaître comme témoin à charge l'officier confédéré Jutt, il ne voyait pas pourquoi elle se refuserait à entendre le général E. Johnson. Un débat animé s'est élevé à ce sujet; toutefois le général Howe ne jugea pas convenable d'insister sur ce point et il retira sa proposition.

Le général Edward Johnson est entendu. Il a connu un individu se faisant appeler Von Steineker, qui était simple soldat dans le 2e régiment d'infanterie virginienne. Il n'a jamais entendu parler du meeting secret que Steineker prétend avoir eu lieu et dans lequel on aurait agité la question de l'assassinat du président; il ne sache pas que l'on en ait jamais exprimé le désir; enfin il n'a jamais connu ni vu Booth dans son camp et n'en a entendu parler qu'après l'assassinat.

Le défenseur demande au témoin si Steineker n'a pas été traduit devant une Cour martiale. La Cour s'oppose à ce que cette question soit posée, sous le prétexte que les registres de la Cour martiale ne pouvant être produits, la réponse du témoin serait inutile. Il est également refusé au défenseur de demander si Steineker n'a pas commis un vol de chevaux.

Le major confédéré Douglas, entendu ensuite, déclare qu'il n'a jamais eu connaissance de meetings ayant en vue l'assassinat de M. Lincoln, dans la brigade Stonewall, qui a toujours eu la réputation d'être composée d'hommes d'une intégrité égale à leur courage.

Plusieurs autres officiers confédérés déposent dans le même sens.

Les témoins qui suivent témoignént de la loyauté de madame Surratt et déclarent ne lui avoir jamais entendu proférer de paroles hostiles au gouvernement ou sympathiques à la sécession.

Anna Surratt, fille de l'accusée de ce nom, dépose des faits et gestes d'Atzeroth, de Payne et de Weichman, lors de leur présence dans la pension tenue par sa mère, et donne à entendre que celle-ci était complétement ignorante de leurs actions ou de leurs projets. Le témoin n'a jamais entendu prononcer un seul mot ayant trait à l'assassinat de M. Lincoln. En terminant sa déposition, Anna Surratt fond en larmes et demande où est sa mère. Un huissier l'accompagne jusqu'à la porte de la salle des témoins où elle est remise entre les mains de deux gardiens, qui la reconduisent à la prison du Vieux-Capitole, où elle est détenue depuis le 17 avril.

Audience du 11 *mai.*

Après deux dépositions peu importantes de E. W. et F. Arnold, frères de l'accusé de ce nom, M. John T. Ford, propriétaire du théâtre où M. Lincoln a été assassiné, est appelé au banc des témoins. Le défenseur Ewing lui demande si Booth l'a jamais prié d'employer l'acteur Chester, de New-York. Le ministère public demande le retrait de cette question, que la

défense persiste à maintenir, en vue de prouver que Booth n'avait personne dans le théâtre pour l'aider. La Cour décide que la question ne sera pas posée.

Plusieurs employés de théâtre sont ensuite interrogés; ils relatent des faits déjà connus relatifs au saut et à la fuite de Booth sur la scène. Leurs dépositions tendent, dans une certaine mesure, à disculper Splangler de toute connivence avec l'assassin.

M. Best, directeur du théâtre de Grower, est ensuite entendu. Il dépose que Booth est venu le trouver la veille de l'assassinat pour lui demander s'il était vrai que le président eût promis d'assister à la représentation du lendemain. Le témoin avait répondu qu'il avait adressé une invitation à madame Lincoln, et qu'il espérait la voir assister avec son mari à ladite représentation. M. Best déclare qu'il est d'usage de tenir le passage libre sur la scène, à côté et derrière les décors, et que cette circonstance ne pouvait, à ses yeux, inculper l'accusé Spangler.

Plusieurs camarades de Spangler, employés comme lui au théâtre Ford, déposent des faits et gestes de celui-ci pendant la représentation du 14 avril. Il a été constamment à son poste, et rien dans son allure n'a pu leur donner à supposer qu'il eût connaissance du projet de Booth.

Un M. Davis, qui a connu Harold depuis son enfance, dit qu'il a toujours considéré celui-ci comme un garçon dépourvu de l'intelligence ordinaire des personnes de son âge et manquant complétement d'énergie.

Le trésorier du théâtre, M. Harry Clay Ford, assure qu'il n'a pas loué les avant-scènes ni les loges situées immédiatement en face de la loge de M. Lincoln. Aucune personne ne s'est présentée pour en opérer la location. Il a assisté et aidé à la décoration de la loge

présidentielle, et n'a pas connaissance que l'on ait enlevé en sa présence les serrures des portes, foré un trou dans le panneau ou préparé une traverse. Le metteur en scène dépose dans le même sens.

Après ces dépositions, la Cour s'est ajournée jusqu'au vendredi 2 juin.

L'audience du 2 juin ne présente aucun intérêt.

Audience du 3 juin.

M. Norton, attorney à New-York, déclare, sur l'interpellation du juge-avocat, que, étant dans la salle, il a reconnu Atzeroth, O'Laughlin et Mudd pour les avoir vus à l'Hôtel-National, à Washington, savoir : les deux premiers en compagnie de Booth, et le troisième demandant après celui-ci. C'était le 3 mars.

Vers la fin de la séance, le défenseur, Dœster, dit que le vrai nom de Payne est Powell, et qu'il vient de la Floride. Son père, George Powell, dès qu'il sera arrivé, déposera sur les antécédents du prisonnier et sur des prédispositions de famille à l'aliénation mentale.

Plusieurs témoins ne répondant pas à l'appel de leurs noms, la séance est levée de meilleure heure que d'habitude et renvoyée au lundi.

Audience du 5 juin.

On a lu à l'audience de ce jour et déposé parmi les pièces du procès qui devront figurer dans celui de Jefferson Davis, une lettre trouvée flottant dans le bassin de construction de Morehad (Caroline du Nord). Le *Star*, de Washington, donne la traduction de cette lettre qui offrait un amalgame bizarre de lettres de

l'alphabet, de chiffres arabes, de caractères inconnus et de points :

Washington, le 15 avril 1865.

Cher John,

Je suis heureux de vous informer que Pet a bien fait sa besogne. Il est en sûreté, et le vieux Abe (Abraham Lincoln) est en enfer. Maintenant, monsieur, tous les yeux sont fixés sur vous. A vous, Sherman, il nous le faut. Grand est déjà entre les mains de Old Grey (le vieux gris). Red shoes (souliers rouges), a manqué de nerf dans Seward; mais il a opéré sa retraite en bon ordre. Il faut que Johnson y passe; Old Crook en est chargé. Rappelez-vous le serment de frère (*that Brother's oath*) et vous n'aurez aucune difficulté. Tout va bien. Soyez sauf et jouissez des fruits de vos travaux.

Signé : O. B N° cinq.

Le 7, le gouvernement autorise la publication de dépositions jusque-là gardées secrètes, faites par MM. Sandford, Conover, docteur Merrit et Richard Montgomery, qui disait avoir été en rapport avec les conjurés au Canada, et, dès l'origine, initiés à leurs projets.

Ces dépositions inculpent fortement l'ex-président Jefferson Davis.

Les séances suivantes sont fort insignifiantes.

Divers individus, accusés d'abord de complicité avec les conspirateurs, ainsi que plusieurs témoins qui se trouvaient détenus les uns et les autres dans la prison du vieux Capitole, sont mis en liberté.

Payne essaie, mais en vain, de se faire passer pour aliéné. Ce système de défense est repoussé pour lui comme pour Azteroth.

Le procès se termina enfin le 20 juin, et la sentence fut tenue secrète jusqu'à l'approbation du président.

Ce procès, comme on le voit, malgré l'ardente curiosité avec laquelle on l'avait suivi, n'avait pas jeté

grande lumière sur les événements de la rébellion. Des témoignages longs, diffus, et qui n'ajoutaient que peu de chose à l'évidence bien constatée des faits, peu de plaidoiries, aucune de ces révélations curieuses auxquelles tout le monde s'attendait.

Payne et madame Surratt excitaient principalement l'attention, surtout le premier, auquel plusieurs dames, par une aberration d'esprit souvent observée dans les grands procès criminels, donnèrent de vives marques de sympathie, On prétendit même, dans un récit dramatiquement composé, que Payne était le frère naturel de Jefferson Davis. Mais n'oublions pas que les journaux américains sont grands amateurs de ces sortes d'histoires, plus piquantes que vraies.

Quoi qu'il en soit, les accusés demeuraient convaincus, par d'indéniables témoignages, du crime et de complicité dans le crime d'assassinat du président Lincoln et du secrétaire d'État Seward.

On s'attendait à les voir tous condamnés au gibet, sauf Spangler et madame Surratt.

La Commission militaire de Washington, à la majorité des deux tiers, rendit une sentence qui condamnait à être pendus jusqu'à ce que mort s'en suive :

Harold.
Azteroth.
Payne.
Et madame Surratt.

Et prononçait la détention perpétuelle avec travaux forcés, contre :

Arnold,
Mudd,
O'Laughlin.

Edward Spangler fut condamné à six ans de la même peine.

La sentence, qui fut d'abord tenue secrète, reçut l'approbation du président Johnston.

Les demarches les plus actives furent faites auprès de lui afin d'obtenir, en faveur de madame Surratt, une commutation de peine. Mais il répondit par un refus péremptoire à toutes les sollicitations dont il était pressé.

Les avocats de madame Surratt essayèrent alors de faire usage du writ d'*habeas corpus*, mais ce dernier effort fut encore inutile, et dès lors tout espoir s'évanouit.

Le 7 juillet, à une heure et quelques minutes de l'après-midi, la porte de la prison s'ouvrit, et madame Surratt parut, soutenue dans sa marche vers l'échafaud par deux officiers militaires.

Puis vinrent Azteroth, Harold et Payne accompagnés par les ministres de l'Évangile et une escorte de soldats. Des siéges avaient été disposés pour les condamnés sur le devant de la plate-forme. Quand ils furent assis, le général Hartrauff s'avança et lut l'ordre du département de la guerre approuvant les sentences et prescrivant l'exécution.

Une forte garde était stationnée sur les murs entourant le champ du supplice, autour duquel étaient rangés à l'intérieur, des soldats en ligne continue. Plusieurs centaines de citoyens avaient été admis dans l'enceinte.

Un des prêtres, qui assistaient madame Surratt, prononça une courte prière, que Payne, assis près d'elle, écouta avec recueillement.

Les autres ministres récitèrent aussi des prières auxquelles la foule paraissait s'associer.

Les condamnés furent invités à se lever; les siéges furent enlevés et les derniers préparatifs commencèrent.

Leurs mains furent liées derrière le dos et les jambes attachées au-dessus et au-dessous des genoux, puis un capuchon blanc fut jeté sur leur tête.

Azteroth, au dernier moment, s'écria : « Adieu ! messieurs ; prenez-garde, adieu ! »

Un des ecclésiastiques dit : « Puissions-nous nous retrouver dans l'autre monde ! »

Dès que les nœuds coulants furent fixés autour du cou des suppliciés, madame Surratt étant la dernière préparée, la section de la plate-forme sur laquelle ils se tenaient tomba soudainement, et leurs corps se trouvèrent suspendus entre ciel et terre.

Mademe Surratt et Payne firent à peine un seul mouvement.

Azteroth éprouva quelques contractions ; Harold montra plus de sensibilité nerveuse que les autres.

Les corps sont restés suspendus jusqu'à ce que la vie fût éteinte ; puis ils ont été détachés et déposés dans les cercueils qui avaient été préparés à cet effet.

On dit que Payne a fait une déclaration déchargeant madame Surratt de toute complicité.

Un autre personnage a fait un affidavit contestant le témoignage d'un important témoin qui a déposé contre elle dans le cours du procès.

Ainsi s'est terminé le dernier acte de cette horrible tragédie.

TABLE DES MATIÈRES

CHAP. VI. — CAMPAGNE DE 1863.

CHAP. VII. — CAMPAGNE DE 1864.

CHAP. VIII. — CAMPAGNE DE 1865.

CHAP. IX.

APPENDICE.

Paris. — Typ. de Cosson et comp., rue du Four St Germain. 43.

ce qui se dit, tout ce qui se fait, tout ce qui se passe à Paris et dans les départements, en un mot les nouvelles les plus intéressantes de la France et de l'étranger.

La *Revue des Journaux* nous semble être appelée à rendre de grands services, et le succès qui l'accueille en ce moment de toutes parts donne complétement raison à notre idée, et nous prouve que nous avons été compris.

L'INDICATEUR DU COMMERCE

DE LA

PROPRIÉTÉ ET DE L'INDUSTRIE

CONTENANT :

1° Des renseignements précieux sur toutes les professions ;

2° Un résumé complet et explicatif de tout ce qui a rapport au cubage, jaugeage, arpentage, cadastre, toisage, etc. ;

3° Un cours de tenue de livres en partie simple et en partie double ;

4° Des tables d'intérêt et comptes faits.

Par J. B. DUCHÊNE

1 volume de 140 pages, accompagné d'un grand tableau calculateur.

Prix : 1 franc *franco* par la poste.

Il suffit de lire le titre de cet ouvrage pour s'assurer qu'il est indispensable à tout le monde, mais surtout aux commerçants, aux industriels, dont les calculs sont abrégés considérablement par les tables de comptes qu'on y trouve ; aux propriétaires, qui, en le consultant, pourront eux-mêmes mesurer leurs terres.

Nous devons appeler l'attention sur le magnifique tableau colorié du *calculateur pour tous*, qui se trouve à la fin de l'*Indicateur du commerce, de la propriété et de l'industrie*, mais qui en est tout à fait indépendant et qu'on peut détacher pour le faire encadrer, si on le désire ; nous ne l'avons joint à ce volume que pour en faciliter l'expédition. — Tout autour du tableau se trouve une explication détaillée qui en fait comprendre les avantages et qui apprend à s'en servir.

Les dimensions sont de 75 centimètres de largeur sur 56 centimètres de hauteur.

bourgeoise et de l'*ouvrière* : il parle *de la ménagère et de la maîtresse de maison*, il parle de la toilette des femmes, qu'il fait suivre de quelques chapitres remplis d'esprit et d'humour sur les accessoires des costumes féminins. Le *bouquet*, l'*éventail*, les *bottines*, la *voilette*, les *gants*, etc.

Enfin l'hygiène et la médecine de la femme y sont traitées d'une façon fort remarquable.

Le *Livre des femmes au XIX*e *siècle*, est écrit avec un style simple et brillant tout à la fois : un succès immense l'a accueilli à son apparition, et on peut dire que l'auteur a eu raison de l'intituler le *Livre des femmes*, car il est bientôt entre les mains de toutes.

Le commerce de la librairie vient d'enregistrer un de ces succès immenses et justement mérité par l'apparition d'une carte d'une utilité indispensable :

Cette carte est un

GRAND PLANISPHÈRE

géographique, historique, industriel et commercial, présentant la description entière de tous les pays du monde, la grandeur figurée, la population exacte, les mœurs, coutumes et usages, ainsi que les productions végétales, minérales et animales de chaque puissance.

Plus de 40,000 personnes, tant en France qu'à l'étranger, en ont fait l'acquisition ; l'auteur a placé, à droite de la carte, une description entière pour toutes les contrées de la terre. Cette description a l'inappréciable avantage de présenter, d'un coup d'œil, tous les renseignements qu'on peut être obligé de puiser sur les différentes puissances du monde.

La dimension de cette carte est de 1 m. 40 millim. de largeur et de 77 centimètres de hauteur. Le papier est excessivement fort ; elle est admirablement coloriée à teinte plate, c'est-à-dire que chaque contrée du monde est d'une couleur particulière.

Le prix de cette carte, dans la libraire, est de 5 fr. seulement. Pour faciliter tout le monde à se procurer une carte aussi utile, nous avons réduit son prix à 2 fr., rendue franc de port, à domicile.

Les personnes qui désireront en faire l'acquisition n'auront qu'à nous envoyer 2 fr. en timbres, ou un bon sur la poste, à leur volonté, et immédiatement nous leur enverrons franco, par la poste, cette carte, à l'adresse qu'on aura soin de nous donner le plus exactement possible.

Nouvelle *Carte routière d'Europe*, illustrée et coloriée à teintes plates. — Largeur 1 mètre 40 millimètres, hauteur 77 centimètres.

Prix : 2 francs, rendue franco.

Le *Nouveau Plan de Paris*, d'une exactitude rigoureuse, divisé par arrondissements, avec une nouvelle combinaison qui permet de trouver instantanément n'importe quelle rue. —Largeur 1 mètre 40 millimètres, hauteur 77 centimètres.

Prix : 2 francs, rendu franco.

L'*Arbre généalogique de la France*, avec lequel on peut apprendre notre histoire en quelques leçons et avec la plus grande facilité. — Mêmes dimensions que les précédents.

Prix : 2 francs, rendu franco.

Cartes particulières de chaque département de la France, contenant la situation, la limite, la superficie, l'hydrographie, les voies de communication, les chemins de fer en projet.—La statistique, le chiffre de la population de chaque commune, la division du département, son administration.

Agriculture, commerce, industrie.

Les monuments, antiquités et curiosités; les hommes célèbres,

Elles indiquent, en outre, les forts, les châteaux fortifiés, les routes de première classe, les routes départementales, les chemins vicinaux de grande communication, les relais de poste aux chevaux, bureaux de poste aux lettres, de ligne télégraphique, etc., etc.

Ces cartes sont indispensables à tous : aux instituteurs, aux commerçants, aux voyageurs, etc. Nous les leur recommandons spécialement.

Prix : 2 francs, rendues franco.

Paris.— Typ. Cosson et Comp. rue du Four Saint-Germain, 43.



Paris. — Typ. Cosson et Comp. rue du Four-Saint-Germain, 3.

